

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

L'ACTION COLLECTIVE LOCALE FACE À L'AGRO-INDUSTRIE :
LE CAS DU *MOVIMIENTO CAMPESINO DE CÓRDOBA* DANS LA PROVINCE
DE CÓRDOBA EN ARGENTINE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN GÉOGRAPHIE

PAR
MATHIEU LACOMBE

MAI 2012

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Dans un premier temps, je tiens à remercier les membres fondateurs de la centrale UCAN du Mouvement paysan de Córdoba pour leur confiance, leur générosité et leur amitié m'ayant permis d'accomplir le difficile travail de terrain au sein de l'organisation.

Ensuite, un *abrazo* à Orlando et Ramona Bustamante aux prises avec une situation foncière difficile. Je les remercie pour leur hospitalité et leur humanité pendant les deux semaines que j'ai passées dans leur famille. Merci pour les repas partagés, les échanges et les belles découvertes.

Mes remerciements vont également à l'Instituto de Investigación y Formación en Administración Pública de l'Université nationale de Córdoba, et tout spécialement à son directeur, Monsieur Carlos La Serna, qui m'a accueilli généreusement dans ses locaux et qui a si bien su me guider et m'outiller.

Ce mémoire doit aussi beaucoup à Juan-Luis Klein, mon directeur de recherche, qui m'a aiguillé dans les moments de doute et judicieusement conseillé.

À tous ceux et celles qui ont cru à cette aventure, avec qui j'ai échangé afin de nourrir ce qui dépérissait et qui m'ont soutenu pendant sa réalisation : merci!

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	ii
LISTE DES FIGURES	vii
LISTE DES TABLEAUX.....	viii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES.....	ix
RÉSUMÉ.....	xi
CHAPITRE I L'ARGENTINE AGRAIRE ET SA CONJONCTURE SOCIALE : RÉFÉRENTS ESSENTIELS À L'ÉMERGENCE DU MCC.....	5
1.1 De période post-indépendance à la seconde Révolution verte.....	7
1.1.1 La Conquête du Désert	8
1.1.2 L'expansion agraire et le modèle agro-exportateur	9
1.1.3 Les Révolutions vertes et l'état néo-libéral	14
1.1.4 Le MOCASE	16
1.2 Situation productive de la province de Córdoba et tensions entre les usages du sol	17
1.2.1 Modes d'occupation rencontrées sur le territoire	18
1.2.2 L'expansion agraire et le choc entre l'agriculture paysanne et industrielle ...	22
1.3 Le Mouvement paysan de Córdoba en Argentine.....	27
1.3.1 La création du Movimiento Campesino de Córdoba (MCC)	28
1.3.2 La naissance d'un nouveau mouvement social	29
1.4 Question et hypothèse de recherche	30
CHAPITRE II CONCEPTS OPÉRATOIRES ET DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE	33
2.1 Objectif principal, objectifs spécifiques et présentation détaillée de l'hypothèse de recherche	33

2.2 Cadre conceptuel.....	35
2.2.1 Les deux concepts principaux	36
2.2.2 Le modèle de repérage des initiatives locales	42
2.2.3 Concepts opératoires en fonction du modèle	44
2.3 Démarche méthodologique	54
2.3.1 Cadre spatio-temporel et spatial.....	55
2.3.2 Le choix du Mouvement paysan de Córdoba	56
2.3.3 Cueillette d'information	56
2.3.4 Les entrevues.....	58
2.3.5 Mode d'échantillonnage des répondants.....	60
2.3.6 Techniques de traitement des données	61
CHAPITRE III LE MOUVEMENT PAYSAN DE CÓRDOBA : PRÉSENTATION D'UN MOUVEMENT SOCIAL	63
3.1 Localisation.....	64
3.2 Formation du Mouvement paysan de Córdoba.....	66
3.3 Les acteurs et les actions	74
3.4 Structure d'organisation.....	75
3.5 Actions collectives du MCC.....	79
3.5.1 Occupations/ reprises de terres (<i>retomas de tierras</i>).....	79
3.5.2 Marches (<i>marchas, caminatas</i>)	80
3.5.3 Blocage de routes.....	82
3.5.4 Coupe de clôtures.....	83
3.6 Rapport avec les autres groupes sociaux et les autres Mouvement de paysans	83

3.6.1 Confrontation avec les grands propriétaires terriens	83
3.6.2 Avec le gouvernement et les autorités.....	84
3.6.3 Avec les autres mouvements paysans	85
3.7 Fonctionnement des communautés.....	86
3.8 Réalisations et développement du MCC	87
3.9 Une décennie fertile pour le MCC	90
CHAPITRE IV MOVIMIENTO CAMPESINO DE CÓRDOBA : ARTISAN D'UN TERRITOIRE	92
4.1 Le développement par l'initiative locale : une analyse du MCC	93
4.1.1 Réaction à l'agro-industrie.....	94
4.1.2 Actions collectives	95
4.1.3 Mobilisation des ressources.....	97
4.1.4 L'appartenance paysanne : une revendication identitaire	98
4.1.5 Conscience territoriale	103
4.1.6 Concertation/Empowerment	106
4.1.7 Acquis mobilisables	109
4.2 Difficultés et défis liés à l'initiative locale du MCC.....	110
4.3 Le MCC, modelleur d'espace et artisan du territoire	111
CONCLUSION	113
APPENDICE A	119
APPENDICE B	123
APPENDICE C.....	124
1. Version castillane	124
2. Version française	126
BIBLIOGRAPHIE	128

LISTE DES CARTES

Carte 1.1 : Situation agraire dans la province de Córdoba	23
Carte 2.1 : Province de Córdoba en Argentine	55
Carte 3.1 : Départements de la province de Córdoba	65
Carte 3.2 : Les différentes centrales du MCC et la frontière agraire (Córdoba)	71

LISTE DES FIGURES

Figure 1.1 : La Conquête du Désert selon le billet de 100 pesos argentin	9
Figure 1.2: Illustration de l'expansion des champs de soja transgénique dans les territoires du nord-est de la province à travers le cas du terrain d'une famille.....	26
Figure 1.3 : Maison d'une famille	27
Figure 2.1 : Modèle de repérage des initiatives locales.....	43
Figure 3.1 : Photos prises lors de l'expropriation de Ramona Bustamante	73
Figure 3.2 : Schéma du MCC (organigramme).....	78
Figure 3.3: Documents de travail : calendrier des activités et horaire de la rencontre d'équipe du 20 juillet 2010.....	79
Figure 3.4 : Marche nationale du MNCI pour le droit à la terre et la vie paysanne à Buenos Aires	81
Figure 3.5 : Lieu de rencontre pour les réunions de délégués de la UCAN.....	88
Figure 4.1 : Le Mouvement paysan de Córdoba (2000-2010)	93
Figure 4.2 : Étendard du Movimiento Campesino de Córdoba	101

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.1 : Évolution des exploitations agraires et superficie occupée selon le type d'occupation du sol pour l'ensemble de l'Argentine 1914-2002	13
Tableau 1.2 : Situations foncières possibles en Argentine en 2011.....	18
Tableau 1.3 : Situations terriennes conflictuelles en Argentine contemporaine	25
Tableau 2.1 : Structure générale des entrevues	59
Tableau 2.2 : Entrevues réalisées en 2010	60
Tableau 3.1 : Principaux jalons de la constitution du Mouvement paysan de Córdoba	74
Tableau 3.2 : Caractéristiques du MCC et de ses communautés.....	75

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

ACSoja	Asociación de la Cadena de la soja Argentina (Association du réseau du soja argentin)
APENOC	<i>Asociación de Pequeños Productores del Noroeste de Córdoba</i> (Association des petits producteurs du nord-ouest de Córdoba)
CAN	<i>Consejo Agrario Nacional</i> (Conseil agraire national)
CIDA	<i>Comité interamericano de desarrollo Agrícola</i> (Comité interaméricain de développement agraire)
CLOC	<i>Coordinadora latinoamericana de las organizaciones del campo</i> (Coordinateur latino-américain des organisations rurales)
CRA	<i>Confederaciones rurales Argentinas</i> (Confédérations rurales argentines)
CONINAGRO	<i>Confederación intercooperativa agropecuaria limitada</i> (Confédération intercoopérative agraire limitée)
FAA	<i>Agraria Argentina</i> (Fédération agraire d'Argentine)
FIAN	<i>Food First Information and Action Network</i>
GANACOR	<i>Federación ganadera de Córdoba</i> (Fédération des éleveurs de bétails de Córdoba)
INDEC	<i>Instituto Nacional de Estadística y Censos</i> (Institut national de statistique et recensements)
INTA	<i>Instituto Nacional de Tecnología Agropecuaria</i> (Institut national de technologie agraire)
ISI	<i>Industrialización por sustitución de importaciones</i> (Industrialisation par substitution des importations)
MCC	<i>Movimiento campesino de Córdoba</i> (Mouvement paysan de Córdoba)
MOCASE	<i>Movimiento campesino de Santiago del Estero</i> (Mouvement paysan de Santiago del Estero)
MNCI	<i>Movimiento Nacional Campesino e Indígena</i> (Mouvement national paysan et autochtone)
MS	Mouvement(s) social(aux)
MST	<i>Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra</i> (Mouvement des travailleurs ruraux sans terre)
NMS	Nouveau(x) mouvement(s) social(aux)

OCUNC	<i>Organización de Campesinos Unidos del Norte de Córdoba</i> (Organisation des paysans unis du nord de Córdoba)
OGM	Organisme génétiquement modifié
ONG	Organisation non-gouvernementale
PSA	<i>Programa social agropecuario</i> (Programme social agraire)
RIOD	Réseau international des ONG sur la désertification
SRA	<i>Sociedad rural Argentina</i> (Société rurale d'Argentine)
UCAN	<i>Unión Campesina del Noreste</i> (Union paysanne du nord-est)
UCATRAS	<i>Union de Campesinos de Traslasierra</i> (Union des paysans de Traslasierra)
UCOS	<i>Union Campesina del Oeste Serrano</i> (Union paysanne de l'ouest Serrano)
UNC	<i>Universidad Nacional de Córdoba</i> (Université nationale de Córdoba)
UST	<i>Unión de trabajadores rurales sin tierra</i> (Union des travailleurs ruraux sans terre)
VC	Via Campesina

RÉSUMÉ

La situation agraire argentine actuelle est fortement influencée par la globalisation économique et l'augmentation de la population mondiale. Cette augmentation liée à la diminution des terres fertiles de grands pays comme la Chine, l'Inde et l'Arabie Saoudite impose une pression importante sur le prix des terres agricoles sur l'ensemble de la planète. Dès lors, on assiste à l'accaparement des terres de nombreux pays d'Afrique et d'Amérique du Sud. En Argentine cette situation se matérialise par l'expansion de la culture du soja transgénique; céréale dont le prix sur les marchés a littéralement explosé dans la dernière décennie. Le soja génétiquement modifié est ainsi devenu l'or vert argentin. On parle maintenant de *sojisation* du pays.

Ce phénomène a provoqué, en Argentine, l'expansion de la frontière agraire dans des zones où l'agriculture était autrefois quasi inexistante étant donné la faible rentabilité obtenue. Cette expansion agraire a mis au jour une population paysanne enclavée et exclue, vivant sur des terres communautaires peu fertiles. Les terres que les paysans occupent depuis plusieurs générations, souvent sans droit de propriété formel, sont devenues financièrement intéressantes pour les grands propriétaires terriens et les investisseurs. Ainsi, ils sont chassés parfois par la force afin de convertir les terres en champs de soja.

Cette situation a favorisé l'apparition de nouvelles formes de mobilisation sociale au sein de ces zones socioéconomiquement marginalisées. Au centre de l'Argentine, dans la province de Córdoba, les paysans ont formé le *Movimiento campesino de Córdoba*. Ainsi, en une dizaine d'années, les acteurs locaux aidés par des leaders venant d'autres régions de la province ont tissé un impressionnant réseau d'organisations locales luttant pour le droit à la terre en réaction à l'ingérence de l'agro-industrie. Cette lutte s'inscrit dans un contexte social, environnemental et territorial particulier à travers lequel l'action collective rurale témoigne des transformations socioéconomiques de l'agriculture argentine.

Ce mémoire vise à mettre en lumière le mouvement social paysan à travers les actions collectives et les transformations sociales qu'il génère. Notre analyse basée sur le modèle du développement par l'initiative locale tente de comprendre les effets de la situation territoriale sur la structuration sociale des paysans, leur autodétermination assurant le développement local et l'attachement territorial.

En définitive, ce mémoire montre que la mobilisation sociale paysanne observée dans notre zone d'étude ouvre la voie à la pérennité des acteurs locaux en favorisant une gouvernance territoriale renouvelée et un aménagement rural davantage à l'écoute des besoins de la paysannerie. Toutefois, cela demeure très fragile si l'on considère les difficultés environnementales, sociales et politiques de la région. La résilience des acteurs paysans dans leur volonté de maintenir leur mode de vie, de dé-marginalisation et de développement local nous amène à considérer la viabilité des initiatives qu'ils mettent sur pied.

Mots-clés : paysans, mouvements sociaux, actions collectives rurales, Argentine, initiatives locales, agro-industrie.

Nous sommes ce que nous faisons, pour changer ce que nous sommes.

Eduardo Galeano

INTRODUCTION

Les progrès technologiques distinguant l'Homo sapiens du règne animal font la fierté du premier. Parmi les avancées notoires de l'Homme, il en est une qui lui permet désormais de modifier génétiquement une espèce végétale afin de l'« imperméabiliser » au monde hostile et sauvage dans lequel elle croît et évolue. Ainsi, le soja est maintenant capable d'absorber un herbicide sans mourir, puisque les champs de soja génétiquement modifié sont arrosés d'un désherbant puissant, le glyphosate, qui tue toute végétation « nuisible » à la croissance de la plante sans lui causer de tort. Ce soja se commercialise sous le nom de « Roundup Ready » (RR).

Les hauts rendements productifs et financiers que procurent ces nouvelles semences en Argentine prennent une telle ampleur que l'on commence à parler de « sojisation du pays », appelant à une restructuration profonde du monde agricole. Depuis la Pampa, le soja RR fait tache d'huile, encore plus vers le nord, dans les provinces du Chaco, de Córdoba, de Santiago del Estero, de Salta et de Formosa. Cette « invasion » des territoires du Nord se traduit par l'un des plus hauts taux de déforestation au monde (Robin, 2008); là-bas, les bulldozers rasant littéralement les forêts, ce qui entraîne inévitablement une perte importante de la riche biodiversité. Le soja RR est si profitable que les investisseurs déboisent les terres aux sols pauvres, qui ne pourront donner plus de quatre à cinq ans de culture (Robin, 2008), afin de les utiliser pour la culture du soja. Quant à la promesse d'un usage réduit d'herbicides – l'argument de vente principal du soja RR – elle est loin d'être tenue. Dans les faits, l'utilisation du « Roundup » ne cesse d'augmenter étant donné que les mauvaises herbes sont de plus en plus résistantes. Même le soja est devenu une mauvaise herbe qui pousse là où il ne faut pas. Qui plus est, il ne peut être éliminé par le « Roundup », ce qui ouvre la porte à de nouvelles multinationales (Syngenta) proposant des désherbants plus puissants et plus toxiques afin de l'éliminer. Le

glyphosate, l'ingrédient actif du « Roundup », cause également des problèmes de santé importants (malformations génitales, infertilité, problèmes cutanés) aux populations qui habitent à proximité des champs de soja (Robin, 2008). Il contribue également à la pollution des cours d'eau par le ruissellement. Les coûts sociaux et environnementaux s'avèrent donc supérieurs aux profits réalisés par la réduction d'herbicides (Robin, 2008).

Par ailleurs, les « gauchos », ces éleveurs de bétail constituant de véritables icônes culturelles en Argentine, délaissent ce type d'élevage afin d'accéder au niveau de vie que permet le soja RR. Pour la première fois de son histoire, le pays doit importer du bœuf et du lait (Robin, 2008). Par conséquent, le prix de ces denrées augmente, ce qui a pour effet de modifier l'alimentation des Argentins les moins bien nantis. Car cette inflation ne touche pas seulement l'alimentation : elle affecte aussi le prix des terres. Ces dernières sont devenues des valeurs refuges permettant des investissements aussi fructueux que rapides. Selon Robin (2008), la superficie moyenne des exploitations de la Pampa est passée de 250 à 538 hectares en une décennie, pendant que le nombre de fermes a diminué de 30 %. D'après le recensement agricole réalisé par l'Institut national de la statistique et du recensement (INDEC, 2002), 150 000 paysans ont mis la clé sous la porte entre 1991 et 2001, dont 103 000 depuis l'avènement du soja transgénique (Robin, 2008). Ainsi, les terres sans labours, nécessitant peu d'entretien, amplifient le phénomène de l'agriculture sans agriculteurs et contribuent à modifier le visage rural argentin.

Plusieurs acteurs entrent en scène dans cette situation. Bien évidemment, les multinationales jouent un rôle prépondérant en contrôlant les intrants, tels les herbicides, la machinerie et les semences. Ensuite, il y a aussi l'État, qui a vu son rôle s'amoindrir au sein de la nation, et qui a laissé la production agricole aux seules lois du marché. C'est de cette façon que Carlos Menem, le président de l'époque, crée la CONABIA en 1991, soit la « Comisión nacional asesora de biotecnología agropecuaria », afin de doter l'Argentine d'un semblant de réglementation en matière

d'OGM. Relevant du secrétariat de l'Agriculture, l'Élevage, la Pêche et l'Alimentation, la commission, qui n'a qu'un statut consultatif, est constituée exclusivement de représentants d'organismes publics, comme l'Institut national des semences (INASE) ou l'Institut national de la technologie agricole (INTA), et d'acteurs privés de l'industrie biotechnologique, comme Syngenta, Novartis et, bien sûr, Monsanto (Robin, 2008). Ils sont des acteurs publics et privés qui s'allient et se soutiennent. Par ailleurs, les grands producteurs profitent des politiques de ces acteurs et jouissent de la reconnaissance de l'État puisqu'ils représentent le soutien de base du développement économique.

Les paysans les plus pauvres, eux, tentent de se regrouper en mouvements sociaux afin de revendiquer leurs droits et de lutter contre un mode d'agriculture qui les exclut de la société. D'après le mouvement de paysans de Santiago del Estero (MOCASE, 2008), il y aurait, en Argentine, 280 000 familles de 22 peuples indigènes et 220 000 familles paysannes, ce qui représente environ 1,5 million de personnes. Ces dernières ne souscrivent pas à « l'agrobusiness ». Elles ne cultivent pas de soja, elles ont un rapport à la terre bien à elles et ne l'utilisent que pour élever des animaux ou cultiver des aliments nécessaires à la subsistance de base. C'est parce qu'elles perçoivent la terre non pas comme un outil d'affaires, mais bien comme un héritage dont elles font partie intégrante que ces familles entendent la partager, tel un bien commun, avec les générations futures.

Ainsi, c'est à l'intérieur de ce contexte que s'inscrit ce mémoire. Notre recherche se concentre sur le *Movimiento campesino de Córdoba* (MCC). Il s'agit d'un mouvement social paysan né au tout début du millénaire dans la province de Córdoba située au centre de l'Argentine. Ce nouvel acteur territorial apparaît dans la tourmente de cette crise socio-territoriale née de l'expansion de la frontière agraire. L'identité territoriale renouvelée et puissante qui se forge favorise l'émergence et le développement socio-politique d'une classe paysanne marginalisée, exclue et déstructurée.

C'est donc à travers ces initiatives citoyennes intrinsèquement liées à la crise agraire que nous analyserons les concepts d'identité et d'actions collectives rurales. Nous tâcherons de voir le rôle du territoire dans l'édification de mobilisations citoyennes innovantes favorisant la re-territorialisation, l'inclusion et le développement de la classe paysanne argentine. La documentation utilisée pour ce travail provient d'une recherche de terrain que nous avons réalisée dans la province de Córdoba, au centre de l'Argentine.

Ce mémoire de maîtrise se présente en quatre chapitres. Le premier aborde la situation agraire argentine et les impacts sociaux et territoriaux qui ont initié les mobilisations sociales. Il se termine par notre problématique et nos hypothèses de recherche. Le second chapitre porte sur les bases conceptuelles de notre analyse, les objectifs de la recherche et la méthodologie retenue pour réaliser ce mémoire. Le chapitre trois se révèle être notre étude de cas qui décrit en détail le mouvement paysan. Finalement, nous concluons en présentant l'apport de notre recherche et des pistes pour d'éventuelles recherches ultérieures.

CHAPITRE I

L'ARGENTINE AGRAIRE ET SA CONJONCTURE SOCIALE : RÉFÉRENTS ESSENTIELS À L'ÉMERGENCE DU MCC

Les pays d'Amérique latine ont une évolution historique commune. La plupart sont passés par trois phases : colonisation, indépendance et république indépendante. Un autre élément commun est la lutte pour la terre par les plus démunis, lesquels se confrontent aux grands propriétaires. Cette lutte commune est à la base des nombreux mouvements paysans et autochtones dans divers pays. On peut penser, entre autres, au Mouvement des sans-terre brésilien ou bolivien ainsi qu'aux regroupement paysans du Paraguay, de l'Uruguay, de l'Équateur, du Nicaragua et du Venezuela.

À cet égard, l'Argentine se distingue de la plupart des autres pays de la région. Contrairement à la majorité des pays, elle n'a pas eu de réformes agraires permettant de redistribuer plus équitablement la terre. C'est l'une des raisons qui expliquent la naissance des nombreux mouvements paysans et autochtones du pays. Ces derniers sont chaque jour plus forts, davantage conscients des enjeux qui les concernent et surtout, mieux organisés, réticulés.

Cela dit, la réforme agraire demeure une revendication prioritaire dans leur lutte pour la terre. Par contraste, même si les modifications au système foncier de plusieurs autres pays latino-américains a été pensée dans un souci d'équité, il n'en demeure pas moins qu'il y a une recrudescence des mouvements sociaux agraires en Amérique latine. Le Brésil et le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (*Movimiento dos trabalhadores rurais sem terra - MST*) né en 1984, a fait école en cette matière et

démontre bien que la lutte pour la terre se poursuit. Comme le mentionne Cristóbal Key (1998), même si l'implantation du néolibéralisme dans la dernière partie du 20^e siècle semble avoir mis fin aux réformes agraires, cela ne signifie pas pour autant que les problèmes impliquant l'utilisation du sol soient résolus.

En Argentine, c'est à partir de la naissance du *Movimiento Campesino de Santiago del Estero* (MOCASE) en 1990 que s'est renforcée la prise de conscience de l'inégalité de la structure foncière et des problèmes qui s'y rattachent. Ce mouvement social est pour ainsi dire l'équivalent du Mouvement des sans-terre (MST) brésilien en raison de l'influence qu'il aura ensuite sur les mouvements paysans et autochtones du pays. C'est dans ce contexte qu'est né le *Movimiento Campesino de Córdoba* (MCC). L'absence de réforme agraire ainsi que l'expansion de la frontière agricole dans des zones marginales et déstructurées ont incité les paysans à s'organiser afin de préserver leur mode de vie singulièrement attaché à la terre. Le MOCASE aura été l'inspiration pour le MCC.

L'émergence de ces mouvements paysans en Argentine aura permis de rendre visible l'invisible, soit la partie de la population rurale du pays longtemps oubliée, vivant enclavée et en marge, sur des territoires périphériques difficiles d'accès et où l'agriculture n'avait jamais semblé une option intéressante. Rapidement, les luttes paysannes ont fait la manchette à travers tout le pays. L'acharnement des petits exploitants pour défendre leurs terres et l'injustice à laquelle ils se heurtent a sensibilisé l'opinion publique à leur cause.

Ce chapitre permettra de mieux comprendre l'enjeu agricole en Argentine. Dans un premier temps, nous présenterons l'histoire de la structuration agraire dans le pays en focalisant sur un aspect important de la conjoncture, soit l'arrivée du soja transgénique et l'expansion de la frontière agricole qui en a résulté. Dans un deuxième temps, nous expliquerons pourquoi l'Argentine n'a jamais eu de réformes agraires. Nous insisterons sur l'importance jouée par l'agriculture dans l'évolution

culturelle, sociale et politique du pays tout en dressant un portrait du plus important mouvement paysan en Argentine, le *Movimiento campesino de Santiago del Estero* (MOCASE). Ensuite, nous aborderons l'émergence du MCC dans la province de Córdoba afin de mettre en lumière l'évolution et l'ampleur de ce mouvement social. Finalement, nous poserons nos questions et l'hypothèse de recherche.

1.1 De période post-indépendance à la seconde Révolution verte

La situation foncière à laquelle sont confrontés les paysans argentins est le résultat de plusieurs choix politiques et sociaux. On parle ici de la distribution inégale de la terre, du type de peuplement et de l'insertion de l'économie du pays dans le marché mondial. En effet, ces trois aspects ont façonné l'histoire de l'Argentine jusqu'à nos jours.

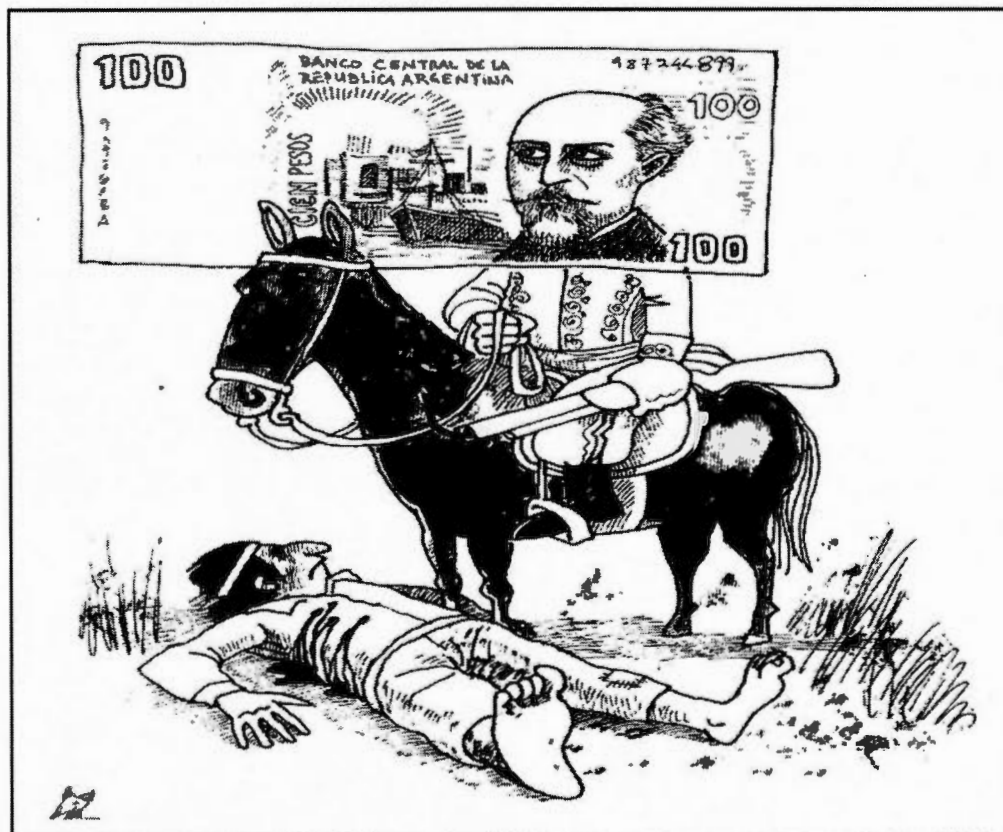
L'exploitation des ressources naturelles a été et est encore aujourd'hui le fer de lance de l'économie argentine. Le modèle agro-exportateur que l'on a mis en place à partir de 1880 a largement contribué à façonner le territoire et l'orientation culturelle et sociale du pays. Des crises régulières, mais essentielles au bon fonctionnement des nouveaux processus d'accumulation du capital ont touché le secteur agraire jusqu'à tout récemment (Giarracca, 2005). Au début des années 1970, la première Révolution verte réinvente les techniques et on assiste à une modernisation productive. Finalement, la seconde Révolution verte transporte avec elle de nouvelles semences génétiquement modifiées augmentant les rendements et accentuant l'expansion agressive de la frontière agricole de l'Argentine (Giarracca, 2005).

1.1.1 La Conquête du Désert

Au 19^e siècle, l'Argentine allait écrire une page triste de son histoire, mais d'une importance capitale pour la suite de la consolidation du pays. De nombreux peuples autochtones occupaient l'intérieur du pays. La région fertile nommée pampa (« plaine » en quechua) n'était habitée, selon les pouvoirs en place à l'époque, que par une horde de chasseurs « barbares ». Dès lors, cet espace qui s'étend de la Patagonie jusqu'au Nord-Est de l'Argentine, représentait un désert à rentabiliser. Le gouvernement de la République lança alors une campagne visant à annihiler ou réduire la population de culture mapuche et tehuelche occupant le territoire (Barbetta et al., 2009). Cette façon de faire était conforme avec le modèle européen qui influait grandement sur le processus de construction nationale. Bien que les zones convoitées n'étaient pas aussi peuplées que les hauts plateaux andins et méso-américains, le territoire convoité était loin d'être aussi dépeuplé qu'on le laissait entendre. Dans les provinces du Nord-ouest argentin, la population atteignait le demi-million d'habitants et seulement pour le territoire de Entre Rios, qui incluait l'actuelle province de Santa Fe à l'époque, on dénombrait quarante mille indigènes d'ethnies diverses (Barbetta et al., 2009).

C'est dans ce contexte et sous l'égide de la dyade « civilisation ou barbarie » que le projet politique d'une nation s'est construit en distribuant les terres « vides » selon certaines lois et politiques publiques. Ainsi, de grandes étendues de terre ont été rapidement partagées entre les secteurs militaires et civils ayant participé et triomphé à ce que l'on nomme la « Conquête du Désert ». De plus, certains particuliers héritaient de terres qu'ils devaient coloniser, même si cela ne s'est jamais réalisé.

Figure 1.1 : La Conquête du Désert selon le billet de 100 pesos argentins



Source : Carlos Julio Sanchez, 2010.

1.1.2 L'expansion agraire et le modèle agro-exportateur

À partir de 1880 et pour faire suite à la dernière offensive de la Conquête du Désert en 1879, le modèle agro-exportateur argentin se met en place. La demande européenne, particulièrement de la Grande-Bretagne, incite à la consolidation de cette structure économique arrimée aux champs fertiles de la pampa. Tel que le mentionne Rapoport (2007), « la conquête a permis l'appropriation privée et intégrale de la terre pampéenne et a consolidé le caractère et le modèle d'appropriation du grand

propriétaire foncier, source de l'accumulation initiale de la classe dominante locale » (Rapoport cité dans Cocco et Maldonado, 2009 : 43).

Bien que tardivement appliquée, l'influence de Ricardo se fait ici sentir par la division internationale du travail et surtout la « théorie des avantages comparatifs » énoncée au XIX^e siècle et utilitaire à la théorie de l'expansion du capital. Cette incorporation de l'Argentine au marché mondial vient de la nécessité des pays industrialisés d'obtenir des aliments à bas prix. La capacité productive naturelle du sol argentin répondait parfaitement à cette demande.

Ainsi, la consolidation agraire se poursuit jusqu'à l'épuisement du modèle dans les années 1930. La croissance accélérée qui s'est étendue sur cinq décennies a fini par ralentir. L'épuisement de la fertilité des terres de grandes étendues combiné à des problèmes structurels en sont les causes (Giarracca, 2005). Les deux modèles d'occupation du sol liés au système en place sont instables. L'*arrendamiento*¹ et l'*aparceria*² créent des remous dans la structure de propriété et dans le système d'exploitation du sol. C'est qu'une grande majorité des acteurs ruraux sont issus de l'agriculture familiale, ils n'ont pas de droit de propriété et présentent un très bas taux de capitalisation.

Cette crise agraire, la plus profonde depuis l'implantation du modèle agro-exportateur, est pour ainsi dire instrumentale et nécessaire aux nouveaux processus d'accumulation du capital. De ce marasme, naissent des conflits de plus en plus fréquents entre les propriétaires fonciers et les agriculteurs, mais également avec les travailleurs ruraux. Cela allait donner lieu au *Grito de Alcorta*³ qui sera à l'origine de la Fédération Agraire Argentine (FAA), des grèves des travailleurs de la Patagonie,

¹ Consiste à louer la terre à de grands propriétaires en échange d'une partie de la récolte ou d'argent.

² Système de travail rural où le revenu est partagé entre celui qui travaille la terre et le propriétaire.

³ Rébellion agraire des petits et moyens producteurs locataires qui déferla sur le sud de la province de Santa Fe et qui fit tache d'huile sur toute la région pampéenne avec, en son centre, la ville de Alcorta. Cela marqua l'introduction des agriculteurs dans la politique nationale du 20^e siècle.

de la Forestière du Chaco, etc. Le modèle agricole devenait ainsi un modèle culturel bien ancré qui n'avait pas l'objectif de diversifier le modèle productif. Le secteur agricole s'imposait dès lors comme un moteur permettant l'édification de l'État moderne.

Bien que l'Argentine n'ait jamais eu de réformes agraires, la loi de colonisation instaurée vers 1940 en avait les apparences. Cela consistait à établir un plan « destiné à peupler l'intérieur du pays, à rationaliser les exploitations rurales, à subdiviser la terre, à stabiliser la population rurale sur la base de la propriété foncière et à améliorer le bien-être des travailleurs ruraux ». Ainsi, « la propriété de la terre reste sujette aux limitations et restrictions déterminées par la loi en accord avec l'intérêt collectif » (*Consejo Agrario Nacional* cité dans Barbetta et al., 2009, p. 48).

Cela représentait tout un progrès sur l'absolutisme régissant le droit de propriété. Les principaux objectifs de cette loi étaient d'augmenter le nombre d'agriculteurs propriétaires, de diviser les champs en unités économiques (familiales), de résoudre une série de problèmes technicoéconomiques relatifs à l'agriculture, ainsi que d'augmenter la population rurale en améliorant les conditions sociales et en renforçant l'unité familiale. Dès lors s'est institué le *Consejo Agrario Nacional* (CAN) en tant qu'organisme d'application de la loi, une entité dirigée par une majorité de représentants de l'État (Barbetta et al., 2009).

La décennie des années 1960 allait permettre de constater que le plan de colonisation n'était pas, dans la pratique, aussi efficace qu'on l'imaginait. En effet, une étude du *Comité Interamericano de Desarrollo Agrícola* (CIDA) démontrait le retard de la production agricole tant au niveau de sa modernité que de ses rendements. Lorsqu'on poussait plus loin l'étude et la réflexion, on s'apercevait que les problèmes du système en place étaient liés à la propriété foncière et à la possession de la terre. Un exemple éloquent de ce fait permet de constater que bien que l'on dénombrait plus d'unités agraires qu'au début du XXe siècle, presque toutes les divisions

recensées avaient été réalisées sur les parcelles des fermes de petite taille et non sur les plus grandes (Barbetta et al., 2009).

Comme le démontre le tableau 1.1, la parcellisation des terres, que l'on nomme *minifundio*, augmente en pourcentage de 1914 à 1969 sans que l'on voit un accroissement significatif de leur superficie relativement aux *latifundios* ces grandes propriétés foncières. En 2002, les fermes de petite taille ne représentent pas davantage le milieu rural, mais occupent une part plus importante de terres. Cependant, on s'aperçoit que la concentration foncière est toujours très importante, les exploitations agraires de plus de 5000 hectares représentant à peine 2% de l'ensemble, tout en occupant pas moins de 87 millions d'hectares, ce qui est 50% du total. On constate également qu'en 2002, le nombre total d'exploitations est presque inférieur de moitié à celui de 1969 tout en occupant une superficie presque mille fois plus grande.

Tableau 1.1 : Évolution des exploitations agraires et superficie occupée selon le type d'occupation du sol pour l'ensemble de l'Argentine 1914-2002

Années	Mode d'occupation foncière				Total	
	Minifundios (0-25 ha)		Latifundios (plus de 5000 ha)			
	%	Superficie (milliersha)	%	Superficie (milliersha)	N° exploitations	Superficie (milliersha)
1914	32,88	0,59	1,71	48,91	306.663	162.895
1937	34,46	0,89	1,36	49,72	434.514	174.602
1947	36,57	0,96	1,26	47,01	441.431	160.619
1960	39,68	1,00	1,24	47,01	457.173	175.122
1969	41,34	1,05	1,34	46,16	530.046	206.993
2002	34,78	998,45	2,07	87 319,89	297.425	174 808.564

Sources : Adaptation d'un tableau de Flichman, 1977, p.210-211 (traduction libre) et de données de l'*Instituto Nacional de estadística y censos de la Republica Argentina* (INDEC, *Censo Nacional Agropecuario* 2002).

Cette étape du développement du modèle agro-exportateur en Argentine était directement induite par l'articulation étroite entre le marché et l'État. Ainsi, les problèmes de développement du modèle que nous avons énoncés plus haut impliquaient graduellement la question paysanne. Certains soulignaient que la possession légale de la terre n'était pas la seule solution pour résoudre les problèmes de développement, mais qu'il fallait plutôt mettre en relief et modifier les asymétries liées à la commercialisation. D'autres, comme le *Comité Interamericano de Desarrollo Agrícola* (CIDA), soulignaient que les limites aux développements passaient par : la défaillante division de la terre qui ne faisait qu'augmenter le nombre de minifundios; la faible quantité de propriétés d'échelle familiale par rapport aux grandes exploitations; la difficulté d'accès à la propriété (Barbetta et al., 2009).

Ces divergences de vues ont mené au modèle industriel de substitution aux importations (ISI). Cette politique de développement a été mise de l'avant dans plusieurs pays d'Amérique latine. En Argentine, elle se démarque par la distribution des revenus et par son caractère intégrateur aux niveaux social et politique.

1.1.3 Les Révolutions vertes et l'état néo-libéral

Dans les années 1970, dans le contexte sociopolitique de l'ISI, la Fédération Agraire Argentine entre dans une phase de mutation qui engendrera les *Ligas Agrarias*. Parmi les revendications principales de cette nouvelle entité, on retrouvait l'amélioration des conditions de production et des prix des cultures agroindustrielles et, dans certains cas (les provinces de Formosa et Corrientes), la demande pour la terre.

La période d'ouverture économique et d'endettement externe du milieu des années 1970 allait modifier l'économie du pays. De nouvelles politiques publiques et le début de dictatures militaire et civile favorisaient la fonction intégratrice de l'État. Ainsi, la politique perdait sa centralité comme instance unificatrice de la vie sociale. Cela allait permettre à l'Argentine de connaître sa première révolution verte. Tout d'abord parce qu'elle a privilégié les grandes entreprises de semences et de produits agrochimiques. Ensuite, car cette ouverture économique a créé une amélioration des processus de transformation, de traitement, de stockage et de commercialisation de la production agraire tout en favorisant l'industrialisation de l'agriculture (Barbetta et al., 2009).

Comme résultat de ces changements, le pays allait connaître de grands soubresauts dans les années 1990. On pourrait nommer cette période, la décennie Menem. Effectivement, Carlos Saúl Menem débute son mandat en juillet 1989 et gouverne jusqu'en décembre 1999. Cette période qui a mené à l'importante crise économique de 2000, avait ouvert la porte aux privatisations, dérèglementations et aux politiques ultralibérales. Le contexte agraire allait également en subir les conséquences. Les changements profonds des années 1970 et l'arrivée au pouvoir de Menem ont engendrés les transformations suivantes : la diminution du nombre d'exploitations et une augmentation de la taille moyenne des fermes; la perte de rentabilité des unités de moins grande envergure et la mise en place de nouveaux

seuils de rendement; l'intensification de la capitalisation dans les processus productifs; l'augmentation de l'emploi non agricole impliquant une diminution de l'emploi rural; l'augmentation des niveaux d'endettement. Il est important de mentionner aussi l'arrivée du soja transgénique en 1996, qui allait donner à l'Argentine sa seconde Révolution verte (Rapoport, 2007).

L'État argentin mettait ensuite sur pied deux programmes publics – *Cambio Rural* et *Programa Social Agropecuario* - afin d'amortir les coûts liés à ces ajustements. L'un des principaux objectifs de ces nouvelles entités était d'obtenir un plus grand rayon d'action à travers la promotion des formes associatives (Barbetta et al., 2009).

« Dans ce contexte, l'idée de fonctionnalité de la paysannerie laisse la place au concept d'exclusion. La petite production paysanne, subordonnée au système, mais utile au capital agroindustriel, est plus difficile à obtenir. Il s'agit d'un processus tendant à laisser de côté la paysannerie [...] (Traduction libre de Barbetta et al., 2009 : 156) ».⁴

Soumis aux lois du marché et à l'expansion du capital, les paysans et/ou autochtones du pays, expulsés de leur terre, exclus et marginalisés, continuent à résister. L'expansion de la frontière agricole qui a débuté dans les années 1960 a donné naissance aux premières associations paysannes. Dans les années 1970, elles se sont greffées aux *Ligas Agrarias*, mais la terreur étatique de la dictature a complètement maté le souffle revendicateur de cette frange marginalisée de l'espace rural. Or, le début des années 1990 a vu renaître une grande quantité de ces mouvements ruraux. Le MOCASE, qui est aujourd'hui le plus grand mouvement paysan du pays est né à cette époque. Le *Movimiento campesino de Córdoba* allait éclore environ 10 ans plus tard.

⁴ En este contexto, la idea de funcionalidad del campesinado va dejando lugar al concepto de "exclusión". La pequeña producción campesina, subordinada en el sistema pero funcional al capital agroindustrial, es más difícil de encontrar. Se trata de un proceso tendiente al arrinconamiento del campesinado [...].

1.1.4 Le MOCASE

Par leurs mouvements, les paysans de la province de Santiago del Estero tentent de prendre en charge le processus historique. La seconde révolution verte, gravitant autour des biotechnologies, crée une multitude de problèmes : paupérisation, prolétarianisation, expropriation, accentuation de l'écart entre les classes sociales (Robin, 2008). Les paysans de la province prennent dès lors conscience de leur propre situation historique. Ils tentent, par leur action collective, de s'assurer que leur histoire ne soit pas perçue comme un mythe, de contrôler le processus historique de transformation de la société.

Touraine identifie trois éléments qui, lorsqu'ils sont articulés, définissent le mouvement social (Touraine, 1973). D'une part, la reconnaissance commune des acteurs sociaux de leur spécificité (principe d'identité), leur lutte vis-à-vis un ou des adversaires (principe d'opposition), et des actions ciblées visant la modification du système historique, espace commun aux deux adversaires en conflit (principe de totalité).

Cela dit, la construction de l'identité paysanne de la province de *Santiago del Estero* passe par la terre, comme partie intégrante du cycle de la vie. Le sens que donne le MOCASE à la terre agit comme un élément de cohésion symbolique pour le mouvement. La terre ne représente pas seulement un espace productif, comme elle peut l'être pour les moyens et grands producteurs, mais bien un élément important de la vie et de la mort des paysans. Véhiculée par le mouvement social, l'identité paysanne a un visage. La constitution de fortes identités collectives va au-delà de la lutte reposant strictement sur les classes et intègre de nouveaux champs, par exemple ethniques et culturels (Béliveau, 2007).

Le principe d'opposition au sein du mouvement se traduit par l'identification d'un antagoniste. Ici, le propriétaire foncier devient le principal « ennemi », surtout lorsque ce dernier compte sur le soutien de la police pour faire respecter une action

judiciaire, ou pour intimider un occupant indésirable. La police devient ainsi un adversaire, d'autant plus qu'elle refuse parfois de prendre en considération les plaintes des paysans désireux de se défendre des « usurpateurs terriens ». Un peu plus en amont des policiers et des propriétaires fonciers, sur la liste des adversaires, se joignent les juges et les hommes politiques, ou en termes plus englobants, le gouvernement provincial.

Le principe de totalité, ou l'objectif sociétal du mouvement se traite sous un angle éthique et culturel. L'accumulation des richesses par un groupe restreint d'acteurs et la destruction des milieux naturels, notamment par la déforestation sauvage, modifient le visage agricole de la province, surtout que le gouvernement provincial détourne son regard des problèmes environnementaux qui commencent à se manifester (inondations, disparition de la flore et de la faune, etc.). Avec ces dénonciations, le mouvement social de *Santiago del Estero* cherche à prendre en charge le processus d'action historique dont chacun des éléments est l'objet de visions opposées d'acteurs de classes antagonistes (Touraine, 1973). De plus, il vise à orienter le développement d'une façon alternative à ce qui est en cours avec la *sojisation* du pays, processus imposé par la mondialisation.

1.2 Situation productive de la province de Córdoba et tensions entre les usages du sol

À l'instar de la province de Santiago del Estero, la province de Córdoba est confrontée à l'agriculture industrielle et au « paquet technologique » (semences OGM, herbicides, semis direct) offert par les grandes multinationales qui métamorphosent la structure agraire. L'usage du sol est devenu un vaste marché. Les champs improductifs destinés, de façon ancestrale, à l'élevage de chèvres et de vaches ont été transformés en de vertes prairies malgré le climat semi-aride du nord de la province.

1.2.1 Modes d'occupation rencontrés sur le territoire

Plusieurs types de droits d'usages sont présents dans la pampa agraire de l'Argentine et dans la province de Córdoba. Le tableau 1.2 dresse le portrait de chacune d'elles.

Tableau 1.2 : Situations foncières possibles en Argentine en 2011

Exploitations agaires	Type d'occupation	Détail
Avec limites définies	Propriété	a) Personne physique; b) Personne juridique; c) Condominio (propriétés conjointes); d) Groupe de sociétés; e) Groupe économique; f) Groupe agraire.
	Propriété et contrats agraires	a) Location; b) Métayage; c) Contrat accidentel.
	Propriété et occupations	a) Avec permission; b) De fait; c) Autre.
Sans limites définies	Contrats agraires	a) Location; b) Métayage.
	Occupations	a) Avec permission; b) De fait; c) De droit; d) Intégrant; e) Sans discrimination.

Source : Adapté de Basualdo et Teubal, 1998.

Tout d'abord, il existe des propriétés aux limites définies et d'autres sans limites définies. Si la première forme de propriété peut nous sembler claire, la seconde demeure un peu floue. Paz (2002) affirme que les exploitations sans limites définies se réfèrent étroitement aux conditions de marginalité, qu'elles soient économiques ou territoriales. Ces exploitations sont caractérisées par de petites productions n'étant pas soumises à des titres de propriété. Ces dernières sont bien souvent en statut d'occupant et caractérisées par une « occupation de fait ». L'occupation et la mise en valeur de ces terres peuvent s'être développées sur plusieurs générations (Starck, 2007).

Avant d'entrer en détail dans cette catégorie d'occupation territoriale, voyons les exploitations agraires avec limites définies telles que présentées dans le tableau (Basualdo et Teubal, 1998). Nous les décrirons ici :

- 1) la terre en propriété par une personne physique consiste en sa propriété par un seul individu ;
- 2) la terre en propriété par une personne juridique signifie que l'emprise sur cette terre est exercée par un type de société (anonymes, par actions, à responsabilité limitée, etc.), une fondation ou une entité publique ;
- 3) le *condominio* s'établit quand plusieurs individus, généralement de la même famille, exercent une propriété conjointe sur un bien rural ;
- 4) le groupe de sociétés comprend en général tous les types de regroupements de sociétés qui appartiennent aux mêmes actionnaires, incluant les liens entretenus entre eux et les autres formes de propriétés. Cette catégorie générale comprend en réalité trois formes de propriétés différentes : le groupe économique, le groupe agricole et la forme mixte de propriété ;
 - a. le groupe économique est constitué d'entreprises avec différentes visions sociales et différentes activités économiques qui agissent conjointement dues au fait qu'elles appartiennent aux mêmes actionnaires et sont coordonnées par un même ensemble de PDG ;
 - b. le groupe agricole (ou de sociétés agricoles) partage les mêmes caractéristiques fondamentales que le groupe économique à l'exception que son action est multisectorielle. Au sein de ces groupes, la production agricole occupe toujours une place centrale, même lorsque, de façon marginale, quelques-unes de ces firmes œuvrent dans d'autres activités ;
 - c. la forme mixte de propriété comprend des groupes de sociétés couplés avec d'autres formes de propriétés (Basualdo et Teubal, 1998).

Ces formes de propriétés peuvent être combinées avec d'autres. Deux types d'occupation entrent dans cette catégorie. Les contrats agraires et les occupations. Au sein des contrats agraires, nous retrouvons :

- 1) la location qui consiste à louer la terre à de grands propriétaires en échange d'une partie de la récolte ou d'argent ;
- 2) le métayage qui est un système de travail rural où le revenu est partagé entre celui qui travaille (*aparcerero* ou métayer) la terre et le propriétaire ;
(En Argentine, les contrats de location et de métayage peuvent être faits à l'oral ou à l'écrit devant le juge de paix et peuvent durer un minimum d'un an, sans limite de temps)
- 3) les contrats accidentels font référence à un contrat spécial, exceptionnel, d'urgence majeure, distinct de la relation durable et personnelle que l'on retrouve dans les contrats usuels. Normalement, il s'agit du cas des contrats de deux ans ou moins (Popp et Gasperini, 1999).

Les occupations se déclinent ainsi :

- 1) avec permission, signifie que les petits producteurs reçoivent la permission d'utiliser la terre sans payer, mais avec l'obligation de cultiver toutes les parcelles afin de maintenir la fertilité et pour éviter qu'elles perdent leur valeur ;
- 2) de fait, signifie tout simplement l'acte de vivre sur un espace délimité.

Ensuite, les exploitations sans limites définies regroupent la majorité des cas des petits paysans de la province de Córdoba. Trois situations d'occupations sont à définir ici :

- 1) de droit : cela signifie qu'à l'intérieur des champs (*campos*) communaux, il existe un secteur utilisé de façon commune par les producteurs

(généralement, c'est un espace de pâture). Les exploitants de ces *campos* sont appelés *occupants de droits* ou *copropriétaires* s'ils possèdent un titre quelconque sur les terres ;

- 2) *integrantes* : représente tout simplement les gens qui habitent, travaillent ces terres;
- 3) sans discrimination : cela signifie que l'on ne tient pas compte du type d'occupation.

Finalement, une récente forme d'appropriation foncière a également fait son apparition en Argentine. Ce sont les « pools » de semences (*pools de siembra*). L'INTA (2011) les décrit comme tous les moyens possibles afin de réaliser des économies d'échelle, c'est-à-dire d'augmenter la production, une forme fréquente étant la combinaison d'un propriétaire de la terre, d'un contractant rural et d'un ingénieur agronome qui s'entendent sur une production à réaliser en apportant chacun leur savoir-faire (terre, savoir, main d'œuvre, machinerie et investissements). Ils se répartissent les profits en fonction de leur participation.

Ce système productif agraire est une chaîne de valeur. Comme on l'a vu, c'est une série d'étapes permettant de réaliser des avantages concurrentiels. Dans le cas des pools de semences, cette intégration est verticale, car ces unités productives combinées œuvrent en des phases successives de la production agricole. Et on parle d'intégration externe, car cela s'effectue souvent entre des acteurs économiques distincts qui utilisent la sous-traitance (INTA, 2011).

Dans les dernières années, cette nouvelle façon de faire l'agriculture a reçu plusieurs critiques. Certains l'accusent de favoriser la concentration de la terre, d'inciter au déplacement des petits producteurs et de causer des dommages environnementaux en ne cherchant que la maximisation des profits.

1.2.2 L'expansion agraire et le choc entre l'agriculture paysanne et industrielle

À priori, le phénomène de l'expansion agraire dans la province de Córdoba tire sa source des grandes étendues agricoles du sud de la province. Au fur et à mesure que le soja transgénique offrait une rentabilité toujours plus grande aux agriculteurs, la recherche de terres permettant de faire fructifier le capital a fait s'accroître l'avancée de la frontière agraire toujours plus vers le nord. Au départ, ce sont les éleveurs de bétail de l'est de la province qui se sont convertis au soja ou qui ont tout simplement vendu ou loué leur terre à prix fort. La *ganaderia* (élevage de bétail) s'est alors déplacée vers l'ouest et le nord-ouest de la province dans des zones marginales et enclavées (Gigena-Ivanna, 2005).

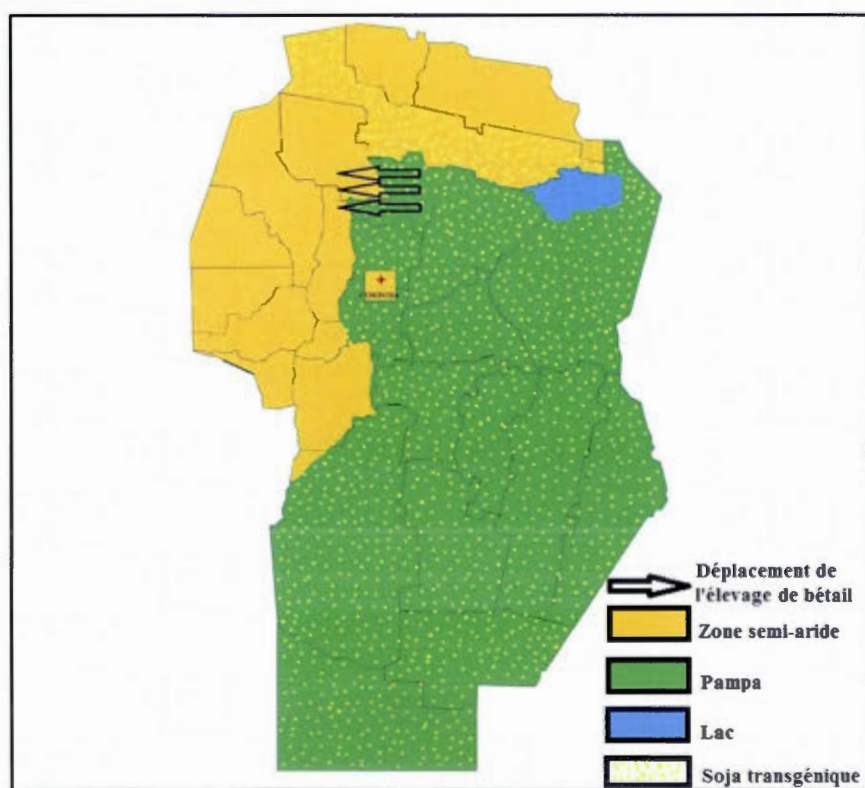
Le choc entre l'agriculture industrielle et paysanne devenait inévitable. C'est par l'arrivée de la *ganaderia* qu'il s'est tout d'abord manifesté. Le projet modernisateur allait modifier la réalité des occupants de la terre. Ces habitants qui peuplaient ce territoire depuis des générations devenaient maintenant des employés des nouveaux propriétaires qui ne présentaient pas toujours des titres clairs de propriété sur les terres qu'ils réclamaient. Des familles entières ont été restreintes à de petites parcelles de terre sans qu'on ne leur reconnaisse aucun type de propriété bien qu'ils les occupaient et les travaillaient depuis plus de 20 ans⁵.

Les paysans n'ont jamais exigé la possession de la terre. Depuis toujours, ils y vivent et y travaillent. Pour des raisons économiques ou par méconnaissance des droits qu'ils possédaient à travers la loi de prescription des 20 ans, ils n'ont jamais réclamé la possession légale de ces terrains.

⁵ Selon l'article 4015 du Code Civil argentin, (*Prescripción Adquisitiva Veinteanal*) toute personne qui occupe un espace depuis au moins vingt ans de façon pacifique et ininterrompue, peut se considérer propriétaire.

Ensuite, l'élevage de chèvres sur des terres pauvres demande de grandes étendues afin que les animaux puissent paître. Utilisant une violence inusitée et s'appuyant sur la loi et la force publique, ces nouveaux propriétaires contrôlaient dorénavant les limites de pâtures. Parallèlement, ils se sont appropriés, de façon irrégulière et à travers des procédures plutôt douteuses, des champs et des maisons rurales. De cette façon, le nord de la province de Córdoba voyait ses terres de plus en plus concentrées entre les mains de quelques propriétaires (Gigena-Ivanna, 2005).

Carte 1.1 : Situation agraire dans la province de Córdoba



Source : INTA, 2008. Élaborée par Mathieu Lacombe, 2011

Les conséquences de l'avancée de la *ganaderia* ont été importantes pour les paysans de la zone. Les nouvelles techniques d'élevage n'exigent plus de grandes étendues de terre. Ces *feedlots* (lots d'alimentation) demandent un espace réduit; les champs de soja ayant substantiellement accaparé l'utilisation du sol de la province. Afin d'implanter cette nouvelle façon d'élever les bêtes, il a fallu couper ou brûler de grandes étendues de forêts. Cela a causé des problèmes de rétention d'eau dans le sol générant des inondations, la perte de fertilité du sol et l'érosion de sa couche superficielle. De plus, le manque d'arbres cause des problèmes de sécheresse dans un milieu qui est déjà semi-aride (Gigena-Ivanna, 2005).

Ensuite, en 2000, plus de 60% des populations rurales des départements de Pocho, Minas, Cruz del Eje, Ishilín, Sobremonte et Rio Seco, ne possédaient aucun titre public ou avaient une possession précaire sur les terres qu'ils occupaient (Cerviño, 2002). Les problèmes fonciers des paysans du nord de la province de Córdoba englobent principalement l'occupation de terres privées, la campagne communale et le métayage précaire (tableau 1.3).

Tableau 1.3 : Situations terriennes conflictuelles en Argentine contemporaine

Problématique foncière	Caractéristiques
Occupation de terres fiscales (publiques)	Insécurité liée à la parcelle de terre travaillée et aux possibilités d'y demeurer
Occupation de terres privées	Les occupants vivent et travaillent des terres qui appartiennent à une autre personne physique ou juridique. On ne parle pas d'intrus, mais plutôt de petits producteurs qui occupent ces terres depuis plusieurs générations.
Campagne communale	Fractions de territoire offertes aux citoyens de l'époque de la colonie espagnole qui se sont maintenues jusqu'à aujourd'hui sans être régularisées.
Métayage précaire	Le métayer (aparcerero) précaire est un producteur caractérisé par une relation asymétrique avec le propriétaire de la terre qu'il utilise.
Communautés autochtones	Superficies appartenant à une personne juridique qui intègre le groupe indigène reconnu par la législation de la province.
Héritages indivis et propriétés conjointes de fait (sucesiones indivisas y divisiones) condominiales facticias)	Impossibilité d'utiliser les terres comme garanties hypothécaires de crédit, de réaliser des transferts de propriété et sous-divisions des propriétés de fait problématique bloquant le potentiel agricole.
Producteurs pauvres en zones naturelles protégées	Producteurs habitant les zones nationales protégées, soit les parcs nationaux, les parcs provinciaux, les réserves naturelles, etc., qui totalisent 14 millions d'hectares en Argentine.

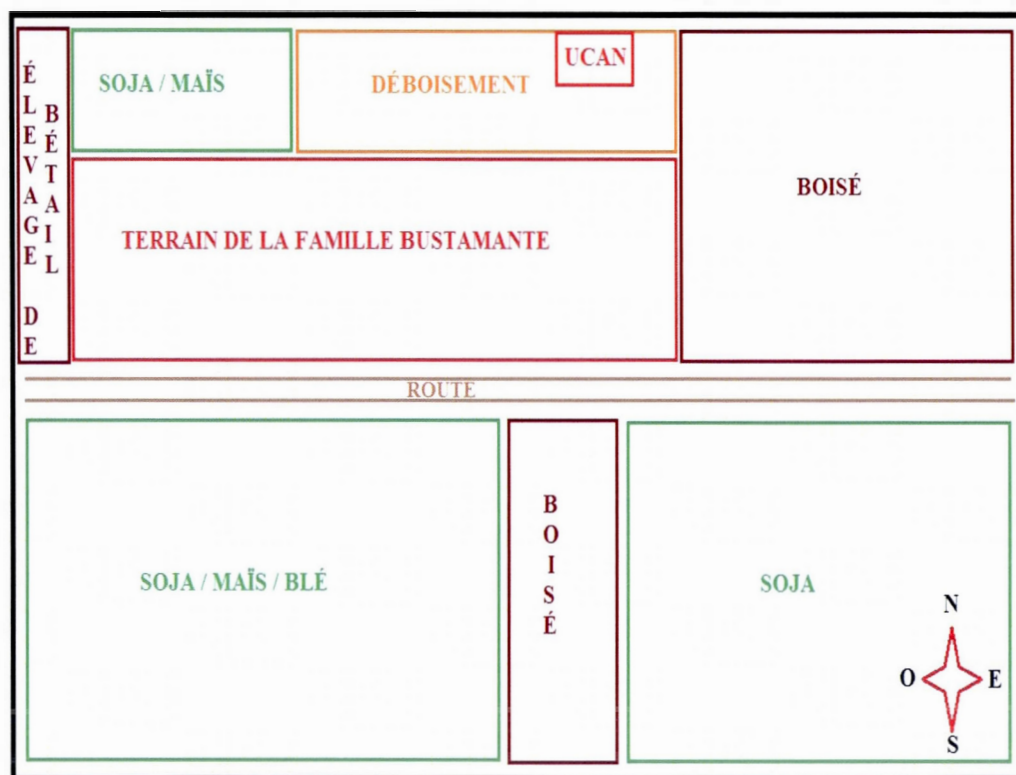
Source : Adapté de Cerviño, 2002, chapitre X (traduction libre).

C'est dans ce contexte que le sénat et la Chambre des députés de la province ont adopté, le 13 septembre 2000, la loi no 8.884 d'« assainissement des titres immobiliers ». Cette mesure permettait avant tout aux grands propriétaires de légaliser les titres sur les terres revendiquées. C'est à partir de là que dans la communauté de El Duraznal dans le département de Cruz del Eje, les paysans ont commencé à se regrouper afin de trouver eux-mêmes des solutions (Cerviño et al., 2002).

Dès les années 2002, ce sont les paysans des départements du nord-est de la province qui ont été soumis à la même situation. Or, de leur côté, ce sont les champs de soja génétiquement modifiés et non la *ganaderia* qui constitue une menace.

L'élevage de bétail s'étant déplacé vers l'ouest, les champs de soja ayant occupé tout l'espace à l'est de la capitale, la frontière agricole se déplaçait maintenant vers le nord. Ainsi, les mêmes enjeux fonciers ont surgi dans cette partie de la province.

Figure 1.2: Illustration de l'expansion des champs de soja transgénique dans les territoires du nord-est de la province à travers le cas du terrain d'une famille

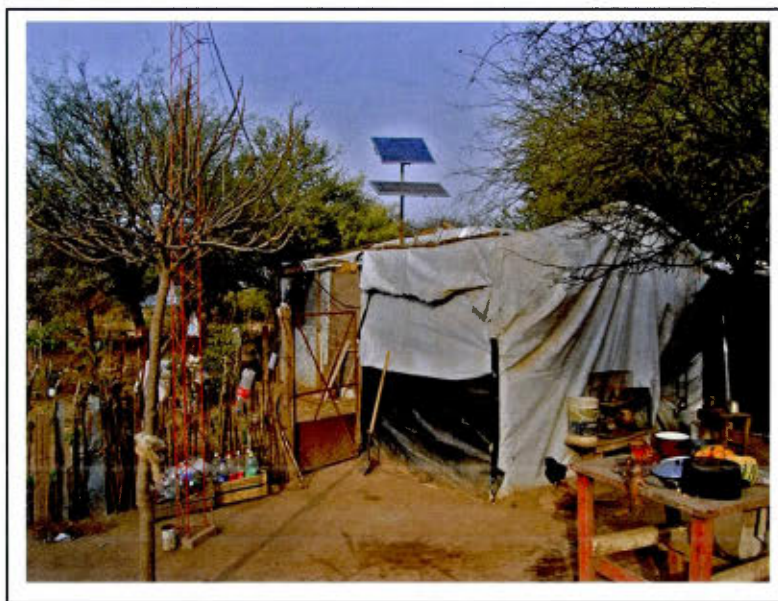


Source : Croquis d'un paysan, 2010. Conception : Mathieu Lacombe, 2011.

La figure 1.2 illustre bien les conséquences de l'expansion de la frontière agraire à l'échelle locale. On peut y voir la terre d'Orlando Bustamante qui comprend 230 hectares. Autour, on retrouve un champ d'élevage de bétail (*ganaderia*) et des

champs de soja en rotation avec d'autres cultures tels que le maïs et le blé. De plus, il reste encore quelques espaces boisés (*monte*) qui n'ont pas encore été défrichés à ce jour. On peut également remarquer un espace rouge où l'on peut y lire UCAN. Cet espace a été acheté par le mouvement paysan dans le but d'en faire un terrain communautaire pour les paysans et afin d'y préserver la campagne (*el monte*). Il est important de mentionner ici que la famille Bustamante a été expropriée deux fois par les cultivateurs de soja. Or, la situation a été portée en appel et la famille demeure toujours à cet endroit. Son histoire sera racontée en détail dans le chapitre trois.

Figure 1.3 : Maison d'une famille



Source : Mathieu Lacombe, juillet 2010.

1.3 Le Mouvement paysan de Córdoba en Argentine

À l'amorce du XXI^e siècle, dans le département de Cruz del Eje de la province de Córdoba, des paysans s'organisent et fondent l'*Asociación de Pequeños*

Productores del Noroeste de Córdoba (APENOC). C'est la première centrale du mouvement paysan. À l'époque, on parlait de quelques familles, mais aujourd'hui c'est d'un véritable mouvement social dont il est question. Le mouvement prendra de l'importance à l'échelle provinciale avant de se greffer au *Movimiento Nacional campesino e Indígena* (MNCI) à l'échelle de l'Argentine. Cette union paysanne allait insuffler de nouvelles dynamiques discursives relativement aux enjeux fonciers de la province.

1.3.1 La création du Movimiento Campesino de Córdoba (MCC)

Nous avons déjà mentionné que le MCC est né au tout début de l'année 2000. La province de Córdoba devenait l'hôte du premier mouvement social paysan. C'est en effet au cours de cette année que les petits producteurs ont décidé de s'organiser et de former la première centrale d'un mouvement qui allait en dénombrer sept.

Néanmoins, plusieurs initiatives communautaires avaient précédé sa création. En effet, quelques programmes étatiques encadraient ces élans solidaires. Le programme social agricole (PSA) issu de l'Institut national des technologies agricoles (INTA) avait permis aux paysans de participer à des projets tels que des jardins communautaires.⁶ Mais ce sont surtout les problèmes toujours plus nombreux qui ont incité les voisins à agir ensemble, que ce soit la mort des animaux de pâture, l'approvisionnement en eau ou tout simplement l'accès à la terre.

Peu après, deux ingénieurs agronomes sont arrivés afin d'assister les paysans face aux problèmes de plus en plus importants. Les réunions regroupaient toujours davantage de paysans et la situation territoriale, notamment l'avènement de la *ganadería*, était expliqué en détail aux occupants. Les paysans vivent de l'élevage du

⁶ Entrevue n° 5.

bétail. Ils ont besoin de terre afin de pratiquer cette activité. Sans la terre, ils n'ont pas d'identité.⁷ Le droit à la terre devenait maintenant la revendication principale.

En effet, la principale arme dont bénéficiaient les paysans était le recours juridique afin de sécuriser les occupations foncières. De facto, cela demandait un soutien professionnel. Les deux techniciens allaient permettre d'apporter ce savoir en intégrant des gens sensibles à la cause et ayant les compétences requises. On parle ici d'avocats, d'ingénieurs agronomes, de travailleurs sociaux, etc.

Ainsi, le mouvement rejoint de plus en plus de paysans. Il devient une grande famille. De nouvelles centrales voient le jour dans d'autres départements de la province. L'*Unión Campesina del Noreste* (UCAN) se forme dans les départements du nord-est, L'*Union de Campesinos de Traslasierra* (UCATRAS) et l'*Organización de Campesinos Unidos del Norte de Córdoba* (OCUNC) dans les départements du Nord, et Tulumba, Zona 1 et l'*Union Campesina del Oeste Serrano* (UCOS) dans l'Ouest et dans le Nord-Ouest.

1.3.2 La naissance d'un nouveau mouvement social

La réticulation des différentes centrales a lieu en 2004. C'est à ce moment que le *Movimiento campesino de Córdoba* (MCC) voit le jour. Cette mise en réseau des différentes centrales décuple les forces des paysans et permet une visibilité accrue vis-à-vis des dirigeants de la province, mais également de l'opinion publique.

Les premières actions d'importance du mouvement viennent de l'APENOC. La communauté de El Duraznal dans le département de Cruz del Eje se mobilise afin d'empêcher un grand propriétaire terrien d'entrer sur la terre qu'il vient d'acquérir. Les actions pour la terre se multiplient ensuite, non seulement au sein de l'APENOC,

⁷ Entrevue n° 1.

mais également dans la centrale de l'UCAN où plusieurs expulsions ont lieu en lien avec l'arrivée massive des cultures de soja transgénique nécessitant de grands espaces dénudés de toute végétation. Aujourd'hui, le MCC dénombre entre 800 et 1000 familles (information recueillie sur le terrain). Le mouvement bénéficie d'une visibilité accrue et assure un soutien indéfectible aux petits producteurs qui subsistent dans la province (Gigena-Ivanna, 2005).

1.4 Question et hypothèse de recherche

Ainsi, le Mouvement paysan de Córdoba émerge à l'aube du 21^e siècle en Argentine. Il survient au moment où l'on peut parler de la promiscuité des peuples de la terre sans avoir peur de tomber dans l'exagération, au moment où les nouvelles technologies permettent au monde de la finance d'étendre son rayon d'action à l'« espace-monde » (Klein et Lasserre, 2011). Il s'inscrit au moment où cet espace monde financiarisé est régulé par une nouvelle « religion », l'économie, influencée par le capitalisme financiarisé et mondialisé. Bref, la globalisation des marchés est la toile de fond, l'océan dans lequel baignent les « nouveaux mouvements sociaux » (Touraine, 1973) et donc les mouvements paysans.

Comme on l'a vu, l'agriculture industrielle stimulée par le soja transgénique et les pools de semences favorisent l'expansion de la frontière agricole, la concentration foncière et les expulsions de paysans contribuant à la marginalisation et l'exclusion de ces derniers. L'organisation paysanne qui émerge comme résultante de ce nouveau phénomène se manifeste par l'amorce d'une identité renouvelée. Conséquemment, le MCC soutient une action collective résolument territorialisée. Cela nous incite donc à poser trois questions de recherche. De quelle manière la structuration sociale des paysans est-elle transformée? Quels sont les effets de la mutation sociale sur l'autodétermination des communautés paysannes? Et dans quelle mesure l'attachement territorial est-il renouvelé?

Faisant suite à ce questionnement, nous posons l'hypothèse suivante : l'expansion de la frontière agraire liée à l'emprise des multinationales sur le territoire par le biais du soja génétiquement modifié altère la structuration sociale des paysans. Des réseaux locaux jaillissent, consolidant le tissu social. L'émergence du Mouvement paysan de Córdoba favorise l'expression d'une nouvelle association au territoire qui renforce la capacité d'autodétermination des paysans en métamorphosant les ancrages territoriaux traditionnels.

Finalement, ce chapitre nous a permis d'aborder la situation agraire argentine depuis la colonisation jusqu'à l'avènement du soja transgénique en 1996. Nous avons également dégagé notre question de recherche. Le modèle agro-exportateur qui s'est mis en place à la suite de la Conquête du désert est devenu un modèle culturel qui fait des agriculteurs, encore aujourd'hui, des acteurs très importants sur la scène politique. L'absence de réformes agraires a grandement contribué au déséquilibre dans la répartition foncière. La loi de colonisation et son plan structurel étaient un semblant de réforme agraire, mais on a vu que la disparité entre les *minifundios* et les *latifundios* s'accroissait toujours davantage. Les premières associations paysannes ont vu le jour dans les années 1960 avant d'être matées par la dictature des années 1970. Au début des années 1990, elles sont réapparues et ont pris de l'ampleur avec l'avènement de la seconde Révolution verte induite par l'or vert, c'est-à-dire, le soja transgénique. L'expansion de la frontière agraire contribuait maintenant à faire du droit à la terre la principale revendication des organisations paysannes. C'est dans ce contexte que s'est formé l'*Asociación de Pequeños Productores del Noroeste de Córdoba* (APENOC) qui allait par la suite devenir le *Movimiento campesino de Córdoba* (MCC). Il regroupe autant des paysans que des spécialistes de tout acabit. On parle ici d'ingénieurs agronomes, de médecins, d'avocats, de travailleurs sociaux, d'enseignants, d'étudiants, etc. Le prochain chapitre abordera notre démarche de

recherche. Nous y détaillerons les concepts et la démarche méthodologique utilisée pour répondre à nos questions et pour vérifier notre hypothèse de recherche.

CHAPITRE II

CONCEPTS OPÉRATOIRES ET DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

Ce chapitre expose le cadre conceptuel de notre recherche et la façon choisie pour l'opérationnaliser. Nous décrirons ensuite les variables et indicateurs qui nous ont permis de répondre aux questions posées au chapitre précédent. Finalement seront présentées les méthodes de collecte, de traitement et d'analyse des données.

2.1 Objectif principal, objectifs spécifiques et présentation détaillée de l'hypothèse de recherche

Comme nous l'avons vu au chapitre précédent, la situation rurale argentine en est une de crise pour les paysans de la province de Córdoba. Cette crise comporte des enjeux socioterritoriaux cruciaux pour les acteurs locaux et aura un impact déterminant sur la pérennité des communautés rurales. Or, depuis les années 1990 et la fondation du MOCASE, l'action collective rurale prend une forme politique organisée et ouvre la porte à une approche plus sociale et plus inclusive vis-à-vis des paysans. Cette crise pose la question de la reproduction des acteurs ruraux et de l'émergence d'une nouvelle identité paysanne liée à une perception territoriale renouvelée qui conduirait à une capacité d'agir décuplée.

L'objectif principal de cette recherche est de mettre en lumière les effets de la mutation territoriale et de l'action collective rurale sur la conscience territoriale, l'auto-détermination paysanne et la structuration sociale. Afin de rencontrer cet objectif, notre analyse s'effectuera en deux temps.

1. Tout d'abord, nous présenterons les nouvelles caractéristiques inhérentes aux acteurs locaux par le renouvellement de l'identité paysanne. L'objectif spécifique étant ici de mettre en évidence les synergies qui se créent par ce renouvellement et les moyens mis en place afin de les canaliser à différentes échelles territoriales.
2. Ensuite, nous identifierons les déterminants de l'action collective rurale qui peuvent stimuler l'auto-détermination et la capacité d'agir des acteurs locaux, l'objectif étant ici d'apporter un éclairage sur un modèle de développement issu de l'échelle locale et visant à assurer la propre reproduction des paysans.

Pour ce faire, nous nous inspirerons du modèle de repérage des initiatives locales élaboré par Klein (2011a).

L'application de ce modèle et son adaptation à notre objectif spécifique demande la mobilisation de plusieurs concepts qui seront présentés dans la première section de ce chapitre. Ces concepts prennent racine au sein de la géographie, et des différentes sciences sociales dont la sociologie et l'anthropologie. Comme cela a été précisé dans le chapitre 1, nous essayerons de comprendre la réalité qui structure les transformations sociales et qui est vécue par les acteurs locaux dans le contexte des actions collectives qu'ils mettent sur pied à travers le Mouvement paysan de Córdoba. Afin d'atteindre nos objectifs, nous avons présenté au préalable la situation agraire en Argentine et la conjoncture sociale qui en résulte, éléments qui ont favorisé l'émergence du MCC. C'est à partir de ces éléments que nous avons élaboré notre hypothèse de recherche.

Notre projet de recherche s'inscrira dans une méthode dialectique parce que le sujet traité est dynamique, parce que les forces qui le déterminent interviennent à l'échelle globale (multinationales) et se répercutent localement (action collective), et

parce que la confrontation entre l'accaparement des terres et la pérennité des communautés paysannes soulève des contradictions sociales majeures.

Au moment de notre analyse (chapitre IV), nous exposerons les éléments qui caractérisent le renouvellement identitaire des paysans argentins de la province de Córdoba. Cela se fera afin de démontrer de quelle façon l'initiative locale naît de la construction identitaire et contribue ainsi à l'émergence d'actions collectives et de la solidarité locale. Le modèle de développement par l'initiative locale de Klein (2011a) nous permettra de systématiser nos concepts et d'établir dans quelle mesure les transformations socioterritoriales améliorent la capacité d'agir des acteurs locaux.

Par ailleurs, les perspectives de réflexion qui guideront l'étude sont les effets de lieu, de classe et de culture. L'effet de lieu renvoie à la territorialité du phénomène étudié, plus précisément à l'impact du soja génétiquement modifié (GM) sur les communautés paysannes de la province de Córdoba. Bref, la relation « Humain » et « Nature » au sein du territoire, ainsi que le devenir identitaire de ces occupants par le triptyque habitat-habiter-habitants, motivent l'adoption de l'effet de lieu. Ensuite, l'effet de classe sera utilisé afin de bien cerner les catégories sociales en œuvre sur le territoire par les enjeux abordés dans ce projet de recherche. Finalement, l'effet de culture, tant par les caractéristiques communes qui définissent les paysans que par leurs savoirs, pratiques quotidiennes et techniques caractéristiques, sera le dernier élément explicatif utilisé.

2.2 Cadre conceptuel

Notre réflexion s'appuiera sur différents concepts qui permettront de guider et d'enrichir notre réflexion. Ici, notre démarche consistera à cerner leur usage, puis à disséquer leurs composantes sémantiques afin d'opérationnaliser leur utilisation dans le cadre de notre travail de recherche. Deux concepts déterminants guideront notre

analyse, le premier étant le concept de paysan suivi du concept de territoire. Bien que ces deux concepts soient autonomes, ils sont intrinsèquement liés et seront les fondements de notre réflexion. D'autres concepts seront abordés afin de mieux cadrer l'analyse, soit l'action collective rurale, la territorialisation, l'identité, l'empowerment, la gouvernance territoriale, l'espace vécu, l'aménagement rural, l'espace rural communautaire et le capital social.

2.2.1 Les deux concepts principaux

Comme nous l'avons précédemment mentionné, notre travail s'appuie sur deux concepts qui agissent de façon transversale dans notre analyse. Il s'agit des concepts de paysan et territoire.

1. Le concept de paysan et ses fondements

Les paysans s'inscrivent comme le concept phare de ce travail. Il nous faut donc en préciser la notion dans une perspective géographique de dynamique des territoires et de transformations sociales, environnementales et politiques. Ce concept nous permet d'envisager le territoire sous un angle humain et durable, lié à toutes les échelles de l'activité humaine.

Le mot paysan vient de *pagus* qui signifie petit pays. Il est un habitant du terroir et cultive la terre. Par extension, il désigne aussi le cultivateur ou même la paysannerie, soit l'ensemble des paysans. Lorsque l'on parle de *minifundio* ou de petite propriété, il s'agit d'une exploitation paysanne (Lacoste, 2007). Mais nous verrons plus loin que cela ne fait pas nécessairement consensus en Argentine.

L'accaparement des terres est une situation de plus en plus problématique et remet en question le concept même de paysan. Une étude de la Banque Mondiale

souligne que 500 millions d'hectares de par le monde sont habités par moins de 25 personnes à l'hectare (en excluant les zones où l'agriculture est impossible comme les déserts, les forêts tropicales ou l'Antarctique) (Banque Mondiale, 2010). La revue *The Economist* (2011, p. 8) affirme qu'en exploitant ces terres « inutilisées », on augmenterait du tiers le potentiel agricole mondial. Or, cela signifierait la fin de la paysannerie qui représente presque la moitié de l'humanité (Amin, 2003). Nous mentionnons ce fait afin de comprendre que la paysannerie est depuis longtemps en moratoire.

Plusieurs auteurs ont soutenu que les modes de production capitaliste s'implantent suite à la destruction des moyens précapitalistes de production, ce qui impliquerait la décomposition complète de l'agriculture paysanne. Même Marx (cité dans De Koninck, 1979) croyait que l'agriculture traditionnelle baisserait pavillon devant l'expansion du capitalisme. Plus récemment, Henri Mendras (1985) annonçait la fin des paysans. Or, et comme le souligne Mollard (1977), « le capitalisme a su – ou dû – trouver pour l'agriculture paysanne *un itinéraire particulier* d'industrialisation, adapté aux structures initiales de celle-ci [...] et aux contraintes politiques... » (1977, p. 23). Bref, il y a eu une adaptation du modèle agricole afin d'intégrer la production paysanne.

Ainsi, la paysannerie s'empare d'un espace d'abord et avant tout pour sa valeur d'usage. Or, ce rapport n'est pas seulement qu'économique, mais bien essentialiste (De Koninck, 1984), l'existence paysanne passant d'abord et avant tout par la terre.

La paysannerie, qui surtout ne veut pas de l'État — elle n'en garde jamais le contrôle même dans le cas où elle ébranle ou renverse le pouvoir (Mousnier, 1967) — est le meilleur gardien du territoire, cet espace où son travail est accumulé. Sans elle, la gestion d'un tel territoire non seulement n'a plus cette raison d'être tout à fait exceptionnelle sur le plan politique — rares sont les États ne courtisant pas « leur » paysannerie —, mais elle devient moins sûre (De Koninck, 1984, p. 265).

En Argentine, la classe paysanne est, dans une certaine mesure, stigmatisée par l'ignorance et les stéréotypes qui l'entourent. Les différents visages qu'on lui attribue rendent difficile son identification. La loi indigène⁸ de 1994 fait référence aux producteurs de pratiques communautaires et inclut l'image des « réserves » et par le fait même un rapport d'inégalité. Au sein de cette loi, le paysan côtoie l'indigène étant donné qu'aux yeux de la justice tous deux travaillent la terre au nom de la propriété collective. Or, on ne peut plus lier les paysans et les indigènes, du moins dans la province de Córdoba, tout simplement parce que le mode de vie « indigène » n'y est plus recensé.

Carlos Reboratti (cité dans Starck, 2007), professeur à l'Université de Buenos Aires, mentionne qu'il faut différencier le minifundiaire du paysan. Son argumentaire se concentre sur l'aspect autarcique des paysans utilisant une main d'œuvre exclusivement familiale et dont la production ne suffit parfois pas à nourrir le groupe. En contrepartie, il souligne que le minifundiaire se distingue de par sa production destinée à être vendue sur le marché. La production commerciale assure ainsi la reproduction de l'unité familiale. Or, dans la province de Córdoba, les paysans faisant partie du mouvement que nous étudions vendent une partie de leur production sur le marché local.

Nous avons précédemment mentionné qu'un petit producteur était synonyme de paysan. Or, selon l'Institut national des statistiques de l'Argentine (INDEC), un paysan ne peut être considéré comme producteur étant donné qu'il dédie la totalité des fruits de son labeur à la consommation familiale. Ainsi, on constate que les différentes images et définitions attribuées au petit producteur contribuent au malaise rural en ce sens qu'elles ne tiennent pas compte de l'évolution des communautés paysannes. La représentation politique des acteurs ruraux demeure floue et affaiblit les capacités d'actions potentielles sur le terrain. Notre objectif est de redresser cette

⁸ Le mot indigène signifie ici les peuples habitant le territoire bien avant l'arrivée des colons européens.

perception. Nous abordons la paysannerie comme une composante sociale, politique, économique et idéologique utiles pour l'État moderne et pour le capital (De Koninck, 1984).

Afin d'opérationnaliser ce concept, il faut prendre en considération le territoire et les capacités qu'il offre au développement des communautés. Cette approche territoriale favorise la compréhension de l'identité paysanne dans la création d'espace et ultimement de re-territorialisation.

2. Territoire

Notre deuxième concept fondamental est celui de territoire. Le territoire est « un espace structuré, occupé, régulé, développé et aménagé par une collectivité, et qui joue un rôle à la fois de cadre et d'acteur dans la reproduction de celle-ci » (Klein, 2008, p. 317). Le rapport de l'Homme au territoire est en constante évolution. Cela fait en sorte que le mot *territoire* a eu de nombreuses définitions depuis le Moyen Âge où il renvoyait aux modes de tenure du sol soumis à l'autorité religieuse et sur lesquels s'imposent la législation et le pouvoir étatique (Lacoste, 2007). Avec le temps, les définitions se sont succédées donnant lieu à un amalgame des vocables (Lévy, cité dans Lévy et Lussault, 2003). On doit cet amalgame à la crise de l'État-nation (Klein, 2011a), cet ensemble géopolitique que l'on qualifiait de principal dispositif territorial de la société moderne (Klein, 2011b). Si cette forme étatique était centralisée, sa remise en cause tributaire de la mondialisation allait la diriger vers l'acteur. Les formes d'organisation mises en place par les acteurs et les moyens d'expression des communautés forment le territoire (Courlet et Ferguène, 2004).

Pour les paysans, la terre et le territoire structurent l'organisation sociale, économique ainsi que l'identité. Le concept de territoire interpelle donc non seulement l'aspect productiviste de la terre, mais également environnemental comme

l'eau, la forêt, l'air et toutes les composantes essentielles à l'activité humaine (Lévy cité dans Lévy et Lussault, 2003).

Le territoire intervient comme un lieu instituant favorisant l'émergence d'innovations sociales ou même techniques (Fontan, in Bellemare & Klein, 2011). Les processus de décentralisation issus de la crise de l'État-nation ont ouvert des brèches, de nouveaux espaces de gouvernance investis par les acteurs locaux et favorisant l'effet instituant du territoire (Fontan In Bellemare & Klein, 2011). La logique hiérarchique verticale de l'État-nation (Brenner, 1999) laisse place à une forme davantage bigarrée associée à une logique horizontale, multiscalaire et réticulaire (Brenner, 1999).

«Cette particularité multiscalaire se matérialise par la globalisation économique confrontant les gouvernements à des décisions devant satisfaire à la fois le global et le local» (Le Galès, 1998, p. 203). Émergent de cet espace-monde renouvelé (Klein et Lasserre, 2011), de nouveaux territoires de pouvoir.

Cette nouvelle réalité favorise une polarité spatiale conforme au capitalisme. Cela s'exprime par le développement de certains territoires et le sous-développement d'autres territoires (Klein, 2011a). Ainsi, l'aspect réticulaire prend ici toute son importance. La « nouvelle économie » issue de la mondialisation des marchés voit ses rouages fortement influencés par les réseaux. Afin d'en tirer profit, il est impératif d'investir et de participer à ces nouveaux espaces réticulés aux niveaux financier, social, technologique, productif, politique, professionnel, etc. (Klein, 2011). Ainsi, les secteurs connectés se développent par l'information bénéfique qu'ils reçoivent et d'autres entrent en crise à cause de leur déconnexion (Klein, Fontan et Tremblay, 2009). Ces facettes issues de la crise de l'État-nation favorisent les différenciations socioterritoriales et caractérisent le territoire aujourd'hui.

Ainsi, le territoire est un élément participatif essentiel à la construction identitaire et à l'appartenance collective. Bref, il correspond à « un mode de

découpage et de contrôle de l'espace garantissant la spécificité et la reproduction des groupes humains » (Di Méo, 1999, p.76). Par la dimension politique que cela implique, il devient un outil de mobilisation sociale important.

Véritable plateforme pour les acteurs locaux, le territoire médiatise le rapport de l'individu à l'espace (Klein, 2011b). Les rapports entre un individu et un groupe avec cet espace physique correspondent à la territorialité. Comme le souligne De Koninck (1984), en matière d'agriculture paysanne, la territorialité « s'inscrit dans le cadre de la production, de l'échange et de la consommation » (Raffestin, 1980, p. 146), et ce de façon soutenue.

Pour les paysans de la province de Córdoba, c'est par les conflits menés qu'une telle appropriation survient, confondant l'ordre spatial et l'harmonie territoriale (Martin, 2001). Comme le mentionne Sack (1986), ce rapport de force, motivé par le pouvoir et le contrôle des ressources et de la terre, s'inscrit dans la territorialité : « Territoriality is the primary form power takes » (*Ibid.* : 26). Dans le cas présent, plusieurs stratégies peuvent être mises de l'avant lorsqu'il est question de territorialisation : « exploitation (usufruit), propriété légale (titres légaux), symbolique (sentiment d'appartenance, lieux sacrés, récits mythiques) ou administrative (par l'exercice d'un pouvoir étatique), ... » (Martinoni, 1999, p. 23 cité dans Béliveau, 2007).

Ces nombreuses stratégies sont employées sur le territoire rural de l'Argentine, et les contradictions qui s'y trouvent sont particulièrement intéressantes.

Un individu peut être le propriétaire (avec des titres légaux) d'une parcelle sans avoir « fait sien » cet espace, sans le considérer comme son propre territoire. À l'inverse, il peut y avoir un lien identitaire fort, un sentiment d'appartenance, sans qu'aucun titre de propriété légalise ce type d'appropriation. Les formes d'appropriation territoriale apparaissent donc comme une clé permettant de

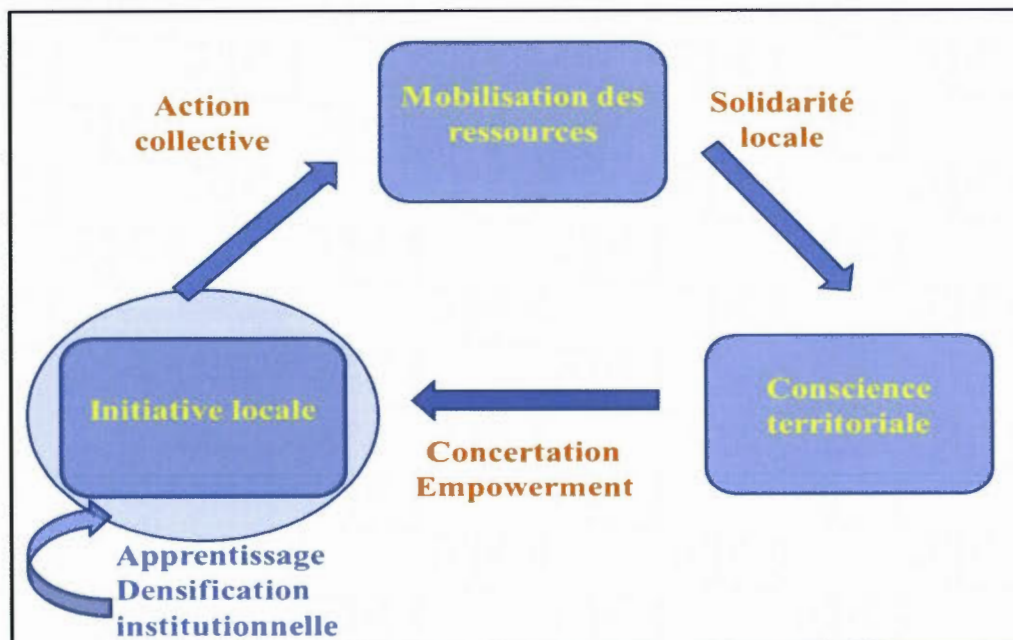
comprendre la structuration des territoires (Martinoni, 1999, p. 24, cité dans Béliveau, 2007).

Les deux concepts clés élaborés ci-dessus doivent être opérationnalisés. Pour ce faire, nous utiliserons le modèle de repérage des initiatives locales élaboré par Klein (2011a). Ce modèle met en lumière les étapes de l'initiative locale ce qui permet de mieux l'analyser. Il nous permettra de situer nos concepts opératoires dans un continuum cyclique comprenant les différentes phases d'une action collective locale. Plus tard, au chapitre 4, les observations empiriques des initiatives locales de lutte territoriale initiées par le Mouvement paysan de Córdoba (MCC) seront analysées à l'aide de ce modèle.

2.2.2 Le modèle de repérage des initiatives locales

Trois étapes sont présentées afin de bien cerner l'effet structurant de l'initiative locale. Tout d'abord, un élément déclencheur stimule le lancement d'une initiative. Dans notre cas, cette initiative correspond à un projet élaboré par un groupe de leaders et de citoyens. Selon Klein (2011a, p. 189), ces projets peuvent être de plusieurs natures. Il peut s'agir de la « valorisation d'une ressource culturelle ou humaine, de la protection d'un aspect du patrimoine collectif, naturel ou construit, de la création d'emplois dans la collectivité locale, de l'offre d'un service nécessaire à un segment de la population ou à la collectivité, etc. ». Toujours selon le modèle, ce projet a la capacité d'en stimuler d'autres ce qui favorise la mobilisation des acteurs. Le projet de départ se collectivise, suite à l'adhésion des acteurs locaux composant le tissu social local (Figure 2.1).

Figure 2.1 : Modèle de repérage des initiatives locales



Source : Klein (2011a).

C'est à ce moment que le projet et les acteurs le soutenant doivent obtenir la légitimité et le soutien de la collectivité locale et des acteurs exogènes. Cela s'avère crucial étant donné la faible participation de ces acteurs aux processus de gouvernance locale (municipalités) qui sont bien souvent perçus comme antagonistes plutôt qu'alliés, comme ce sera le cas d'ailleurs pour le mouvement que nous étudions.

La seconde étape consiste en la mobilisation des ressources endogènes et exogènes par les acteurs afin de faire évoluer le projet. Ces ressources sont humaines, organisationnelles et financières. C'est à cette étape que les appuis locaux fournissent aux projets et à leurs promoteurs un capital social qui est crucial pour réussir le projet. Cela favorise l'obtention d'une légitimité favorisant la mobilisation d'autres ressources et ouvrant la porte à des réseaux de plus grande envergure. Afin d'obtenir les ressources nécessaires, les acteurs locaux doivent faire preuve de créativité afin de

faire pression sur les acteurs politiques et économiques. Cette étape stimule et accentue le sentiment d'appartenance au territoire local tout en cristallisant les relations entre les acteurs (Klein, 2011a).

La troisième étape de ce modèle correspond à la mutation du sentiment d'appartenance des acteurs en conscience territoriale. C'est à travers l'action collective que le sentiment d'appartenance au territoire local se renforce. Cela favorise les pratiques collectives et la mise en place de mécanismes de régulation locale des conflits qui peuvent apparaître entre les acteurs (Klein, 2011a). Ainsi, les différences sociales sont amenuisées et l'esprit collectif se renforce.

Cette conscience constitue une base essentielle pour l'action conjointe des acteurs locaux sociaux et économiques, une base d'entrepreneuriat « partenarial ». Elle amène les acteurs à agir ensemble, à se concerter, ce qui augmente leur capacité de réussir leur projet et leur donne du pouvoir (Klein, 2011a, p. 190).

Ce qui assure la durabilité du dynamisme engendré par les initiatives locales est la répétition de ce cycle chaque fois en le bonifiant de nouveaux objectifs et projets tout en construisant sur l'expérience acquise. Cela permet de créer une « densité institutionnelle » (Klein, 2011a) favorisant une gouvernance locale au profit des collectivités.

2.2.3 Concepts opératoires en fonction du modèle

Plusieurs concepts opératoires seront utilisés afin d'argumenter notre analyse et de vérifier notre hypothèse. Nous les présenterons ici en fonction des différentes phases du modèle présenté ci-dessus.

1. Déclenchement de l'initiative locale et actions collectives

Il s'agit de la première étape du modèle précédemment décrit. Dans le cas que nous étudierons, qui naît dans un contexte de lutte paysanne, le déclenchement de l'initiative locale s'inscrit dans l'action collective, et notamment dans l'action collective rurale.

a) Action collective rurale

L'action collective fait référence aux actions communes d'un groupe avec l'objectif d'atteindre des buts communs. Ainsi, on peut parler des acteurs et de leurs actions ou des actions et des acteurs les mettant en œuvre. Deux grandes écoles de pensées se confrontent ici afin de comprendre les processus de mobilisation. L'école américaine de la mobilisation des ressources (EMR) et l'école française des nouveaux mouvements sociaux (NMS).

L'école américaine, qui a pris son envol à la fin des années 1970, fait référence aux contextes spécifiques facilitant ou inhibant la mobilisation (Canel, 1992; Rubin & Rubin, 2001). Cette vision postule que les individus vont se mobiliser seulement si les avantages qui en découlent dépassent les sacrifices nécessaires pour y arriver. De plus, l'EMR mentionne que la mobilisation est conditionnelle au contrôle collectif d'une certaine quantité de ressources (Canel, 1992; Neveu, 2005). Dans le cas qui nous intéresse, les ressources techniques faisant référence aux spécialistes susceptibles d'aider les paysans sont des ressources très importantes pour l'organisation qui s'investit dans l'action collective. L'EMR stipule qu'un élément déclencheur induira cette mobilisation à partir de plusieurs facteurs et processus : un leadership, des organisations, un contexte (Duperré, 2010). L'action collective stimulera la conscience collective et favorisera l'éveil social à une situation problématique canalisant l'indignation en mobilisation collective (Rubin & Rubin, 2001). Certaines émotions galvanisent la mobilisation; par exemple, la frustration devant une situation d'injustice ne bénéficiant qu'à une minorité d'individus. De cette

façon, l'indignation face à l'injustice, la volonté de voir changer les choses, les relations affectives entre les membres des organisations, la fierté vis-à-vis l'identité commune, sont tous des sentiments stimulant l'action collective (Goodwin, Jasper, & Poletta, cités dans Duperré, 2010).

L'EMR est donc passée d'une analyse des mobilisations comme étant davantage issues d'une structure et découlant d'un choix rationnel, aux aspects culturels de l'action et de l'identité collective. Cette dernière approche, plus récente, est analysée par un processus de cadrage permettant d'obtenir une compréhension schématique d'une situation précise. Ainsi, afin qu'une action collective soit réfléchie, il faut une compréhension commune des enjeux, du système d'action les englobant (acteurs, règles, occasions, etc.), des meilleures approches permettant de les aborder et des motivations pouvant être valorisées afin d'alimenter la mobilisation (Duperré, 2010, p. 46). Ce cadre est ensuite partagé par les acteurs.

De l'autre côté de l'Atlantique maintenant, l'école des nouveaux mouvements sociaux (NMS) insiste sur l'importance de l'identité dans l'action collective. Melucci (1995) associe toute théorie de l'action collective à une théorie de l'identité. Duperré (2010) mentionne que l'identité peut induire une mobilisation ou être induite par cette action collective. L'identité collective « est le résultat d'un processus de construction interactif par lequel des cadres, des schèmes mentaux, plus ou moins conscients, sont élaborés pour permettre d'analyser et d'interpréter la réalité et d'orienter l'action » (Duperré 2010).

Cela dit, ces cadres s'organisent à l'intérieur d'organisations, de mouvements sociaux en référence à un système d'action ou à un opposant (Melucci, 1995). Ainsi, l'école des NMS, faisant référence aux actions collectives, stipule que ces dernières sont tributaires des mouvements sociaux. Dès lors, le mouvement social que nous étudions possède un cadre moral ou éthique qui oriente son action et alimente notre

analyse. Il s'agit des valeurs globales partagées par les acteurs collectifs et dirigeant leurs actions afin d'imposer une réorientation sociale.

Les actions collectives rurales qui émergent en Amérique latine se structurent autour de quatre thèmes fondamentaux. Le bien commun, la justice environnementale, le bien-être (*buen vivir*) et le droit à la nature (Svampa, 2011). Les États ayant démontré leurs limites relativement à l'emprise croissante des corporations sur les politiques publiques, les actions collectives s'orientent vers de nouvelles pratiques sociales. Elles développent de nouvelles alternatives, de nouveaux projets économiques créatifs.

Toutes ces actions collectives rurales sont unies par un sentiment d'exclusion, mais également par la lutte qu'elles mettent de l'avant relativement à un même adversaire, soit le système néolibéral. Conséquemment, elles possèdent une identité commune malgré leur hétérogénéité sociale qui est plus importante que jadis. Cette identité si chère au collectif se manifeste dans les actions entreprises, les discours et l'organisation. Les leaders de ces actions collectives rurales mobilisent les valeurs d'autonomie, de respect de l'environnement et de dignité. Ces actions voient le territoire comme un lieu d'expérimentation collective (Ouvina, 2005).

Le respect de la diversité culturelle demeure l'essence même des actions collectives rurales luttant contre le néolibéralisme. Cette diversité permet de faire le pont entre les différents secteurs sociaux tout en conservant leur spécificité (Canovas, 2008). De plus, la globalisation des moyens de communication et le *jumping scale*⁹ (Perreault, 2003) permettent aux acteurs sociaux de prendre en compte les apports et les valeurs des autres afin de construire conjointement un tissu commun de reconnaissance et d'enrichissement (Paz, cité dans Canovas, 2008). Cela permet

⁹ Le *jumping scale* selon Perreault, consiste en une stratégie utilisée par les mouvements sociaux locaux afin de se résauter, non seulement au niveau locaux, régionaux et nationaux, mais aussi au niveau global. Cette stratégie apparaît, selon l'auteur, comme une réponse des acteurs locaux au changement d'échelle des conflits qui tendent à s'internationaliser.

également à ces derniers de reconceptualiser la démocratie et les rapports de pouvoir dans un souci de refondation des structures socio-économiques. Le but premier étant de redonner une voix, une image, une dignité aux groupes sociaux stigmatisés par l'exclusion.

Ainsi, les actions collectives rurales s'analysent avec un appareillage conceptuel complexe (Giarracca, 2005). À travers les récits de vie des paysans, plusieurs thèmes sont abordés tels que la culture, l'identité, le travail et le droit à la terre. L'opérationnalisation du concept d'action collective rurale demande donc réflexion. Tout d'abord, parce qu'il s'agit d'un processus dynamique lié aux relations sociales, il est difficile à appliquer directement. Les indicateurs doivent sans cesse être renouvelés. De plus, comme les manifestations de l'action collective varient dans le temps et selon les communautés et cultures, il est difficile de trouver des mesures de comparaisons semblables liées à l'emplacement et la période de l'étude.

L'échelle locale sera notre point d'ancrage analytique afin de bien comprendre les actions collectives rurales, l'unité d'analyse centrale étant le Mouvement paysan de Córdoba. Nous allons focaliser notre analyse sur l'institution de l'action collective en tant que mouvement social.

Nous utiliserons la variable « terres agricoles » afin de nous permettre d'analyser la capacité de générer de l'action en milieu rural. À partir des indicateurs tels le nombre de terres agricoles, le type de culture et d'activité que l'on y retrouve ainsi que la superficie des terres dans le temps, nous pourrons analyser en quoi le phénomène du soja génétiquement modifié a eu une incidence sur ces terres et leur aménagement. De là, il sera possible de vérifier notre hypothèse relativement aux sources de l'action collective rurale.

2. Mobilisation des ressources et solidarité paysanne

La mobilisation des ressources permet à l'initiative locale de se doter des atouts permettant de faire avancer son projet et de le rendre viable et bien ancré dans la collectivité. C'est ici que se construisent les réseaux qui permettront aux acteurs de réussir leurs projets. Dans le cadre des mobilisations paysannes, ces réseaux sont le résultat du partage identitaire qui fait converger les acteurs et de la solidarité entre les différentes collectivités paysannes.

a) L'identité

L'identité est un facteur central de mobilisation pour les communautés paysannes. La perception individuelle du moi à travers une interprétation subjective, mais adaptatrice de l'espace forge cette identité. L'identité peut être définie comme « le résultat d'un travail incessant de négociation entre des actes d'attribution, des principes d'identification venant d'autrui et des actes d'appartenance qui visent à exprimer l'identité pour soi » (Neveu, 2005, p. 77). La notion d'identité est débattue dans les sciences sociales. Le fait qu'elle n'ait pas de temporalité, qu'elle soit permanente et sans fin soulève les passions parmi les chercheurs. Certains préfèrent ne pas utiliser le concept. D'autres tentent d'y voir un objet en mouvance tout comme les acteurs qui l'intériorisent.

Plusieurs types d'identités peuvent être distinguées. Les paysans de la province de Córdoba se rejoignent en partie sous « l'identité historique et patrimoniale » (Bassand, 1992, p. 283) travaillée depuis plusieurs générations. En outre, le tissu social prend forme à travers « l'identité vécue » (*ibid.*), l'espace rural étant occupé de façon quotidienne. Or, c'est le conflit rural à l'étude qui a fait naître deux types d'identités nouvelles. D'une part, « l'identité projective » (*ibid.*) qui est galvanisée par un projet commun local nécessitant des échanges entre les acteurs ruraux. D'autre

part, l'identité spatiale qui est un amalgame des identités précédentes (mémoire, projet, identité) et qui sous-entend l'identification des acteurs à un espace. L'identité devient ainsi le point d'ancrage des conditions d'émergence de lieux forts : territoire politique émergent, espace rural en structuration, etc.

L'identité spatiale et projective étant les deux types d'identité qui nous intéressent le plus ici à cause de leur lien avec le conflit rural en cours, il est important d'apporter une nuance quant à l'utilisation du concept au sein même de nos entrevues. En effet, lorsqu'on questionne les répondants sur le concept d'identité, il faut tenir compte, comme le mentionne Lipiansky (1998), que l'identité est situationnelle. Elle est actualisée par rapport à celui qui dirige l'entrevue (le chercheur). De plus, l'intention de donner une image singulière de soi et de la faire valider par autrui est communément présente lors des entrevues. Certes, le contexte et la façon de poser les questions peuvent induire des réponses différentes selon le cas. Cela dit, nous avons opté pour des entrevues prenant la forme de récits de vie afin d'obtenir la perception individuelle de chaque intervenant à travers sa propre histoire. Le tout nous permettant de dégager des perceptions identitaires distinctives à chaque individu.

La variable « vie quotidienne » sera utilisée ici. Les indicateurs suivants nous permettront de voir si de nouveaux savoirs ont été intégrés, si la perception des institutions par les paysans est altérée et si un changement important dans le quotidien est survenu.

b) Espace rural communautaire

L'espace rural communautaire fait référence aux interactions sociales des communautés. Il fait référence à la « collection of socially interacting people living in a rural area, and often sharing one or more common ties » (Cloke cité dans Johnston

et al, 2000: 718). Il est aussi important de souligner qu'avec ce concept, Cloke (2000) fait mention de la reconnaissance des groupes sociaux qui sont marginalisés par des changements économiques et sociaux liés à la globalisation.

Avec ce concept, il sera plus facile d'articuler deux variables, soit le respect des droits des habitants de l'espace rural ainsi que leur environnement. L'opérationnalisation du concept se traduit par la marginalisation qu'occasionne le développement économique rural lié à la « sojisation ». Ce concept s'articule avec celui d'espace vécu et avec celui de capital social. Le terme communauté est souvent lié à celui de durabilité (cf. développement durable) se rapportant aux stratégies de développement à long terme des communautés rurales.

Les variables « environnement » et « respect des droits » nous permettront d'établir en quoi cet espace est altéré. Tout d'abord, en ce qui concerne l'environnement, nos indicateurs sont les suivants : présence ou non de déforestation, contamination des terres et problèmes de santé reliés au Roundup. Ensuite, la seconde variable relative à ce concept fait référence au respect des droits. Bref, au sein des communautés rurales du Mouvement, le droit à la terre est-il respecté? Ces indicateurs nous renseigneront sur l'état de ces espaces ruraux communautaires relativement à des éléments fondamentalement importants dans l'épanouissement social de ses occupants.

c) Espace vécu

Le concept d'espace vécu sera utilisé afin de bien saisir la charge ressentie par l'habitant dans son espace. Le terme a été utilisé pour la première fois par Frémont, en 1970, il renvoie à « [l'] espace tel qu'il est perçu, [représenté] et pratiqué par les êtres qui y vivent » (Staszak, cité dans Lévy et Lussault, 2003 : 340). La perception et la conception du monde de « l'habitant » influencent « l'habiter ». À l'aide de ce

concept, il sera possible de voir si la « sojisation » modifie la perception de l'habitant, quant à son environnement, ce qui pourrait influencer les façons d'occuper l'espace et, ultimement, occasionner une altération de la vie paysanne traditionnelle. Cela étant, ce concept s'articule avec celui d'espace rural communautaire et ils sont à la base du concept de capital social. On verra, en utilisant le modèle qui nous inspire, qu'ils stimulent l'empowerment communautaire (Klein, Fontan et Tremblay, 2009).

La première variable associée aux trois concepts sus-mentionnés est « la connaissance et le rapport au territoire » et la variable secondaire qui la subordonne englobe les « petits, moyens et grands producteurs ». Cette connaissance et ce rapport au territoire s'opèrent à travers ces acteurs puisqu'ils sont bien distincts, d'une catégorie de producteurs à l'autre. Avec les indicateurs permettant de repérer la variation dans le temps de ces catégories d'exploitants ruraux, il sera possible d'analyser les transformations dans les rapports au territoire. Cette variable primaire se basera sur le fait que, comme le mentionne Sabin (2007), l'économie paysanne est liée à son contexte environnemental. Le monde paysan dans ses pratiques rejoint le développement durable rappelant que l'environnement n'offre pas de ressources infinies et qu'il est fragile. À partir de là, il sera possible de cerner les petits producteurs, qui perçoivent la terre non pas comme un outil d'affaires, mais bien comme un héritage dont ils font partie intégrante, et qu'ils entendent partager, tel un bien commun, avec les générations futures.

La troisième phase du modèle que nous appliquons à notre analyse rend compte de la mise en œuvre du projet et de ses effets. Cette phase interpelle trois concepts. Il s'agit des concepts de capital social, de gouvernance territoriale et d'aménagement rural.

d) Capital social

Le concept de capital social se définit comme étant « [...] the organizations, structures and relationships built up between individuals within communities » (Selman, 2001, p. 1). Il sera utile dans la mesure où il existe une certaine cohésion sociale dans les communautés du MCC que l'on croit perturbées par la « sojisation ». Ces organisations et les relations en leur sein permettront l'opérationnalisation du concept afin de bien percevoir de quoi est constitué ce capital social et s'il contribue à galvaniser l'empowerment.

e) Gouvernance territoriale

Selon, Leloup et al. (2005, p. 3), la gouvernance territoriale renvoie à celle du développement local et se situe dans le contexte historique de l'implication croissante des acteurs locaux — privés, publics, associatifs — dans les dynamiques de développement, dans leur capacité à se mobiliser et à se prendre en charge.

Cette approche convient parfaitement à notre recherche concernant le développement du territoire initié par la « sojisation ». Ici, la gouvernance s'établit dans une perspective économique, étant donné la nature productiviste du phénomène. De façon plus globale, ce concept donnera de la vigueur au projet de recherche en permettant de cibler les acteurs clés par le biais de leurs ambitions, la coordination qui les anime et leur organisation. Ce concept sera alors primordial à l'analyse de l'évolution de la situation socioterritoriale, car il animera et alimentera l'aménagement rural, ce dernier concept se matérialisant dans les espaces communautaires.

f) Aménagement rural

Le concept suivant est l'aménagement rural, soit :

[...] the attempt to identify problems, organize resources and generate action in rural areas, often with state daims of diversifying the economic base, seeking a pluralistic social order and maintaining a healthy (and where necessary, conserved) environment. (Cloke in Johnston et al, 2000 : 720)

Par cette définition, le sens donné à l'aménagement rural, par la « sojiasacion », permettra l'analyse des contradictions qui émergent à travers les actions entreprises sur les terres agricoles. Nous aborderons l'aménagement au niveau de l'espace vécu et du capital social, en lien avec la gouvernance territoriale.

Comme nous le verrons, ces trois jalons ont donné lieu à une dynamique paysanne résiliente qui a suscité divers projets et collaboration qui sont importantes pour le pouvoir dont bénéficie le mouvement étudié. Pour mettre au jour le résultat de ce processus, nous aurons recours aux concepts d'*empowerment* et de concertation. L'*empowerment* correspond à la « capacité d'agir et d'innover » (Klein, 2011a, p. 184) des communautés ou acteurs qui les composent. La concertation représente la capacité des acteurs d'agir ensemble afin d'organiser et projeter des initiatives ce qui favorise la capacité de réussite des projets entrepris ou à entreprendre et accentue leur pouvoir (Klein, 2011a, p. 190).

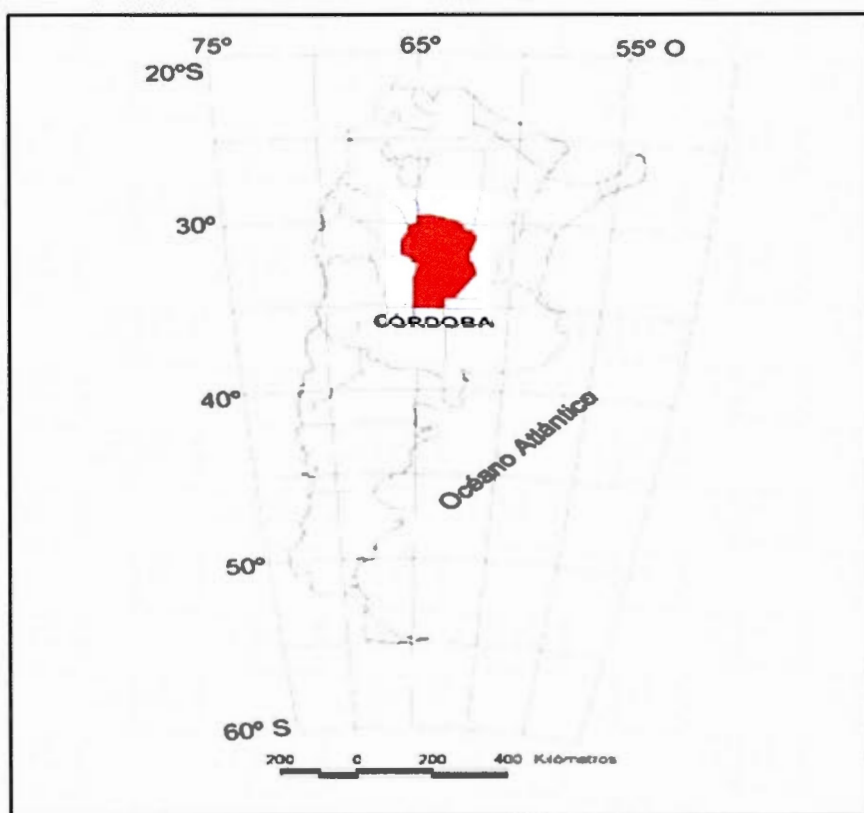
2.3 Démarche méthodologique

Passons maintenant à la présentation des étapes parcourues dans notre recherche empirique. Ce mémoire de recherche, par l'étude d'une initiative locale de nature rurale qui s'inscrit dans le registre des mouvements sociaux, rend compte des observations réalisées sur le terrain dans les communautés de la province de Córdoba.

2.3.1 Cadre spatio-temporel et spatial

Le cadre temporel de notre recherche débute en 1999, année de la création du Mouvement paysan de Córdoba, et se poursuit jusqu'à aujourd'hui. Le contexte spatial réfère quant à lui aux communautés intégrant le mouvement dans la province de Córdoba en Argentine.

Carte 2.1 : Province de Córdoba en Argentine



Source : INTA, 2008.

2.3.2 Le choix du Mouvement paysan de Córdoba

Le choix du Mouvement paysan de Córdoba (MCC) comme sujet pour notre étude de cas a été déterminé par plusieurs facteurs. Tout d'abord, nous voulions analyser une situation territoriale conflictuelle en lien avec l'agriculture industrielle et les organismes génétiquement modifiés. La situation du soja argentin, dont près de 99% est issu de semences modifiées génétiquement (Robin, 2008), nous est apparue pertinente pour le type de sujet que nous voulions aborder. Il existe, en Argentine, une lutte bien organisée contre l'expansion de la frontière agricole impulsée par le soja transgénique, phénomène que l'on nomme « *sojización* ».

De plus, le MCC est bien inséré au sein de la lutte nationale contre l'expansion du soja, dans sa forme actuelle. Il présente ainsi des caractéristiques réticulaires intéressantes pour notre projet. Également, malgré que le MCC soit bien documenté, l'approche territoriale que nous voulions appliquer dans une perspective géographique a été peu étudiée.

Ce mouvement a finalement été retenu pour des raisons pratiques. Il était situé au cœur du pays dans des zones relativement faciles d'accès. Il présentait aussi un fort intérêt pour l'équipe de l'Université Nationale de Córdoba (UNC) qui nous a accueilli lors de la réalisation de notre travail empirique. Ce dernier point est d'autant plus important que notre insertion dans cette équipe a facilité nos prises de contact avec des experts universitaires concernant notre sujet d'étude.

2.3.3 Cueillette d'information

Nous avons procédé par quatre techniques de collecte de données. Dans un premier temps, nous avons effectué une recension documentaire. Ensuite, nous avons mené des entrevues. Ces dernières nous ont apporté les éléments nécessaires nous permettant d'enrichir et d'aiguiller notre réflexion. Finalement, nous avons réalisé

que l'observation directe s'est quelquefois métamorphosée en observation participante. Les sources pour obtenir ces données sont diverses selon les lieux (fermes, villages, espaces en friche), les personnes (paysans, propriétaires fonciers, avocats, fonctionnaires) et les types de document (mémoires, doctorats, livres, recueils, documents iconographiques, etc.) que nous avons recueillis. Afin d'identifier ces lieux et acteurs, nous avons fait appel aux données de l'Institut national de la statistique et du recensement (INDEC), mais également aux listes, annuaires ou autres informations provenant du peuple et du gouvernement provincial.

Nous avons consulté des documents privés et publics qui provenaient du gouvernement argentin, de certaines ONG et parfois de grandes organisations internationales (ONU, Banque Mondiale). Ces sources nous ont permis de dresser un premier portrait comprenant les aspects sociaux, politiques, économiques ou même environnementaux de la situation des paysans argentins et de notre terrain d'étude. L'analyse de statistiques et des données du recensement a considérablement contribué à notre analyse.

De plus, de nombreux livres et articles scientifiques abordant de près ou de loin notre thématique de recherche ont été consultés. Ces écrits bien souvent empiriques ont permis de valider et d'enrichir les données officielles. Cette triangulation des sources documentaires est importante en ce qu'elle contribue à étayer les points de vue de plusieurs sur l'objet de notre recherche.

Afin de connaître en profondeur le mouvement paysan, nous avons participé à un stage de deux semaines offert par l'Université nationale de Córdoba se déroulant au sein même des communautés de l'organisation. Cela nous a permis d'avoir un premier contact direct avec les paysans, mais également d'approfondir nos connaissances de l'objet d'étude. Par la suite, nous les avons côtoyés pendant environ deux mois. Nous nous sommes également rendu aux célébrations entourant le 20^e anniversaire du MOCASE. De plus, nous avons assisté au 4^e Forum Social des

Amériques à Asunción au Paraguay. Plusieurs associations paysannes des Amériques étaient présentes, dont le Mouvement paysan de Córdoba. Cette approche demande cependant, nous en sommes conscient, une certaine rigueur, en raison de la proximité relationnelle avec les communautés à l'étude, dans un souci d'éviter les biais relatifs à son utilisation.

L'observation directe nous ayant rapproché considérablement du Mouvement, nous avons eu la chance, par la suite, de participer à des rassemblements, des assemblées et des marches pacifiques. En ce sens, nous avons franchi la barrière qui sépare le chercheur du sujet. Nous sommes devenu un acteur à l'égard du phénomène étudié. Cette approche a permis de mieux saisir l'idéologie du Mouvement et la perception des autorités et des citoyens.

2.3.4 Les entrevues

Une entrevue est une « interaction limitée et spécialisée conduite dans un but spécifique et centré sur un sujet en particulier » (Deslauriers cité dans Quintal, 2010, p. 66). Cette forme de collecte de données nous est apparue essentielle étant donné que l'individu est au centre de la recherche et que nous nous intéressons à « sa façon de voir le monde, ses intentions, ses croyances » (Bédard, 2009, p. 106). Ainsi nous pouvions bien dégager les enjeux de leur mobilisation.

Nous avons privilégié des entretiens selon une technique semi-directive. Bien que nous ayons préalablement établi une grille d'entrevue comprenant les thèmes importants que nous voulions aborder, nous laissons le soin au répondant de soulever « ce qui fait sens pour lui » (Beaud et Weber, 2003, p. 206). Il y avait donc amplement de latitude pour les répondants afin de déborder sur des opinions ou commentaires plus vastes. Comme on peut le voir dans notre questionnaire d'entrevue (appendice A), notre attention s'est focalisée sur certains points : la

description du MCC et ses actions collectives, le fonctionnement du Mouvement, les liens entretenus avec les autres secteurs sociaux, le rapport avec les autorités et les réalisations. Or, comme mentionné préalablement, ce questionnaire n'a été qu'un outil d'amorce des discussions et d'aide-mémoire afin de s'assurer de toucher tous les points essentiels, laissant le soin au répondant d'aborder ce qui semblait essentiel pour lui. Tous les répondants avaient accès au questionnaire ce qui leur permettait d'émettre leur opinion sur son contenu et de répondre ce qu'ils souhaitaient. Cependant, certaines questions ou certains thèmes ont été abordés de façon beaucoup plus soutenue dépendant de la personne interviewée. Le tableau 2.1 présente les thèmes généraux abordés lors des entrevues.

En outre, pour plusieurs raisons (souvent juridiques), plusieurs personnes ont refusé l'enregistrement des entrevues rendant difficile la reproduction intégrale. Dans ces cas, nous avons pris des notes pendant ces entretiens informels et les avons enrichies de commentaires et impressions immédiatement après l'entrevue. Par ailleurs, toutes les personnes interviewées ont rempli un formulaire éthique exigeant leur consentement et assurant l'anonymat. On y retrouvait également un résumé de la recherche, une description de l'utilisation des résultats et la personne ressource à contacter afin d'obtenir plus de détails sur le travail (Voir Appendice C).

Tableau 2.1 : Structure générale des entrevues

Sections et thèmes abordés
Présentation de la recherche
Présentation du répondant
Identité
Genèse du mouvement
Développement de l'organisation
Mécanisme organisationnelle
Lien avec les autres secteurs sociaux
Perception de l'État et des autorités
Réalisations
Conclusion

Les entrevues réalisées aussi bien auprès des paysans qu'avec les spécialistes ont duré en moyenne 40 minutes (la plus longue étant de deux heures et la plus courte de 15 minutes). Dans l'ensemble, nous avons réalisé 14 entrevues, dix entrevues formelles, dont une impliquant trois intervenants, et quatre entretiens informels (sans enregistrement) qui sont présentés dans le tableau 2.2. Cela est sans compter les nombreux échanges que nous avons eus tout au long de notre étude de cas avec les paysans et les professionnels gravitant autour du Mouvement.

Tableau 2.2 : Entrevues réalisées en 2010

FONCTION	LIEU / CENTRALE	DATE	DURÉE
PAYSANS			
Participant	Puesto de Castro (UCAN)	14/07/10	45 min
Déléguee	Sebastian Elcano (UCAN)	16/07/10	54 min
Participant	Sebastian Elcano (UCAN)	16/07/10	45 min
Déléguee pour le comité santé	Serrezuela (APENOC)	20/07/10	40 min
Délégué pour le comité production	Serrezuela (APENOC)	20/07/10	55 min
Participant	Empalme (UCOS)	21/07/10	42 min
Participante	Dean Funes (UCATRAS)	22/07/10	15 min
Participant	Ischilin (OCUNC)	25/07/10	20 min
PROFESSIONNELS			
1- Technicien 2- Délégué/Enseignant/« Co-fondateur » de l'UCAN 3- Avocate du Mouvement	Córdoba	23/07/10	120 min
Directeur de Marca Liquida et ingénieur agronome	Córdoba	29/07/10	56 min
Enseignante/Co-fondatrice de l'UCAN	Santiago del Estero	04/08/10	40 min
Ingénieure agronome/Enseignante	Córdoba	11/08/10	50 min
Fonctionnaire pour l'INTA	Villa Dolores	25/08/10	60 min
Ex-avocate du Mouvement	Córdoba	28/08/10	52 min

2.3.5 Mode d'échantillonnage des répondants

Nous avons privilégié les échantillons non probabilistes afin de réaliser cette recherche, car des acteurs bien précis ont dû être ciblés et il aurait été peu rigoureux de laisser place au hasard dans cet exercice. La technique des échantillons constitués de volontaires a été utilisée, car la question du soja GM soulève des tensions entre les

petits, moyens et grands producteurs, quelques situations foncières sont présentement devant les tribunaux et il existe un certain clientélisme entre les acteurs décisionnels. En outre, l'intimidation et la corruption enveniment les relations déjà tendues dans le *campo*. Cependant, nous avons également utilisé la technique « boule de neige » qui « consiste à ajouter à un noyau d'individus tous ceux qui sont en relation avec eux » (Beaud, dans Deslauriers, 1991, p. 58). De cette façon, certaines rencontres nous permettaient de tisser des liens nous ouvrant la voie à d'autres groupes de personnes.

Ainsi, nous nous sommes intéressé autant aux acteurs ruraux qu'aux acteurs plus spécialisés gravitant autour de la thématique du sujet de recherche. Nous nous sommes assuré d'obtenir des témoignages provenant de toutes les communautés du Mouvement. Ainsi, les entretiens ont été réalisés sur l'ensemble de la zone d'étude afin de dégager les différents enjeux territoriaux bien souvent différents d'un espace à l'autre.

Concernant les spécialistes ou techniciens gravitant autour de l'organisation paysanne, nous avons également choisi la sélection non probabiliste, mais nous les avons sélectionnés, car ils étaient des informateurs officiels de la fonction qu'ils occupaient. Par « informateur officiel », nous entendons une personne qui « occupe une position stratégique » (Tremblay, 1968, p. 344). Ces gens ont été rencontrés en raison des informations privilégiées dont ils disposaient et de l'expérience qu'ils avaient en regard du champ d'action qui les concerne. Pour notre étude, ces gens sont principalement des hommes de loi, des fonctionnaires, des enseignants et des hommes d'affaires.

2.3.6 Techniques de traitement des données

Étant donné notre démarche qualitative, nous avons regroupé l'information par thème. Au préalable, nous avons retranscrit sous forme de verbatim les entrevues afin

d'en simplifier la consultation et la recherche analytique. Ensuite, nous avons identifié différents thèmes afin de classer l'information. Ces derniers correspondent à ce que l'on retrouve dans le tableau 2.1. Pour chaque catégorie, nous avons repéré certains mots clés énoncés par les intervenants. Par exemple, les mots « territoire », « local » et « identité » étaient recherchés et identifiés afin de donner du poids à notre analyse. Ainsi, les idées maîtresses gravitant autour de ces vocables pouvaient être dégagées. Cette façon de procéder se nomme analyse de contenu et facilite la description et l'interprétation de « manière systématique du contenu manifeste des communications » (Mace cité dans Bédard, 2009, p. 99).

Le fait de croiser la documentation, les observations et les entrevues entre elles a facilité notre travail visant à saisir les mutations socioterritoriales en cours. Ensuite, nos analyses ont contribué à répondre à notre objectif de recherche et à mieux cerner les changements identitaires stimulant un modèle de développement initié par l'action collective locale.

Ce chapitre a présenté nos concepts principaux et les concepts opératoires qui guideront notre analyse. Ils ont été décrits en fonction de différentes phases du modèle de repérage de l'action collective élaboré par Klein (2011a). Ce modèle dont nous avons dressé un portrait, servira de cadre pour notre analyse. Par la suite, nous avons exposé notre démarche méthodologique. Plusieurs éléments tels que le cadre spatial et spatio-temporel, le choix du mouvement, la cueillette d'informations, les entrevues, le mode d'échantillonnage et les techniques de traitement des données ont été décrits.

Le chapitre suivant présentera en détail le Mouvement paysan de Córdoba. Il permettra d'en comprendre ses rouages, depuis sa formation jusqu'aux luttes récemment menées. Nous verrons également quels sont les acteurs pivots au sein de l'organisation et les actions collectives qu'ils mettent de l'avant.

CHAPITRE III

LE MOUVEMENT PAYSAN DE CÓRDOBA : PRÉSENTATION D'UN MOUVEMENT SOCIAL

L'espace rural argentin est bien organisé, moderne et très inséré dans l'économie globale. Or, il existe des zones marginalisées socialement et économiquement. Pour plusieurs raisons, que nous aborderons dans le cadre de ce chapitre, l'éthos communautaire que l'on y observe devient source de nouvelles formes de mobilisations sociales. Au centre du pays, dans la province de Córdoba, un mouvement social novateur émerge dans les départements du Nord et de l'Ouest. En une dizaine d'années seulement et bien ancré dans les constructions idéologiques et pratiques des organisations paysannes des provinces voisines, le Mouvement paysan de Córdoba (MCC) innove au cœur de sa lutte pour une re-territorialisation. Cette volonté et cette capacité d'introduire des pratiques socioterritoriales nouvelles s'inscrivent dans un contexte territorial, social et environnemental déterminant où l'action citoyenne matérialise les changements en cours au sein de la paysannerie argentine.

Ce chapitre nous permettra de présenter notre sujet d'étude, le MCC. Situé dans un arc Nord-Ouest – Nord-Est au sein de la province de Córdoba, ce mouvement est composé de sept centrales qui regroupent un peu plus de 600 familles. Son histoire est jeune, mais révélatrice par les luttes menées, les valeurs promues et le rôle important pour la souveraineté alimentaire locale que doivent revêtir les communautés paysannes de l'espace-monde globalisé. En premier lieu, nous aborderons les critères qui expliquent l'élection du MCC comme sujet d'étude.

Ensuite, une fois le positionnement géographique de ce mouvement bien cerné, nous décrirons l'histoire du Mouvement et présenterons ses acteurs. Puis, nous irons davantage en profondeur en expliquant son fonctionnement, sa structure organisationnelle ainsi que les actions collectives, les réalisations et les phases de développement accomplies par ses militants. Finalement, nous aborderons les rapports que tissent les acteurs du mouvement étudié avec les membres d'autres mouvements sociaux.

3.1 Localisation

Notre étude de cas s'effectue, comme mentionnée précédemment, dans la province de Córdoba en Argentine (figure 3.1). C'est dans cette province du centre du pays que l'on retrouve la deuxième ville en importance en Argentine après Buenos Aires, soit Córdoba, avec 1,33 million d'habitants en 2010 (INDEC, 2010). La ville est située entre la Pampa et la sierra de Córdoba qui la limite à l'ouest. Elle est également un nœud important de communication vers les villes du Nord-Ouest et la Pampa. De plus, c'est une ville universitaire où l'on recense un haut taux d'étudiants parmi sa population, soit 12% en 2005 (Universalis, 2005).

Cette région de l'Argentine est caractérisée par la présence importante de la Pampa sur son territoire. Ce vaste biome de prairies fertiles, brousse et savane s'étend de la Patagonie (Pampa sèche) jusqu'au sud du Brésil et en Uruguay (Pampa humide). Cette zone permet à la province d'avoir une économie agraire forte. Cependant, environ le quart de la province se compose d'un milieu semi-aride peu propice à l'agriculture.

Historiquement, la province a été caractérisée par sa haute diversité agricole, diversité qui diminue à partir des années 1970 à cause de la concentration de la terre, l'expulsion des petits paysans, l'exode rural et les grandes monocultures de soja. Les

différentes centrales du MCC sont situées en périphérie de la province au sein des départements semi-arides, soit du Nord-Ouest au Nord-Est. Ce sont des zones marginales où les champs improductifs, destinés de façon ancestrale à l'élevage extensif de chèvres et de bovins, se transforment radicalement.

Carte 3.1 : Départements de la province de Córdoba



Source : INTA, 2008.

Les départements où l'on retrouve les différentes centrales du MCC sont Cruz del Eje, Tulumba, Ischilín, Río Seco, Pocho, San Alberto, Minas et Sobremonte. Des routes de terres peu entretenues permettent de se rendre dans les zones les plus reculées, mais il faut compter quelques heures de route pour atteindre ces zones à

partir de la capitale de la province. Au moment de notre séjour sur le terrain, le MCC comptait entre 800 et 1000 familles réparties dans plusieurs communautés sur le territoire dont 90% avaient des problèmes judiciaires de plusieurs types en relation avec leur terre (usurpation, droit de propriété contesté) (informations issues de documents internes du mouvement).

3.2 Formation du Mouvement paysan de Córdoba

Depuis l'introduction du soja transgénique, les paysans vivant sur des terres communales sont menacés. La création du Mouvement paysan de Córdoba est une réponse à cette emprise territoriale venant de l'agro-industrie. La première centrale à avoir vu le jour est l'*Asociación de productores del noroeste de Córdoba* (APENOC) autour de l'an 2000. Elle était composée de paysans des communautés rurales et d'un groupe d'ingénieurs agronomes, vétérinaires, psychologues et travailleurs sociaux. Un peu plus de 300 familles provenant de 14 communautés dispersées dans la région Nord-Ouest de la province de Córdoba s'y rattachent. Cette association constitue un antécédent important du MCC dont la formation officielle remonte à 2004.

Comme le fait remarquer Gigena (2005), et comme nous l'avons confirmé par les entrevues réalisées sur le terrain, on peut percevoir deux moments clés dans la construction du mouvement : un moment déclencheur d'abord et un moment fondateur ensuite.

Le moment déclencheur, tel qu'expliqué par Gigena (2005), est la somme des expériences, circonstances et facteurs qui préparent le terrain à l'émergence d'une organisation paysanne. Différents facteurs y sont associés. Tout d'abord, il y a la reconnaissance des problèmes qui dépassent le cadre individuel et qui font émerger un esprit collectif. Ensuite, on constate des actions individuelles et désarticulées des nouveaux acteurs sociaux combinées à l'absence d'une unité décisionnelle.

Finalement, on note une forte présence d'agents exogènes collaborant aux activités rurales tels que certains spécialistes issus des programmes et politiques publiques responsables des activités productives rurales.

« Ya hace como 5 años, más o menos. Que estamos en la organización. Más o menos desde 2005. No exactamente participando con el grupo como UCOS pero si con una organización comunitaria a través de los programas, como el Programa social agropecuaria que prestamos y subsidios por parte del INTA. Entonces, de ahí se fue formando la comunidad de nosotros » (entrevue n°5).¹⁰

Dans un deuxième temps, le moment fondateur est amorcé par la nouvelle identité collective acquise, suite aux premières réactions, porteuse d'une nouvelle conscience territoriale, comme le propose le modèle d'analyse que nous utilisons. Cela se voit par l'aspiration des acteurs à rationaliser leurs actions, à les institutionnaliser. C'est-à-dire, leur donner un nom, une structure, une entité juridique en tant que sujet de droit maître de leur historicité. De là, on voit émerger des objectifs, des nécessités et des stratégies collectives porteuses de solutions et d'actions. Ceci permet de raffermir le tissu social et ensuite de poser les bases de systèmes collectifs pour la prise de décision (Gigena, 2005).

« Claro, nosotros empezamos aquí con varios vecinos porque había grandes problemas con los animales. Se nos morían los animales, teníamos problema de agua, problemas de tierra y bueno, no sabíamos cómo hacer porque, nos mirábamos los unos con los otros y bueno solucionamos una cosa de acá, y solucionamos esto y nos quedamos con la otra. Y por un buen día, de cierto, decidimos de formar grupos, de visitar otros compañeros, contarle lo que nos pasaba, lo que a ellos les pasa y entonces empezamos a trabajar juntos. Haciendo así una reunión pequeña, y bueno hasta que llegaron unos ingenieros [...] y bueno empezamos a trabajar y visitar otros compañeros, Y allí empezamos con otra gente, y empezamos a formar grupos, y a formar otro

¹⁰ Cela fait environ cinq ans, plus ou moins, que nous faisons partie de l'organisation; plus ou moins depuis 2005. Sans exactement participer avec le groupe qui se nomme aujourd'hui UCOS, mais plutôt comme une organisation communautaire à travers les programmes, comme le programme social agricole qui tire ses fonds de l'INTA. Alors, de là s'est formée notre communauté.

grupos, formar otro grupos par el norte, otro par el este y empezamos así a trabajar hasta que nos juntamos ya como varios, y cuando llegamos a 14 comunidades ya estábamos formados digamos Y 10 años hemos cumplido como movimiento. Como movimiento hace 10 anos que estamos trabajando » (entrevue n°3).¹¹

Ce qu'il est important de souligner ici, ce sont les marques discursives de l'insertion des politiques de développement rural dans la constitution et la progressive consolidation de la première centrale du mouvement, soit la APENOC. Ces politiques ont été des « tuteurs » essentiels pour la satisfaction de certains besoins importants sur les plans sociaux et productifs. Toujours selon Gigena (2005), et appuyé par nos entretiens, on peut affirmer que pendant la période *génératrice* de l'organisation, la réponse aux besoins de base était liée à la possibilité créative du savoir-faire issu des ressources disponibles (financement et consultation technique). Tandis que pour la phase *fondatrice*, les demandes énoncées pour la satisfaction des besoins étaient davantage liées à des problèmes structurels dont souffraient la région : situations de privation, de carences et d'iniquité au sein des milieux de vie (Gigena, 2005).

Cette insertion des communautés paysannes dans le débat public est arrimée aux politiques de décentralisation issues des années 1990. Elle repositionne le développement des communautés paysannes tant au niveau du sens que l'on entend lui donner qu'à celui des pratiques.

¹¹ Nous avons débuté ici avec quelques voisins parce qu'il y avait d'importants problèmes avec les animaux. Ces derniers mouraient, nous avions des problèmes d'eau, de terre et nous ne savions pas quoi faire. On se regardait les uns les autres et bon, on résolvait une chose ici et là et nous avions moins de problèmes. Et un beau jour, nous avons décidé de former des groupes, de visiter les autres compagnons, de leur parler de ce qui nous arrivait, de ce qui leur arrivait à eux et alors on a commencé à travailler ensemble. Nous faisons de petites réunions informelles jusqu'à ce qu'arrive deux ingénieurs. On a commencé à travailler ensemble et à visiter les autres compagnons. Et ainsi, on a commencé à accroître le nombre de gens et à former des groupes au Nord, à l'Est, et on a travaillé ainsi jusqu'à ce qu'on soit 14 communautés. Ainsi, nous venions de nous former comme on dit. Nous venons de célébrer nos 10 ans. Cela fait 10 ans que l'on travaille comme un mouvement.

C'est à ce moment que se révèlent les personnes qui deviendront les leaders du mouvement. Ainsi, deux ingénieurs agronomes fournissent les outils techniques et humains afin de consolider la centrale. Ils participent activement aux assemblées communales en apportant des informations pratiques venant des programmes publics et ils apportent un savoir professionnel sur le développement agricole de par leur formation d'ingénieur agronome et leurs connaissances acquises du MOCASE.

La plupart des autres centrales ont bénéficié de ressources humaines, de leaders, ainsi que de leurs institutions, qui ont également été le mortier permettant d'unir les acteurs communautaires. Par exemple, au sein de l'*Unión Campesina del Noreste* (UCAN), deux professeurs de l'Université nationale de Córdoba, l'une de la faculté de travail social et l'autre de la faculté de communication, sont intervenus dans le territoire dès 2001 pour former la centrale.

« *Empezó cuando vinieron los chicos. Empezaron a ir al campo a ver cómo vivimos y a ver nos hagamos el movimiento. Visitando las familias. Y así, fueron a mi casa y fueron a muchas familias y así empezamos a juntarnos [...]* » (entrevue n°1).¹²

Deux autres centrales du MCC, soit l'*Union de Campesinos de Traslasierra* (UCATRAS) et l'*Organización de Campesinos Unidos del Norte de Córdoba* (OCUNC) ont vu le jour entre 2001 et 2004. Les plus récentes, Tulumba, Zona 1 et l'*Union Campesina del Oeste Serrano* (UCOS) sont apparues entre 2006 et 2008.

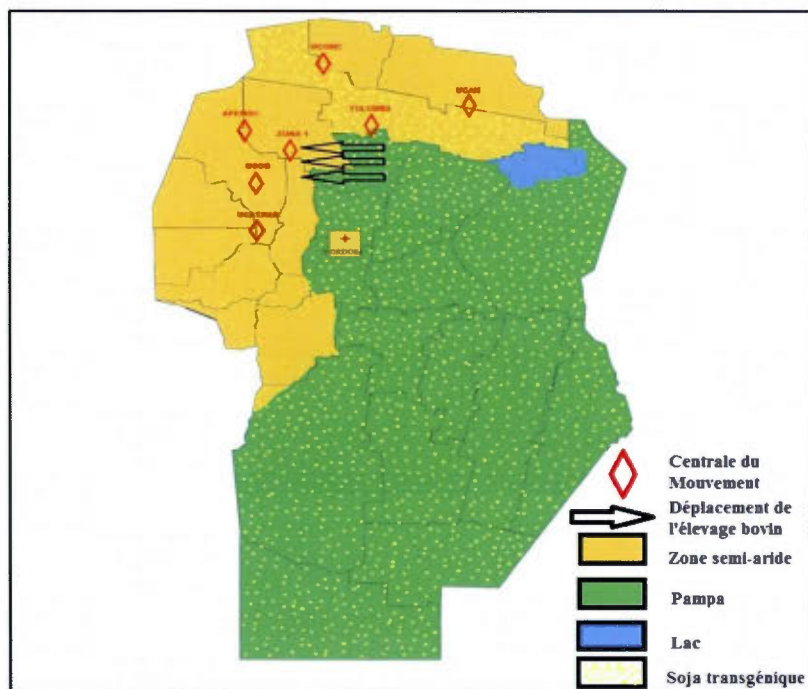
Un point important à souligner dans la formation du mouvement est le fait que les enjeux à l'origine de chaque centrale sont quelque peu différents. Les centrales de l'Ouest, soit APENOC, UCOS, UCATRAS et Zona 1, réagissent à des problèmes liés

¹² La centrale a vu le jour quand sont arrivés deux enseignants. Ils ont commencé à se rendre dans les champs et à former le Mouvement. Ils visitaient les familles. Ainsi, ils sont venus à ma maison et dans plusieurs familles et nous avons commencé à nous regrouper [...].

à la gestion de l'eau et du territoire. Cette dernière facette implique le déplacement de la *ganaderia* (élevage de bétail) de l'est de la province vers les terres de l'ouest, déplacement qui provoque le déboisement et la remise en question de la légitimité de l'occupation du sol par les paysans. Tandis que du côté des centrales UCAN et Tulumba, elles répondent directement à l'expansion de la frontière agricole par le soja transgénique, ce qui pose des problèmes liés à la possession de la terre.

Malgré l'organisation des paysans, de nombreux cas d'expulsions se sont produits. L'occupation non régularisée de la terre permet aux latifundiaires d'expulser l'occupant. Beaucoup ont donc fui vers les villes grossissant du même coup les *villas miserias*, ces bidonvilles que l'on retrouve en périphérie des grandes villes et où l'exclusion sociale est un fléau. Or, certains résistent avec l'appui du mouvement paysan.

Carte 3.4 : Les différentes centrales du MCC et la frontière agraire (Córdoba)



Source : INTA, 2008. Élaborée par Mathieu Lacombe, 2011.

Le cas de Ramona Bustamante est le plus connu et le plus important dans la consolidation du MCC. Le 23 janvier 2004, sous l'égide d'un ordre judiciaire d'éviction, la femme de 83 ans devait abandonner sa demeure située à 20 kilomètres de Sebastian Elcano et 200 kilomètres de Córdoba. Elle a refusé de quitter et la police est intervenue. Avec l'aide d'un bulldozer, ils ont détruit la maison de la paysanne et mis de l'huile dans son puits (Informations recueillies sur le terrain).

Or, avec l'aide du MCC, Ramona et sa famille sont demeurées sur place occupant une tente de fortune le temps que l'on reconstruise une maison potentiellement habitable sur le même terrain. À partir de ce moment, Ramona Bustamante est devenue l'emblème du MCC. On la retrouve sur les affiches du mouvement et son histoire unit et renforce l'organisation paysanne.

En 2009, les avocats du MCC lancent une poursuite contre les latifundiaires responsables de l'expropriation, les frères Scaramuzza. On les accuse d'escroquerie et d'avoir délogé (*desalojado*) les Bustamante. Ils seront absouts par la cour. Le cas a été porté en appel et on attend toujours la suite.

Le 18 avril 2011, le Mouvement a organisé une manifestation devant le Tribunal de la ville de Córdoba. Ce rassemblement visait à soutenir « la Ramona » comme on l'appelle qui est de nouveau menacée d'expropriation. Le MCC réclame la reconnaissance des situations d'expropriations et l'urgence d'agir dans le cas de Mme Bustamante, mais également dans le cas de la communauté rurale El Chacho qui intègre la centrale APENOC. Ces paysans étaient accusés d'usurpation de leur propre terre (ce dernier cas a été entendu en mai 2011 et les paysans des huit familles impliquées ont eu gain de cause). De plus, le mouvement se prononçait en faveur de politiques d'accès à la terre et de la reconnaissance de sa fonction sociale et contre les nouvelles lois d'accaparement de la terre. Selon des documents internes du MCC (MCC, 2010), au moment de notre enquête de terrain, il y avait une centaine de conflits pour la terre, répertoriés sur le territoire d'action du mouvement, ce qui constitue environ 100 000 hectares en litige.

Figure 2.1 : Photos prises lors de l'expropriation de Ramona Bustamante



Source : Mathieu Lacombe, juillet 2010 et MCC.

Tableau 3.1 : Principaux jalons de la constitution du Mouvement paysan de Córdoba

Date	Événements	Acteurs impliqués	Conséquence
1999-2000	Organisation des paysans du département de Cruz del Eje.	14 communautés et deux ingénieurs agronomes.	Fondation de la APENOC.
2001	Arrivée de deux enseignants dans le département de Rio Seco.	Deux enseignants et quelques familles paysannes de Sebastian Elcano et Puesto de Castro.	Fondation de la UCAN.
2003-2003	Organisation des paysans des départements de Pocho, San Alberto, Minas et Ischilin.	Familles paysannes des départements impliqués.	Fondation de l'UCATRAS et la OCUNC.
2004	Réticulation des différentes centrales de la province de Córdoba.	APENOC, UCATRAS, UCAN et OCUNC.	Fondation du MCC.
23 janvier 2004	Expulsion de Ramona Bustamante de sa demeure.	Ramona Bustamante, deux enseignants et quelques autres membres de la UCAN.	Confrontation entre policiers et paysans, expropriation de Ramona.
2006-2008	Organisation des paysans des départements de Cruz del Eje, Tulumba et Minas.	Familles paysannes, des travailleurs sociaux, médecins et ingénieurs agronomes.	Fondation des centrales Tulumba, Zona 1 et UCOS.
10 novembre 2009	Procès des frères Scaramuzza dans l'affaire de Ramona Bustamante.	Joaquín González avocat de Ramona Bustamante et les frères Scaramuzza, latifundiaires.	Ramona perd la cause et ira en appel
25-30 avril 2010	Marche du MCC à partir de différents points dans la province vers Córdoba afin de diffuser la lutte paysanne, le droit à la terre et la protection des forêts primaires.	Toutes les centrales du MCC.	Visite d'écoles et d'institutions, projections de documentaires, vente de produits artisanaux. Visibilité importante pour le MCC, couverture médiatique.

Sources : données recueillies sur le terrain, 2010.

3.3 Les acteurs et les actions

En août 2010, le *Movimiento campesino de Córdoba* comprenait sept centrales regroupant plusieurs communautés. Selon les entretiens effectués sur le terrain, on y retrouvait entre 800 et 1000 familles. L'information à ce sujet est approximative, car l'organisation n'en tient pas un recensement détaillé. Quant à l'origine des populations, elle est assez difficile à établir. La plupart sont des descendants de migrants européens et quelques-uns sont d'origine autochtone. Mais là non plus, il n'existe pas de données complètes.

De ces familles, autant les femmes, les hommes et les enfants en âge de comprendre les enjeux du mouvement militent dans leur communauté. Gravitent ainsi autour de ces paysans, des techniciens de différentes provenances. Tout d'abord, on retrouve des ingénieurs agronomes qui apportent un soutien technique professionnel. S'ajoutent ensuite toute une panoplie de professionnels de différents milieux. On y retrouve des travailleurs sociaux, des médecins, des avocats, des psychologues, des spécialistes des communications, des enseignants et des étudiants universitaires. Tous ces gens militent et participent au sein des communautés auxquelles ils sont rattachés.

Tableau 3.2 : Caractéristiques du MCC et de ses communautés

Localisation	• Périphérie de la province de Córdoba dans un arc nord-est-nord-ouest.
Espace d'action	• Plusieurs milliers d'hectares.
Nombre de familles	• 800 à 1000 familles.
Origine de la population	• Descendants d'immigrants européens et autochtones.
Structure organisationnelle	• Horizontale et collective.
Actions collectives réalisées	<ul style="list-style-type: none"> • Occupation de terres. • Coupe de clôtures barbelées. • Marches. • Blocage de routes. • Sensibilisation sociale. • Films/documentaires. • Ateliers. • École de formation, école paysanne et de la mémoire historique.
Moyens de communication	<ul style="list-style-type: none"> • Radios H/F pour certains paysans. • Téléphones cellulaires surtout entre les techniciens du MCC. • Internet disponible dans certains lieux collectifs.
Activités économiques	<ul style="list-style-type: none"> • Principalement une agriculture de subsistance. • Les surplus sont vendus localement. • Production de gelées vendues dans un réseau de commerce équitable. • Campagne annuelle de vente de chevreaux. • Troc avec d'autres mouvements paysans.

Sources : Informations recueillies sur le terrain, 2010.

3.4 Structure d'organisation

La structure organisationnelle du MCC est horizontale, c'est-à-dire qu'il n'y a personne au-dessus d'un autre. Chaque centrale du Mouvement fonctionne sensiblement de la même façon. À la base, on trouve les assemblées communales. On

y retrouve des femmes et des hommes et parfois des enfants et adolescents qui discutent des problèmes auxquels ils font face. Parfois, certains techniciens y participent pour véhiculer de l'information technique et diriger les échanges et les sujets de conversations. Chacune des communautés a un délégué assistant aux réunions qui est nommé démocratiquement. Cette personne est en fonction pour un an. Elle représente la voix de la communauté aux assemblées mensuelle. Un délégué substitut est également désigné dans le cas où le délégué officiel ne pourrait être présent aux réunions. Les réunions communales ont lieu dans la maison des paysans en fonction de leur volonté et de leur disponibilité. On y discute, entre autres sujets, de programmes de vaccination, des réunions nationales et internationales, de production, de l'achat collectif, de l'accès à l'eau, des ateliers de fabrication de toits et du projet de glace solaire initié par l'Institut national de technologies agraires (INTA), des pâturages, de la loi sur les forêts, du temps d'antenne à la radio nationale, etc. À l'occasion, on discute aussi de l'encadrement de stagiaires.

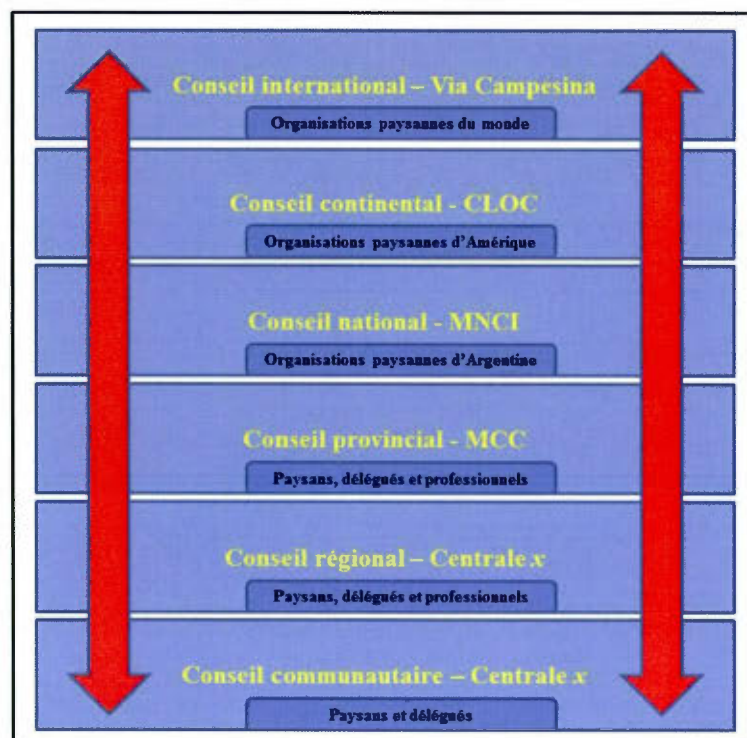
Ensuite, on retrouve les réunions d'équipe divisées par secteurs, tels que la santé, l'éducation, le territoire, la formation et la production. Elles ont lieu deux fois par mois. Y participent les délégués et tous les gens intéressés des différentes communautés. Vient après la rencontre mensuelle qui est l'assemblée de délégués. Les techniciens sont toujours présents pour guider les rencontres et apporter leur savoir technique et professionnel concernant les programmes publics de la province et du gouvernement national. On y fait l'inventaire des priorités et des enjeux concernant la communauté afin de se préparer pour l'assemblée provinciale qui a lieu une fois par mois également. Ces rencontres ont lieu dans un endroit que l'on nomme la *Sede*. C'est un local construit pour les besoins de chaque centrale. On y retrouve normalement le matériel nécessaire pour les actions collectives, des ordinateurs avec accès à Internet et un espace suffisant pour accueillir une bonne quantité de gens. Elles sont gérées par les membres de la communauté ou les techniciens.

Puis, tout ce qui demande davantage de coordination et d'organisation est relayé à l'Assemblée nationale du *Movimiento Nacional Campesino e Indígena* (MNCI). C'est là que les petits paysans et autochtones de l'Argentine se rencontrent. Le lieu de ces rencontres est déterminé à l'avance par chaque mouvement, et ce, en alternance entre les provinces impliquées.

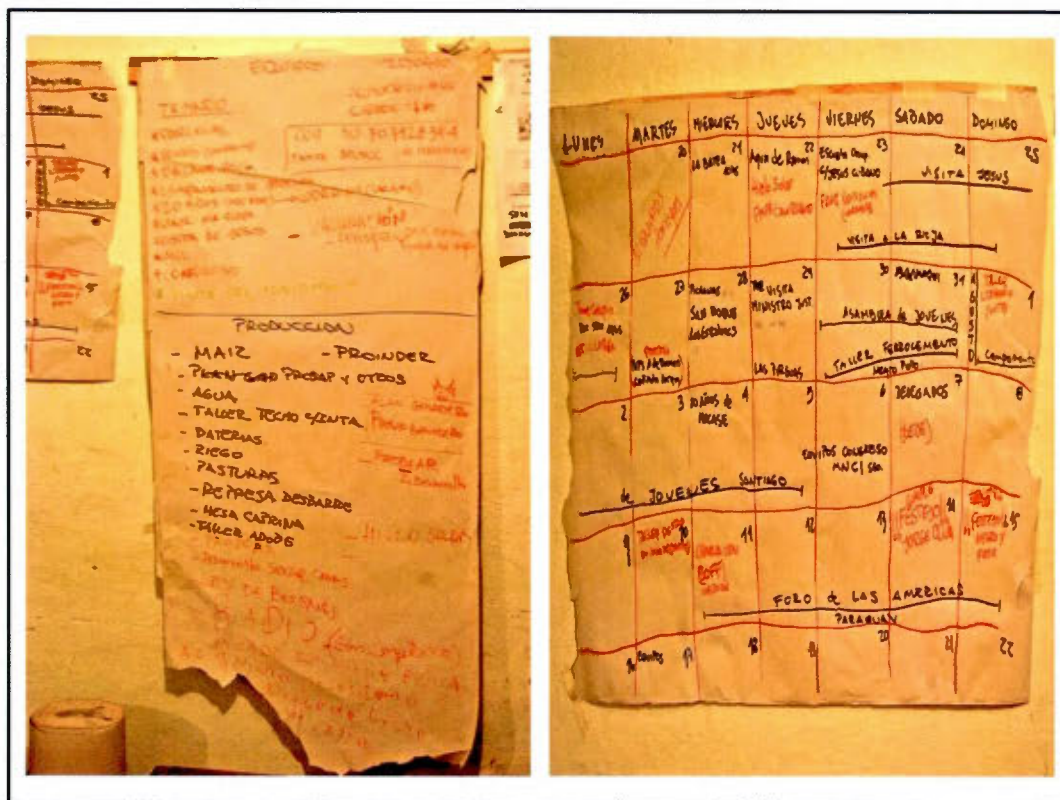
Afin de coordonner l'action paysanne au niveau international, les organisations se rencontrent sous l'égide de la *Coordinadora Latinoamericana del Campo* (CLOC) et ensuite les enjeux sont discutés au niveau international au sein de Via Campesina (VC). Cette organisation défend l'agriculture durable d'échelle locale et représente environ 200 millions de paysans (Via Campesina, 2011) (Voir figure 3.3).

On y a discuté de programmes de vaccination, des réunions nationales et internationales, de production, de l'achat collectif, de l'accès à l'eau, des ateliers de fabrication de toits et du projet de glace solaire initié par l'Institut national de technologies agraires (INTA), des pâturages, de la loi sur les forêts, du temps d'antenne à la radio nationale, etc. À l'occasion, on discute aussi de l'encadrement de stagiaires.

Figure 3.3 : Schéma du MCC (organigramme)



Source : Informations recueillies sur le terrain, 2010.



3.5 Actions collectives du MCC

Le Mouvement paysan de Córdoba a recours à différents types d'actions collectives dans sa lutte pour le droit à la terre.

3.5.1 Occupations/ reprises de terres (*retomas de tierras*)

L'action la plus porteuse de sens pour le MCC est l'occupation ou la reprise de terres. Cela survient normalement lorsqu'une famille ou un groupe de paysans perd

un procès remettant en question la légalité de leur propriété. Le seul recours qui reste aux paysans est l'occupation de la terre. L'objectif de cette action est d'attirer la visibilité médiatique sur la situation. Cela permet de faire balancer, la plupart du temps, l'opinion publique en faveur du Mouvement.

À titre d'exemple, prenons l'occupation de terre liée à la cause de Chachacho Olivera. Ce dernier a été accusé d'usurpation de terre; la sienne. Avec l'aide des gens du MCC, ils ont érigé deux tentes de fortune à chaque entrée de la terre bloquant l'accès à celle-ci. Des gens se relaient sur place. Une chaîne de courriels a été lancée parmi les militants de l'organisation afin d'avoir assez de gens pour occuper ces lieux.

3.5.2 Marches (*marchas, caminatas*)

Une autre forme que prend l'action collective du MCC consiste à l'organisation de marches tant au niveau régional, provincial que national. C'est un moyen de lutte « naturel » pour la plupart des organisations paysannes. Une marche paysanne a parcouru les rues de Buenos Aires le 14 septembre 2010. Toutes les organisations paysannes du pays y étaient. Cela leur a donné une visibilité importante. Pour les marches de plus longue haleine, qu'elles soient régionales, nationales ou provinciales, les organisations travaillent longuement sur leur préparation. Chaque rôle est déterminé d'avance ainsi que l'identité des participants. Le financement de ces événements provient de différentes sources (ONG, des programmes gouvernementaux, de l'entreprise privée et de dons).

Figure 3.5 : Marche nationale du MNCI pour le droit à la terre et la vie paysanne à Buenos Aires



Source : Mathieu Lacombe, septembre 2011.

Le 17 avril 2010, lors de la journée mondiale de la lutte paysanne, le MCC a organisé sa plus grande marche à ce jour. La préparation de l'événement aura nécessité environ deux ans. Toutes les centrales du Mouvement y ont participé. Trois points de départ étaient programmés. Le premier partant de Villa Dolores au sud-est de Córdoba, le second partant de Serrezuela au nord-ouest et le dernier de Dean Funes et Jesus Maria plus au nord. L'objectif était d'atteindre la capitale de la province, Córdoba. Toute la population a été invitée à marcher pour le droit à la terre et la protection des forêts d'origines (*bosques nativos*). Parallèlement, l'organisation avait prévu la vente de produits artisanaux (*ferias*) et des événements culturels. Les

écoles primaires et secondaires ainsi que les institutions de plusieurs villes et villages qui étaient sur la route ont été le théâtre de séances d'informations sur la situation des paysans et sur l'état des forêts du nord de la province. Les organisations locales fournissaient l'hébergement. Finalement, l'événement a bénéficié d'une forte couverture médiatique.

3.5.3 Blocage de routes

Un autre type d'action du MCC, mais moins utilisé, est le blocage de routes. Lors de situations exceptionnelles, il est utilisé pour manifester la position de l'organisation à l'égard des produits chimiques utilisés pour la production de soja, par exemple, le blocage d'un conteneur rempli de glyphosate, un herbicide commercialisé sous le nom de *Roundup* qui fait partie du paquet technologique essentiel à la culture du soja transgénique. Le conteneur avait pour destination le territoire de l'APENOC.

Une autre action de ce type a été réalisée pour revendiquer une distribution plus juste de l'eau d'irrigation provenant du barrage Pichanas. Ce n'était pas la première action du genre en lien avec ce barrage. Cette fois, le 21 février 2011, le blocage de route avait lieu sur la route nationale 38 à la hauteur de la commune de Tuclame. Il a été levé le lendemain après qu'un accord eut été conclu avec un fonctionnaire du sous-secrétariat des Ressources hydriques. Ils ont obtenu la réfection d'un des canaux d'irrigation et l'assainissement de l'eau potable dans trois communes (Iglesia Vieja, Las Abras et La Brea). Le Mouvement dénonce depuis longtemps le favoritisme quant à la distribution de l'eau en faveur des grands propriétaires terriens.

3.5.4 Coupe de clôtures

Une action, un peu plus controversée, car elle mène souvent à des poursuites judiciaires, consiste à couper les clôtures nouvellement installées par les latifundiaires. Lorsque les chemins vicinaux se retrouvent fermés par ces nouvelles barrières, cela implique des détours de plusieurs kilomètres pour les paysans désireux de se rendre à l'école ou chez le voisin. Dès lors, le MCC revendique cette action comme un exercice du droit à la terre des familles paysannes.

3.6 Rapport avec les autres groupes sociaux et les autres Mouvement de paysans

Le MCC tisse des liens importants avec plusieurs acteurs afin de solidifier ses bases et d'obtenir des appuis dans sa lutte pour le droit à la terre et dans ses confrontations avec les grands propriétaires terriens. La mise en réseau du Mouvement avec d'autres organisations ainsi que les bonnes relations avec les autorités et l'État sont des piliers importants pour l'organisation. Cela dit, le clientélisme et la corruption sont des ennemis difficiles à combattre dans la recherche de rapports cordiaux et salutaires.

3.6.1 Confrontation avec les grands propriétaires terriens

Le déplacement de la frontière agricole, la recherche de nouvelles terres pour l'élevage et l'augmentation du prix des terres ont accentué la pression des grands propriétaires terriens sur les petits producteurs. Ces grands propriétaires se regroupent au sein de quatre grandes entités rurales. *A priori*, toutes les confédérations rurales sont chapeautées par l'organisation *Confederaciones rurales Argentinas* (CRA). La CRA est une entité qui compte plus de 300 associations rurales dans tout le pays. Ces dernières sont organisées en 14 confédérations et fédérations.

Dans la province de Córdoba, l'une d'elles se nomme CARTEZ qui rassemble les associations rurales de la province de Córdoba, San Luis, La Rioja et Catamarca. Il existe aussi la *Sociedad rural Argentina* (SRA) qui fait partie d'un groupe de sept organisations patronales ayant le plus de pouvoir au pays. On y recense l'Union industrielle argentine, la Chambre argentine de commerce, la Chambre de la construction, la Bourse de commerce, l'Association des banques privées du capital argentin et l'Association des banques de l'Argentine. Une version provinciale de la SRA existe aussi dans la province de Córdoba. Ensuite, il y a la *Federación agraria argentina* (FAA), une organisation patronale de producteurs ruraux. Et finalement, il y a la *Confederación intercooperativa agropecuaria limitada* (CONINAGRO) qui est une organisation qui regroupe le secteur coopératif agricole du pays. Plus directement en contact avec les paysans de la province de Córdoba, on retrouve la *Federación ganadera de Córdoba* (GANACOR), qui concentre et exerce son autorité sur toutes les associations d'éleveurs de bétails de la province.

3.6.2 Avec le gouvernement et les autorités

L'utilisation des programmes publics et les relations avec l'État ont toujours été importantes pour l'organisation. On se souvient que la phase *génératrice* du mouvement a été grandement appuyée par des projets venant de l'État. Le programme de jardins *pro-huerta*, entre autres, est issu du *Programa social agropecuario* (PSA) à l'échelle nationale. À l'échelle provinciale, via le ministère de la Solidarité, quelques projets se prolongent à la phase *fondatrice*. Le MCC ne voit pas l'État comme un ennemi, mais plutôt comme une ressource à mobiliser. L'organisation tente d'obtenir le plus possible de l'État.

À partir de 2003, sous le gouvernement Kirchner, certaines logiques de gouvernance se sont modifiées. Le Ministère de la Sécurité sociale dispose de ressources financières devenues importantes pour de nombreux projets du MCC. Il y

a également eu la *Mesa de Agricultura familiar* qui est devenue un lieu de débat intéressant pour les paysans. On a aussi fondé la *Secretaría de Desarrollo Rural y Agricultura Familiar*. Toutes ces initiatives favorisent les liens, les relations entre le mouvement et l'État.

À l'échelle régionale, de nombreux projets sont en cours avec l'Institut National de technologies agraire (INTA). De plus, toujours à l'échelle régionale, les différentes centrales du MCC ont des liens avec quelques ministères provinciaux qui œuvrent sur le terrain. Il existe aussi les *mesas de tierra* qui est un outil permettant d'approfondir et d'étudier la situation foncière ainsi que de former les paysans sur les droits de possession de la terre. Les acteurs qui y participent sont des représentants de l'évêché et du sous-secrétariat du ministère de la Justice de la province, des juges de la paix de la province et des acteurs des différentes centrales du Mouvement.

Or, lorsqu'il s'agit de faire respecter un ordre judiciaire, de prendre une décision en faveur ou en défaveur des paysans, d'exproprier des occupants ou de mater une occupation de terre, les relations sont plus tendues. La corruption et le clientélisme créent des tensions entre le MCC et les autorités.

3.6.3 Avec les autres mouvements paysans

Le MCC a su apprendre de l'expérience des mouvements paysans qui l'ont précédé. Le MOCASE, le plus vieux et le plus grand mouvement paysan en Argentine, apporte un soutien technique et humain ainsi que des savoirs essentiels à la consolidation du Mouvement paysan de Córdoba. De plus, des programmes de formation offerts par le MOCASE ont permis l'acquisition de techniques de production et de vente.

Il existe également des échanges de produits artisanaux entre le MCC et l'*Unión de trabajadores rurales Sin Tierra* (UST) de la province de Mendoza. Cela

permet à chacune des organisations de varier son offre de produits destinés à la vente sur le marché local. À l'échelle nationale, cette initiative est bénéfique pour le *Movimiento Nacional Campesino e Indígena* (MNCI). Via le MNCI, il existe une synergie importante et efficace qui est primordiale pour le MCC afin de créer un contre-pouvoir permettant d'équilibrer les rapports de force avec les latifundiaires.

Enfin, le Mouvement entretient des liens avec le *Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra* (MST) du Brésil. Comme on l'a vu, cette organisation est importante en Amérique du Sud et elle a su tisser un vaste réseau. Plusieurs paysans du MCC ont eu la chance de se rendre au Brésil pour apprendre de ce mouvement.

Le MCC s'insère aussi dans plusieurs réseaux d'ONG. Le Réseau international des ONG sur la Désertification (RIOD) apporte un soutien technique et du financement au MCC. L'objectif de ce réseau est la défense de la terre et du territoire à travers une coalition internationale pour la terre, et ce dans le cadre de la Convention des Nations Unies de lutte contre la désertification. L'organisation entretient aussi des liens avec quelques organisations urbaines. On parle ici de l'*Organizacion barrial Tupac Amaru*, l'*Agrupacion Anibal Veron* et *Hogar Clase Media*. Le premier regroupement, une organisation à but non lucratif s'attèle à construire, entre autres, des écoles, des maisons et des centres de santé pour les plus démunis. La seconde organisation regroupe des travailleurs désœuvrés qui militent pour de meilleurs plans sociaux et de meilleurs services. Quant au troisième groupe, il est une association civile visant à offrir des logements abordables à la classe moyenne. Toutes ces organisations appuient les revendications du MCC.

3.7 Fonctionnement des communautés

Les communautés qui forment le MCC exercent une gestion communale du territoire. Lorsque possible les exploitations des paysans concernent l'activité

pastorale ou l'élevage bovin. Les terrains ne sont pas délimités, sauf par les bêtes, par la zone de pâture qu'elles couvrent. Mais ce genre d'utilisation du sol est de moins en moins fréquent à cause de la transformation des espaces ruraux imposée par les latifundiaires.

L'habitat est dispersé. Les paysans vivent d'une agriculture de subsistance et vendent les surplus sur le marché local ou à travers un réseau de commerce équitable lié au MCC. Des chemins de terre relient les habitations et les déplacements se font généralement à cheval ou en bicyclette. Un vendeur se déplace en camionnette pour offrir les aliments, la boisson ou autres nécessités qui ne peuvent être générés par la production familiale. Avant le MCC, les échanges entre voisins étaient plutôt rares. Or, le fait nouveau d'être regroupé au sein d'un mouvement favorise les liens entre les résidents et la consolidation des tissus communautaires.

3.8 Réalisations et développement du MCC

La maturation du Mouvement paysan de la province de Córdoba se fait lentement, mais progressivement. Étant bien encadrée par des professionnels, l'organisation élabore divers projets. En travaillant avec les outils de gestion territoriale à leur disposition, en investissant les instances de prise de décision, en approfondissant les relations entretenues avec les autres groupes sociaux et en développant leur capacité de mobiliser les ressources, le MCC parvient à devenir un acteur territorial incontournable.

Figure 3.6 : Lieu de rencontre pour les réunions de délégués de la UCAN



Source : Mathieu Lacombe, juillet 2010.

Ipsa facto, le mouvement devient un acteur de développement local. En dix ans d'existence, le MCC a su créer une synergie forte autour de projets mobilisateurs. Tout d'abord, il a obtenu la reconnaissance juridique. Chaque centrale possède son association dirigée par un président, un vice-président et un trésorier. Or, étant donné la structure horizontale si importante idéologiquement parlant, ces rôles demeurent vacants. De nombreuses consolidations de terres ont atteint leur objectif, c'est-à-dire assurer le droit des occupants sur leur terre. Cela passe par l'amélioration des lieux et le fait de cadastrer les lots afin d'éviter toute controverse quant à l'occupation du territoire. La gestion relative à ces consolidations se fait devant le Ministère de la Justice et d'autres instances étatiques.

Tel qu'ils le disent eux-mêmes, les représentants du MCC tentent de rendre visible l'invisible. Par le biais de la sensibilisation sociale, de l'utilisation des médias, des vidéos, des films et documentaires et des stages en milieu rural conjointement avec l'Université nationale de Córdoba, le mouvement donne une voix et un visage à son organisation. Par exemple, ils ont réussi à obtenir des capsules de 15 minutes à la radio nationale une fois par semaine. Ils aussi ont obtenu une bourse de 300 pesos qui leur est offerte une fois par mois afin d'offrir de la formation permettant de mieux comprendre et utiliser la communication radiophonique.

De plus, le MCC a fondé des écoles paysannes, des écoles de formation et une école de la mémoire historique. Cela permet aux jeunes et moins jeunes d'apprendre les rouages de la vie paysanne, de mieux saisir les enjeux territoriaux, de se réappropriier les savoirs populaires et de forger l'identité paysanne. Cette éducation populaire se fait à travers des ateliers sur la santé, la terre, l'eau et la forêt.

Parmi les démarches visant la consolidation du mouvement, quelques-unes sont à souligner à cause de leur caractère novateur. Tout d'abord, la participation conjointe du MCC et de l'Université nationale de Córdoba dans l'élaboration d'un plan d'aménagement (*ordenamiento territorial*) visant à assurer la gestion durable des ressources. Le travail est approuvé et reconnu par le Ministère de la Justice pour l'aménagement du territoire (*Ministerio de Justicia para el Ordenamiento Territorial*). Ensuite, on note la participation à un fonds rotatif (*fondo rotatorio*) afin de mesurer les espaces occupés et ainsi consolider l'occupation terrienne. Les Fonds rotatifs, comme on l'a vu au chapitre précédent, sont une initiative de trois partenaires. Tout d'abord, il y a le Secrétariat de l'environnement et du développement durable (*Secretaria del medio ambiente y del desarrollo sustentable*), qui est issu du gouvernement national, ensuite, l'Agence allemande de coopération technique GTZ (*Agencia Alemana de cooperacion técnica GTZ*) et finalement, l'INTA, qui coordonne l'ensemble à l'échelle régionale. À partir de ces fonds rotatifs, des discussions sont en cours afin d'offrir la première expérience de

microcrédit aux paysans.

Un autre acquis important est la possibilité d'utiliser *l'amicus curiae*. Ce terme juridique désigne la possibilité pour la juridiction civile d'entendre sans formalité une personne qui n'est ni témoin, ni expert afin d'éclairer un usage local par exemple. Cette personne n'est pas non plus soumise à la récusation. Cela est extrêmement important pour les paysans dans la reconnaissance de leur droit à la terre.

Finalement, en décembre 2010, le MCC a signé une entente qui formalise la relation entre l'organisation et l'Université nationale de Córdoba (UNC). Un plan d'action qui avait été élaboré entre les deux organisations en 2008 a été actualisé afin de travailler de façon intégrale et interdisciplinaire. Cela vise à approfondir certaines lignes d'action comme les bourses pour les programmes d'extension orientés vers des thématiques spécifiques d'intérêt pour le mouvement, tout comme la poursuite de l'aide économique destinée aux étudiants provenant des communautés rurales. Un système de tutorat et d'accompagnement a été mis en place pour les jeunes du milieu rural désireux de poursuivre leurs études à l'université.

La recherche universitaire a aussi été un des points centraux de l'entente. Il a été établi que des recherches se feront en lien avec les thématiques du mouvement en tentant de répondre à leurs besoins. De plus, il est prévu d'organiser des journées dont l'objectif central serait le droit à la terre et à l'habitat. Un groupe mixte de travail sera mis sur pied entre l'institution et le mouvement afin de garantir la formation de niveau supérieur à un secteur traditionnellement exclu des institutions universitaires.

3.9 Une décennie fertile pour le MCC

L'empreinte territoriale des paysans de la province de Córdoba est tributaire d'une soif de justice sociale apaisée par les nombreuses initiatives à caractère social, économique et environnemental. Ces dernières s'inscrivent dans des luttes pour le

droit à la terre, l'accès à l'eau, l'éducation, la protection du milieu naturel et l'inclusion sociale. Le MCC est devenu un acteur territorial important, bien organisé et solidement encastré à l'échelle locale.

L'évolution politique des années 1990 a ouvert des espaces nouveaux pour la participation citoyenne et a permis un désenclavement territorial, social et économique des paysans argentins. Cette mutation spatio-temporelle, n'est pas exempte de problèmes. Le manque de participation de certains membres du mouvement paysan, la recherche constante de ressources financières, la gestion horizontale parfois lourde, la corruption et le clientélisme provoqués par les relations avec l'État, sont tous des problèmes auxquels le mouvement doit faire face. Le prochain chapitre permettra d'exposer l'analyse de notre enquête réalisée au sein du mouvement et de vérifier la validité de nos hypothèses.

CHAPITRE IV

MOVIMIENTO CAMPESINO DE CÓRDOBA : ARTISAN D'UN TERRITOIRE

Nous avons posé l'hypothèse que l'expansion de la frontière agraire liée à l'emprise tentaculaire des multinationales sur le territoire, par le biais du soja génétiquement modifié, altère la structuration sociale des paysans et leur capacité d'autodétermination en métamorphosant les ancrages territoriaux traditionnels. Le Mouvement paysan de Córdoba (MCC) est un mouvement social récent. Ce mouvement d'à peine onze ans d'existence est parvenu à laisser son empreinte sur son territoire d'action. Le chapitre qui s'amorce constituera l'analyse de notre étude de cas. Nous verrons de quelle façon l'espace déstructuré, marginalisé qui bordait les frontières ouest-nord-est de la province de Córdoba s'est restructuré suite à la prise de conscience identitaire d'une population rurale exclue. À travers le modèle du développement par l'initiative locale proposé par Klein (2011a), nous explorerons cette quête de sens née d'un conflit qui a favorisé une identité nouvelle chez les paysans et d'où émerge toute une série de revendications territoriales innovantes instituant un processus local de développement. Ensuite, nous verrons de quelle façon cela génère une conscience territoriale tout en renforçant le capital social. Puis, nous montrerons de quelle façon est mobilisée la communauté locale et comment la concertation et l'*empowerment* instituent une gouvernance territoriale et un aménagement rural repensés. Enfin, nous verrons de quelle façon cela répond à nos questions de recherche.

4.1 Le développement par l'initiative locale : une analyse du MCC

Par l'entremise du modèle de développement par l'initiative locale, voyons comment s'articulent nos concepts. La figure 4.1 illustre de quelle façon l'initiative locale mise sur pied par les paysans stimule un processus de développement.

Figure 4.1 : Le Mouvement paysan de Córdoba (2000-2010)



Source : Inspiré du modèle de repérage des initiatives locales (Klein, 2011a). Conception : Mathieu Lacombe.

4.1.1 Réaction à l'agro-industrie

L'Argentine, contrairement à la majorité des pays sud-américains, n'a jamais entrepris une réforme agraire. Les latifundios, modèle d'appropriation de la terre favorisant les grands producteurs, y sont donc toujours bien présents. De plus, l'ouverture des frontières pour l'importation et l'exportation de produits agricoles, la décentralisation du pouvoir, la priorité donnée aux moyens et grands producteurs exportateurs qui bénéficient d'investissements dans les technologies, etc., ont eu un impact sur les agricultures paysannes en les fragilisant ou bien en les faisant carrément disparaître. C'est dans les années 1970, avec l'expansion de la frontière agricole et l'arrivée des corporations, que la province de Córdoba a été la scène de déplacements et d'expulsions judiciaires de beaucoup de paysans. Pendant cette décennie et jusqu'au milieu des années 1980, on a assisté à une situation « d'exclusion silencieuse » où la violence sociale ne se transformait pas encore en conflit visible parce qu'une des parties ne faisait pas entendre son droit légitime d'occupation des terres (Alfaro, 2000). L'expansion plus récente de la frontière agraire liée au soja transgénique a également accentué les inégalités territoriales et la marginalisation sociale.

« Había un desbalance muy grande del acaparamiento de recursos de un sector sobre el otro en la historia. Entonces, ese desbalance cada vez es más grande y permanentemente avasallador, o sea va siendo un sector sobre el otro¹³ » (entrevue n° 2).

Cette situation a été l'élément déclencheur de l'initiative locale. Elle nous permet d'opérationnaliser le concept de *territoire* qui est ici directement impliqué et sous-jacent à notre analyse. Le territoire devient un enjeu et favorise l'émergence d'actions collectives rurales. Nous verrons dans l'analyse qui suit qu'il devient un

¹³ « Il y avait historiquement un déséquilibre important dans l'accaparement des richesses d'un secteur sur l'autre. Ainsi, ce déséquilibre s'accroît et soumet de façon permanente (les paysans), bref un secteur avance sur l'autre » (entrevue n° 2).

facteur essentiel dans la construction identitaire des paysans du mouvement et de l'appartenance collective qui en résulte.

Dès le départ, le cheval de bataille de l'organisation est lié au droit à la terre qui est fréquemment bafoué par les autorités locales et la sphère juridique. Comme on l'a vu, des enseignants, des ingénieurs agronomes ayant acquis l'expérience du MOCASE et d'autres spécialistes ont assisté les paysans et ont agi en tant que leaders dans la mise en œuvre d'actions collectives rurales. Les décisions sont prises dans une structure horizontale et viennent des demandes et revendications des communautés. L'absence de droits de propriété de la majorité des paysans de la province de Córdoba, la piètre qualité des routes favorisant l'enclavement, le climat semi-aride, l'isolement relatif des espaces de vie, l'autarcie et le manque de ressources sociales sont tous des éléments qui contribuent à l'exclusion des paysans. Les minifundiaires cultivent et produisent de façon similaire depuis des décennies. Cela est en partie lié aux faibles ressources technologiques et financières dont ils disposent. Le système de reproduction qu'ils préconisent et impliquant l'autoconsommation n'offre aucune valeur ajoutée ni à leurs produits ni à la communauté. La vie autarcique implique peu de liens sociaux.

4.1.2 Actions collectives

Le concept d'*action collective rurale* prend ici tout son sens par la portée que lui donne le Mouvement paysan de Córdoba. Différentes revendications sont mises de l'avant en réaction à l'agro-industrie. Tout d'abord, les possessions foncières sont consolidées et occupées, les situations injustes et inégalitaires sont dénoncées à des organisations internationales comme FIAN (Food First Information and Action Network) et l'UNESCO ainsi qu'à une organisation indépendante argentine nommée *Defensor del Pueblo de la Nación*. De plus, afin de véhiculer la problématique territoriale, des stages en milieu rural, des documentaires et des reportages

journalistiques contribuent à frapper l'imaginaire collectif. Des manifestations publiques telles que des marches ou des blocages de routes ont lieu et des ateliers de formation sont offerts. Le Mouvement a également mis sur pied des écoles afin de transmettre aux plus jeunes le savoir historique et paysan (entrevue n° 1, 3, 5 et 10). Ensuite, des projets conjoints sont élaborés avec différents secteurs notamment les universités. Par exemple, l'Université nationale de Córdoba (UNC) a travaillé et travaille toujours co-conjointement avec le MCC dans le but de mettre sur pied un projet de loi sur les forêts primaires de la province. Cela s'inscrit à l'intérieur d'un projet plus vaste d'*ordenamiento territorial* (aménagement territorial) qui inclut les paysans. Grâce à ces appuis universitaires, entre autres, le Mouvement renforce sa capacité d'action et décuple ses responsabilités avec lui-même et l'Université devient à son tour un espace de lutte et de construction (entrevue 8).

Cette capacité de produire soi-même les conditions nécessaires à sa propre reproduction à travers les actions collectives est le reflet même des nouveaux mouvements sociaux. Cette action permet de préserver le tissu culturel porteur d'identité, mais également de favoriser l'action collective rurale, cette volonté d'agir au service de toute une communauté dont le mode de vie est menacé. Dès lors, la ruralité, représentant une série de constructions socioculturelles, prend ainsi vie à travers ces initiatives locales.

Toutes ces actions valorisent les concepts d'*espace rural communautaire* et d'espace vécu ce qui favorise le capital social. Ainsi se construit un contre-pouvoir permettant d'assurer l'autodétermination des paysans. Nous verrons plus loin de quelle façon opère ce contre-pouvoir.

4.1.3 Mobilisation des ressources

Une phase importante dans le développement de l'action collective du MCC a été celle de rallier des éléments susceptibles de répondre aux attentes des membres de l'organisation. Une des premières ressources mobilisée par le mouvement a été l'érection de locaux communs permettant de tenir les rencontres intercommunales. Ces locaux sont devenus des lieux de référence et de convergence.

Il n'existe pas de critères spécifiques d'admission des membres dans le mouvement. Tout paysan peut joindre le MCC. Une rencontre aura lieu avec lui s'il n'est pas connu, sans plus. « *Es una organización abierta, uno los recibe, vienen a la reunión, y siempre hay mucha gente y a la gente le gusta que uno hable por lo de uno, por los campesinos y por la verdad*¹⁴ ». Il n'y a pas d'obligations à participer aux réunions. L'implication de tout un chacun est variable, même qu'il est difficile pour certains de s'impliquer.

« [...] *no todo el mundo quiere participar, no todo el mundo quiere ser delegado, a veces son delegados y no van a las reuniones, y a veces no es fácil reunirse cuando uno no tiene en que salir desde el campo, no tiene con quien dejar los animales, no tiene con quien dejar los hijos, no tienen movilidad, no hay transporte público, o sea, es re difícil hacer las cosas es re difícil, cada reunión es ir a buscar gente de otra comunidad traerlos, llevarlos*¹⁵ ».

Par ailleurs, le MCC ne voit pas le gouvernement comme un ennemi, mais plutôt comme une ressource à mobiliser. L'organisation tente d'obtenir le plus

¹⁴ « C'est une organisation ouverte, quelqu'un les reçoit (les nouveaux arrivants), ils viennent aux réunions et il y a toujours beaucoup de gens et ceux-ci aiment quand quelqu'un parle au nom de tous, pour les paysans et pour la vérité » (entrevue n° 3).

¹⁵ « [...] ce n'est pas tout le monde qui désire participer, qui désire être délégué. Parfois, ils sont délégués, mais ne vont pas aux assemblées. Et parfois, il n'est pas facile de se réunir quand une personne n'a pas de moyen de transport pour se déplacer, quand elle n'a pas quelqu'un pour s'occuper des animaux, des enfants, etc. Il y a peu de mobilité possible, il n'y a pas de transport en commun, c'est très difficile de faire les choses, très difficile. Chaque réunion exige d'aller chercher les gens des autres communautés » (entrevue n° 10).

possible de l'État. Ayant parlé avec des membres du mouvement et des représentants de l'Institut national de technologie agraire, nous avons remarqué que les relations sont, en général, bonnes. Tout dépend de qui est en charge dans les bureaux de l'INTA. C'est que ces derniers ont des centres autonomes de recherche dans différents départements de la province (entrevue n° 9).

Cette difficile lutte pour la terre est entrelacée de combats tout aussi importants comme le droit à l'éducation, au travail, à l'eau, aux forêts, à des aliments de qualité et tout ce qui peut favoriser leur émancipation et leur pérennité sur l'espace qu'ils occupent depuis plusieurs générations. Ainsi, sont exigées l'égalité et la justice devant la loi pour les nombreuses communautés composant le mouvement. C'est grâce à l'aide de nombreux alliés tels que les universités et de divers professionnels regroupant des avocats, des médecins, des ingénieurs agronomes, des enseignants et des travailleurs sociaux que les actions du MCC prennent corps. La capacité de mobilisation sans cesse plus imposante et la détermination démontrée par le mouvement attirent la sympathie collective et fait en sorte que de plus en plus de paysans se joignent à l'organisation.

Ainsi, les leaders peuvent guider les paysans afin de mobiliser du financement autant public que privé (ONG), des appuis sociaux (autres organisations, MNCI) et d'autres spécialistes issus de divers secteurs. Comme nous venons de le voir, l'articulation de ces ressources permet de d'alimenter le concept de *gouvernance territoriale* par les interactions locales qui en résultent (nous y reviendrons plus loin).

4.1.4 L'appartenance paysanne : une revendication identitaire

La solidarité nouvelle qui émerge est liée aux concepts d'*identité* et de *paysan* influencés par les concepts d'espace vécu et d'espace communautaire.

Ainsi, le MCC ne remet pas en cause la propriété privée, comme le fait le

Mouvement des sans-terre bolivien par exemple. C'est que les paysans argentins sont propriétaires du territoire qu'ils occupent en vertu de la loi des vingt ans. Cette dernière, comme on l'a vu, accorde la propriété foncière à quiconque occupe un terrain depuis au moins vingt ans de façon pacifique et ininterrompue. L'espace devient ainsi la structure territoriale à travailler afin d'éviter l'exploitation et la domination. Les paysans ont même commencé à clôturer leurs champs, une pratique complètement nouvelle pour eux ayant toujours pratiqué l'élevage au milieu de champs communautaires. Ainsi, la notion de propriété devient essentielle dans la lutte pour la terre. Or, cette terre est bien davantage qu'un moyen de production, il s'agit d'un mode de vie.

S'appuyant sur certains programmes de l'INTA tels que le *pro-huerta* (jardins communautaires), le MCC allait instrumenter le droit à la terre comme stratégie de lutte. Cela est d'autant plus important étant donné que l'INDEC ne prend pas en considération dans sa définition de « producteur » un paysan qui dédie ses récoltes à la consommation strictement familiale. Ensuite, il est important de rappeler que le Code civil argentin et la Loi provinciale de terres fiscales et de colonisation s'appuient sur une définition de la propriété inspirée du modèle de la Pampa humide et de son agriculture industrielle. La clôture devient ainsi primordiale à la reconnaissance légale de la propriété. Dès lors, tel que l'on peut le constater le mouvement vient poser un éclairage sur une frange de la population qui occupait plusieurs zones grises au point de vue de la législation. L'attachement au sol et le sentiment d'appartenance paysan s'en trouvent immédiatement valorisés.

D'un autre côté, l'utilisation du vocable *campesino* (paysan) est utilisée par tous les intervenants rencontrés. Ils se définissent ainsi et non comme des agriculteurs familiaux ou des petits producteurs. L'un des cris de ralliement fréquemment utilisé renforce cette utilisation du mot paysan : « *Quienes somos? Campesinos! Que queremos? Tierra, trabajo, justicia!* » (Qui sommes-nous? Paysans! Que voulons-nous? Terre, travail, justice!). Cette position est fortement identitaire face à un État

qui n'utilise pratiquement jamais ce mot, comme nous le rappelle un répondant (entrevue n° 4). D'ailleurs, dans nos entrevues, la seule personne qui n'a jamais utilisé le mot paysan (*campesino*) est un ingénieur agronome travaillant dans l'agrobusiness et rédacteur en chef d'une revue spécialisée dans l'agriculture industrielle (entrevue n° 7). Ce répondant ne parlait pas de paysans, mais bien de pauvres (*los pobres*).

Une autre particularité éminemment rassembleuse porte sur certaines situations conflictuelles survenues dans les communautés. Le cas de Ramona Bustamante dont il a été question au chapitre trois agit, entre autres, comme le fer de lance de l'identité paysanne de la province de Córdoba. Son cas revient fréquemment dans les entretiens formels et informels que nous avons eus (entrevues n° 1, 2 et 3). « *Los gringos compran y alambran si no estaban con titulo. Mucha gente se identifican al caso de Ramona como sabes*¹⁶ » (entrevue n° 1). Elle est devenue médiatiquement connue dans tout le pays et c'est elle que l'on retrouve sur l'étendard du Mouvement (figure 4.1). À travers elle se diffuse et se renforce l'identité paysanne pas seulement à l'intérieur même du MCC, mais également au sein de l'imaginaire collectif argentin. Le paysan devient un acteur davantage combatif, engagé et conscient des enjeux qui l'entourent.

¹⁶ « *Les gringos (étrangers) achètent et clôturent si les paysans n'ont pas de titres de propriété. Beaucoup de gens s'identifient au cas de Ramona, comme tu sais* » (entrevue n° 1).

Figure 4.2 : Étendard du Movimiento Campesino de Córdoba



Source : Mathieu Lacombe, juillet 2010.

Dès lors, les paysans du MCC perçoivent les producteurs de soja comme un ennemi. Comme les grands propriétaires n'habitent pas l'espace qu'ils cultivent, les voisins qui ont décidé de travailler pour eux en louant leur terre sont bien souvent très mal perçus par leur entourage et la communauté. Et ce scénario existe plus souvent que l'on pourrait le penser.

« Si vos en lugar de asociarte o laburar con tu compañero de comunidad vas y te alias con una empresa, la empresa es un enemigo, sobre todo por el derecho a la tierra, o sea si vos no reconoces tu vecino, como un compañero que tiene derecho a vivir donde vive por mas que no tenga titulo y esto, y vos te aliás con una empresa y te dan la razón en la empresa entonces, chao! Y hay mucha gente que hace eso¹⁷ » (entrevue n°6).

¹⁷ « Si toi, à la place de t'associer ou de travailler avec ton compagnon de communauté, tu décides de t'allier avec un sojero, tu vas être un ennemi. Et par-dessus tout dans le contexte de la lutte pour la terre. Si tu ne reconnais pas ton voisin comme un compagnon qui a le droit de vivre où il vit tout en

Or, la perception territoriale entre les grands propriétaires terriens et les paysans est bien différente. Les premiers voient la propriété terrienne comme un acte inexpugnable. Les seconds, même lorsqu'ils perdent un procès, vont continuer à percevoir la terre comme un droit qui leur revient et qui peut leur être rendu. Ils ont développé cette sensibilité identitaire qui les rattache étroitement au sol.

Ainsi, l'arrivée dans la cour des paysans de la province de Córdoba de l'agriculture industrielle est l'élément déclencheur d'une prise en compte de leur propre identité. Une corde identitaire vibre impulsée par le contraste technicosocial issu de l'agrobusiness. C'est le statut même des acteurs qui est remis en cause. Le partage d'une situation conflictuelle commune unit les habitants plus que jamais auparavant. « [...] *somos todos compañeros, somos todos amigos, somos todos una familia* » (nous sommes tous compagnons, nous sommes tous amis, nous sommes tous une famille) (entrevue n° 3). Une identité projective s'installe peu à peu. Nous avons insisté sur le concept d'identité projective comme étant stimulée par un projet commun local impliquant des échanges entre les acteurs ruraux. En ce sens, une ligne directrice idéologique et un discours commun aux acteurs sont adoptés proposant ainsi les assises d'une identité propre au mouvement.

De là, la revendication fondamentale du MCC est la défense de la terre dont l'utilisation est communautaire afin d'y permettre un accès universel et non privilégié. Cela assurant aux paysans d'y pratiquer une activité économique destinée au marché local, d'obtenir la sécurité alimentaire et d'améliorer leur condition de vie. De plus, la terre est pour les paysans bien plus qu'une charpente utilitaire. Elle est la courroie de transmission de toute une culture, un mode de vie, une identité, qui maintiennent en vie les nombreuses communautés qui la composent. Il s'agit d'un élément fondamental au « *buen vivir* » (bien vivre), revendiquant un système juste et en harmonie avec l'environnement. Le sol est tout ça, mais également un « ciment »

sachant qu'il n'a pas de titre de propriété et que tu t'allies avec un *sojero* et lui donnes ainsi raison, ciao! Et il y a plusieurs gens qui le font» (entrevue n°6).

permettant la cohésion des communautés, favorisant l'épanouissement collectif. Une identité spatiale, que nous avons définie comme l'identification des acteurs à un espace, est ainsi peu à peu développée.

Comme on vient de le voir, la solidarité paysanne naît de la réaction à l'agro-industrie, mais également du territoire qui devient une plateforme pour les acteurs qui l'occupent. La mobilisation citoyenne favorise cette solidarité locale par le projet social qu'elle porte : transformer les communautés pour assurer leur dynamisme et leur développement afin de freiner l'exode rural et de rompre l'isolement des régions impliquées dans la lutte pour le droit à la terre. L'attachement au sol qui se galvanise ainsi attise le sentiment d'appartenance paysan. Dès lors, le concept d'*espace rural communautaire*, que nous avons défini comme étant les interactions des habitants d'un espace rural, interpelle le concept d'*espace vécu*, car les perceptions (représentations) et pratiques de ceux qui l'habitent se métamorphosent. Conformément à nos questions et hypothèses, c'est de cette façon que se construit tranquillement une appartenance sociale renouvelée. Voyons maintenant comment cela se matérialise grâce à cette intégration sociale des communautés paysannes.

4.1.5 Conscience territoriale

L'identité paysanne est fortement liée au territoire. Le mot territoire revient dans la plupart des entrevues (entrevues n° 4, 6, 7, 8, 9 et 10). Or, seulement un paysan l'a utilisé. Les autres l'ayant employé sont, soit des avocats, des ingénieurs agronomes, des travailleurs sociaux et des enseignants. Cela démontre l'impact qu'ont ces professionnels (*técnicos*) sur l'édification d'une conscience identitaire ancrée localement, enracinée profondément au sein même des territoires ruraux. Cela affecte directement l'affiliation des membres du mouvement. Ainsi, les documents internes du MCC parlent de territoires paysans (*territorios campesinos*). Bref, la

valorisation territoriale est une stratégie interne venant des professionnels qui aiguillent le mouvement paysan.

Ipso facto, le Mouvement mentionne que « *la construcción de territorio es la construcción de la resistencia*¹⁸ ». Une conscience territoriale émerge ainsi. Les stratégies initiales visent à donner de la visibilité au MCC, à clôturer les terres et à trouver des appuis dans la société civile, mais également au niveau étatique. De même, non seulement la légitimation foncière devient-elle essentielle mais, en plus d'avoir une portée existentielle, on tente aussi de lui donner une vocation économique et sociale. Le travail productif devient valorisé ce qui permet un décroisement des populations paysannes participant à l'intégration sociale des communautés. Cela s'exprime éloquemment à travers l'un des cris de ralliement du mouvement : « *Somos tierra para alimentar al pueblo* » (Nous sommes la terre pour nourrir le peuple).

Dès lors, pour le Mouvement paysan de Córdoba, l'espace géographique devient un enjeu fondamental. De là nous pouvons parler de cette organisation comme d'un mouvement socioterritorial. Il tente par son action de transformer l'espace, d'en produire un nouveau. Cela s'opère par les pratiques socioterritoriales innovantes qui remettent en cause le concept d'aménagement rural proposé par le système néolibéral ainsi que toute la structure sociale qui accompagne ces mutations. Bref, il s'agit d'une appropriation sociale de l'espace visant sa redéfinition.

Le degré d'implication des acteurs et leur aptitude à produire l'espace et à se réappropriier le territoire dépendent directement de leur prise de conscience de la dimension spatiale des objectifs, des enjeux et des actions qui sont déployés. Ainsi, certains mentionnent que plusieurs plantes, animaux et produits du terroir disparaissent par l'agriculture industrielle et tous les intrants qu'elle nécessite (fertilisants, herbicides) (entrevues n° 2 et 4). D'autres abordent la perte de chemins qui facilitaient les déplacements en milieu rural (entrevues n° 1, 2 et 5). La centrale

¹⁸ « La construction du territoire est la construction de la résistance » (documents internes du MCC).

APENOC mentionne l'utilisation inégalitaire des ressources en eau par les grands propriétaires qui usent de leur influence afin de contrôler le débit du barrage Pichanas (entrevues n° 3 et 4). Bref, le fait de nommer les situations spatiales conflictuelles n'est pas déterminant en soi dans l'analyse du degré d'implication des paysans. Cependant, tous posent un regard rigoureux et éclairé sur les enjeux spatiaux auxquels ils sont confrontés. Cette capacité repose entre autres sur la connexion du mouvement à des réseaux globaux, ce qui élargit les horizons des acteurs. Cela se traduit par un élargissement de l'espace d'action du MCC, c'est-à-dire qu'il cherche maintenant des appuis ne se limitant plus seulement à l'échelle locale des communautés. Des appuis régionaux, nationaux, voire même internationaux sont revendiqués. Cette ouverture témoigne de la transformation concrète de l'espace vécu et perçu par les paysans.

« Estamos en este momento de la organización como movimiento campesino, [...] de empezar a tomar esta herramienta que hemos aprendiendo en todos estos años, para avanzar, para avanzar en una mejor calidad de vida, para avanzar en el territorio, en el territorio que no esta ocupado hoy.¹⁹ » (entrevue n° 6)

Bref, cette nouvelle conscience territoriale redéfinit la structuration sociale même des paysans. Elle permet une reconstruction du tissu social qui devient ainsi un tremplin stimulant toute une série de nouveaux rapports socioterritoriaux. Cela favorise ainsi une re-territorialisation. Ce concept de *territorialisation* a été défini comme l'appropriation de l'espace par les nouvelles pratiques socioterritoriales. Ainsi, le concept de capital social que nous décrivons comme les organisations, structures et relations érigées entre les individus d'une communauté est stimulé, ce qui interpelle et nourrit l'action collective tout en favorisant, comme le soutiennent nos hypothèses, l'empowerment et la concertation.

¹⁹ « Nous sommes au moment où l'organisation comme Mouvement paysan commence à prendre cet outil que nous avons appris à utiliser au cours des années afin d'avancer, d'avancer vers une meilleur qualité de vie, d'avancer sur le territoire, sur le territoire qui n'est pas encore occupé aujourd'hui. »

4.1.6 Concertation/Empowerment

Comme on l'a vu, il se développe une prise de conscience des enjeux, des exigences et des situations conflictuelles par la classe paysanne. Cela se traduit par le fardeau des responsabilités. Or, c'est exactement ce que revendique le Mouvement paysan de Córdoba. Il s'agit d'une capacité d'agir renouvelée, d'*empowerment* de l'échelle locale qui permettent de négocier et de prendre des décisions ce qui ouvre tout un champ d'action en matière de changement, de développement et de concertation.

De nombreuses initiatives de concertation sont mises en place afin de créer un contre-pouvoir permettant d'assurer la propre reproduction des acteurs. On pense ici à la *Mesa de Tierras* (Table pour les terres) qui est un espace valorisant le concept de gouvernance territoriale et impliquant plusieurs acteurs de tout acabit : l'Église, des équipes juridiques, le mouvement paysan et des ONG. De plus, il existe des consultations juridiques, litiges, ateliers et formations liés au territoire. L'espace devient ainsi réfléchi, décortiqué et réapproprié. « *El Movimiento quiere hacer el campo nuestro*²⁰ » (entrevue n° 2).

Ce nouveau rôle qui a été conquis se manifeste entre autres par les relations entre l'État et le mouvement. Ce dernier a donné une voix aux paysans et ils s'en servent afin d'être, tout simplement, et afin d'assurer cet état de fait. D'acteurs exclus et déstructurés, ils transitent vers un rôle combatif, engagé et lucide.

« *Podemos decir somos el movimiento nacional campesino indígena, nos podemos mostrar y discutir de política con el estado, ahora vamos por el, vamos a avanzar porque si no, te quedas con lo que estas [...] y bueno nuestro ideal, ahí queremos ir para adelante*²¹ » (entrevue n° 6).

²⁰ « Le Mouvement veut faire en sorte que la campagne soit nôtre » (entrevue n° 2).

²¹ « Nous pouvons dire nous sommes du Mouvement national paysan et indigène, nous pouvons montrer et parler de politique avec l'État, maintenant nous allons vers lui. Nous allons en avançant parce que sinon tu demeures ce que tu es [...] et notre idéal, c'est d'aller vers l'avant » (entrevue n° 6).

Ainsi, l'utilisation des programmes publics et les relations avec l'État ont toujours été importantes pour l'organisation. Une sorte de densification institutionnelle s'opère. Mais toujours en étant conscient de ne pas perdre de vue ses idéaux et son identité.

« Si es que uno obtiene esa plata y después la utiliza con la lógica que tiene la organización y con las oficinas que tiene la organización, o sea el hecho de percibir plata no significa que vas a hacer lo que vas a hacer, claro de ninguna manera vos recibes la plata y vos haces lo que quieres después, les presentas un resultado de lo que ellos quieren escuchar pero vos te manejas acá dentro como vos quieres, siempre es así. Así es como lo hace este movimiento en particular. Y como lo hacen un montón de movimientos sociales en Latinoamérica. Vos recibes la plata porque la necesitas y además porque también hay una idea de que, porque te puede pasar los recursos del estado que son para sectores populares, porque, si no, se quedan ahí, y a utilizarlos con la lógica de los movimientos sociales que no son las mismas lógicas que el estado, son otras lógicas. Ves todo lo que se pueda sacar de ahí y hay que sacarlo, claro, están ahí y hay que aprovecharlos; además son formas que uno tiene para hacer de construcción, si no no se puede, es muy difícil, es imposible funcionar sin dinero²² » (entrevue n° 10).

Enfin, les paysans sentent qu'ils ne sont pas représentés équitablement. Par exemple, les résultats des procès sont rarement positifs pour le mouvement parce que le droit est conservateur, les juges sont conservateurs, parce que la logique de la légalité défend avant tout la propriété privée. En ce sens, il est permis de dire que les relations sont parfois houleuses entre les différents secteurs susmentionnés.

²² « On obtient l'argent et ensuite on l'utilise selon la logique qu'entretient l'organisation et avec les bureaux (centrales) de l'organisation. Le fait de percevoir de l'argent ne veut pas dire qu'il faut faire ce que ceux qui la donnent te disent de faire; d'aucune façon. On reçoit l'argent et on en fait ce que l'on veut ensuite. On leur présente un résultat qui leur convient, qu'ils veulent bien entendre, mais on s'est servi de l'argent, de l'intérieur, comme bon nous semblait. C'est toujours comme ça. Et c'est de cette façon que fonctionne un grand nombre de mouvements sociaux latino-américains. On reçoit l'argent parce qu'on en a besoin et, de plus, ces ressources de l'État sont pour les secteurs populaires. Il faut utiliser l'argent avec la logique des mouvements sociaux qui n'est pas la même logique que l'État, c'est d'autres logiques. Il faut voir tout ce que l'on peut tirer de là et l'obtenir. Les fonds sont là, il faut en profiter. De plus, c'est une façon d'attiser la construction. Sans cela, c'est difficile, c'est impossible. On ne peut fonctionner sans argent » (entrevue n° 10).

Cependant, lors de notre étude de terrain, la situation semblait avoir été entendue par le gouvernement national. Comme on l'a vu dans les chapitres précédents, il existe quelques programmes étatiques ayant comme objectif l'amélioration des conditions de vie des familles paysannes. Or, ces politiques demeurent plutôt frileuses. Comme nous l'a dit un représentant de l'INTA, « *hay una real voluntad de mantener los campesinos en el campo [...] pero en los hechos no es tan así [...] pero el fondo de las políticas no está favoreciendo eso*²³ » (entrevue n° 9)

De là l'importance d'une concertation dont les principales revendications proviennent de l'échelle locale et se diffusent vers les échelons de gouvernance supérieurs, malgré les obstacles au niveau municipal, ce qui oblige à contourner les échelles (le phénomène du *scale jumping*).

« *Yo creo si vamos de lo mas local hacia arriba, la relación más difícil esta en el estado, o sea en el municipio, es malísimo. No hay ninguna relación... La provincia, o sea, nos sentamos, charlamos pero igual, o sea, no es la intención. El estado nacional por ahí, el gobierno Kirchner, como que ha abierto un poco el juego. O sea, el campesino, derechos humanos, todo eso, ha hecho más cosas.*²⁴ » (entrevue n° 4)

Ensuite, le mouvement tente également, par l'influence sur les acteurs publics, de développer le marché local afin de valoriser la souveraineté alimentaire et d'assurer un poids économique au mouvement (entrevues n° 1, 2, 6 et 10). Ainsi, cette capacité d'agir décuplée découle principalement, comme on l'a vu, du capital social. La gouvernance territoriale que nous avons décrite comme la capacité des acteurs locaux à se mobiliser et se prendre en charge en vue de s'immiscer dans le développement local est ici interpellée. En effet, les initiatives à caractère social,

²³ « Il y a une volonté réelle de maintenir les paysans en campagne, [...] mais dans les faits ce n'est pas vraiment la réalité, [...] parce que le fondement même des politiques ne favorise pas cela » (Entrevue n° 9).

²⁴ « Je crois que oui, nous allons du local vers le haut. La relation la plus difficile est au niveau de l'État quoiqu'au niveau municipal elle soit très mauvaise. Au niveau provincial, on s'assoit, on parle, mais il y a peu de volonté. À l'échelle nationale, le gouvernement Kirchner a ouvert un peu le jeu. Au niveau du paysan, des droits humains, tout ça, il a fait plus de choses. »

environnemental et économique des paysans du MCC témoignent d'une volonté de transformer leur milieu en s'occupant des problèmes occasionnés par la pauvreté, l'exclusion et la dégradation du milieu naturel. La société civile se mobilise autour de projets communs donnant de la vigueur au milieu et traçant les pourtours d'une première forme de désenclavement territorial. Bien que tous les projets ne soient pas garants d'une réussite, ils permettent cependant de mettre au jour les innombrables défis devant être relevés afin de favoriser un aménagement rural inclusif sur le territoire. Cela prend forme grâce à différents acquis mobilisables insufflés par l'organisation.

4.1.7 Acquis mobilisables

Ultimement, le mouvement aspire à une autonomie, une autodétermination passant par une réforme agraire intégrale, c'est-à-dire impliquant les volets sociaux, économiques, politiques et environnementaux. Ils ne veulent pas de charité gouvernementale parce qu'ils sont pauvres. Ils désirent devenir un secteur économique viable (entrevue n° 6).

Solidement attaché au territoire, le Mouvement paysan de Córdoba travaille à faire de l'échelle locale la plateforme instigatrice du changement et assurant sa pérennité. La sempiternelle réappropriation du territoire porteuse de nouvelles territorialités doit se faire au prix de nombreux combats, défis et enjeux impliquant différents acteurs. Le leadership de communautés rurales exclues, marginalisées et qui ont été trop longtemps invisibles insuffle une vigueur sans précédent aux petits paysans de la province de Córdoba tous unis sous une identité renouvelée au niveau local.

Toutes les revendications et décisions qui sont véhiculées aux échelons supérieurs sont prises en communauté, au sein du territoire même par un processus de gestion collective. Dès lors, une idée d'aménagement rural émerge inspirée du

nouveau rapport au territoire acquis. Le concept d'aménagement rural vient ainsi boucler la boucle du modèle du développement par l'initiative locale. En effet, nous avons décrit ce concept comme les tentatives d'identification des problèmes (réaction à l'agro-industrie), d'organisation des ressources (mobilisation des ressources) et d'actions générées dans les régions rurales (actions collectives rurales) dans le but de diversifier la base économique, de chercher un ordre social plus égalitaire (solidarité paysanne) et de maintenir un environnement sain (conscience territoriale). C'est ainsi que par l'empowerment et les acquis mobilisables, une gouvernance territoriale émerge et favorise l'aménagement rural par l'initiative locale.

4.2 Difficultés et défis liés à l'initiative locale du MCC

Assurément, bien que plusieurs acteurs locaux participent au virage revendiqué par les paysans afin de freiner et d'altérer les changements en cours dans la structure agraire locale, ils ont également ouvert la voie à des initiatives plurielles. Actuellement, plusieurs projets sont mis de l'avant dans plusieurs axes différents : projet de glace solaire, projet de microcrédit, groupes de formation, soutien juridique, savoir agronomique, droits à l'éducation, etc. La volonté est les idées sont là. Mais, l'organisation rencontre des difficultés dans la convergence de ces projets et leur organisation.

Les différentes centrales du MCC n'ont pas de démarches territoriales claires à l'échelle provinciale facilitant la fédération des initiatives locales. De même, il serait bénéfique d'appuyer cette démarche territoriale par une volonté politique forte et affirmée. Or, comme on l'a mentionné un fonctionnaire de l'INTA (entrevue n° 9) les politiques publiques ne favorisent pas cette synergie entre les acteurs paysans de la province. La réforme agraire intégrale pourrait permettre cette cohésion si elle est issue d'une gouvernance territoriale inclusive favorisant « l'alliance d'acteurs de différentes catégories, de différents niveaux, qui au-delà de leur hétérogénéité,

contribuent ensemble à la définition d'actions communes et de projets collectifs » (Chia et al., 2008, p. 170).

Finalement, la majorité des difficultés rencontrées par le MCC sont liées au manque d'expérience politique et entrepreneuriale des leaders professionnels qui composent le mouvement. Aucun intervenant que nous avons rencontré ne possède de formation politique ou économique susceptible de faciliter la mise en application de certains projets de développement.

4.3 Le MCC, modelleur d'espace et artisan du territoire

L'expansion de la frontière agraire accompagnée par les monocultures de soja transgénique a levé le voile sur une population rurale jusque-là invisible dans la province de Córdoba en Argentine et mené à la création du *Movimiento campesino Córdoba*. Nous croyons que ce phénomène a transformé radicalement l'espace rural et a forcé les paysans à modifier leur perception de cet espace et à se le réapproprier. Cela façonne un tout nouveau rapport au territoire, une toute nouvelle territorialité. Ainsi, notre hypothèse à cet effet se voit validée. Aujourd'hui, l'organisation paysanne que nous avons étudiée est un mouvement socioterritorial tentaculaire ayant des réseaux très vastes et des appuis de plusieurs acteurs, et ce, à plusieurs échelles. Les pratiques socioterritoriales innovantes ont permis l'atteinte de nombreux objectifs. Les paysans réussissent à obtenir l'écoute et le respect de la classe politique. Cela se transpose, comme le stipulait notre hypothèse, par un lien identitaire renouvelé avec le territoire d'une classe paysanne solidaire, ce qui stimule la conscience territoriale, construit le capital social et favorise donc son autodétermination par l'*empowerment* et la concertation. Cette reterritorialisation fortement enracinée à l'échelle locale est soutenue par une base communautaire territorialisée. Les actes de l'organisation s'expriment du local au global. Or, c'est à

l'échelle locale que prend tout son sens l'identité nouvellement acquise et permet à celle-ci son affirmation. « *Qué somos? Campesinos!* » (Que sommes-nous? Paysans!). L'échelle locale devient ainsi un tremplin identitaire favorisant une impulsion importante aux paysans de la province de Córdoba en Argentine.

CONCLUSION

L'objectif de ce travail consistait à comprendre et analyser l'action collective rurale des paysans marginalisés de la province de Córdoba en Argentine. Ainsi, nous nous sommes intéressés aux transformations que connaît cette province. Plus spécifiquement, notre attention s'est posée sur les enjeux socio-territoriaux liés à l'agro-industrie et au soja transgénique de même qu'à l'expansion de la frontière agricole qui en découle. Notre démarche a été guidée par un questionnement sur la transformation des communautés paysannes, sur les effets de la mutation sociale sur leur autodétermination et donc sur le développement local, ainsi que sur la métamorphose du lien relationnel paysan avec le territoire.

Pour ce faire, nous avons étudié le cas du Mouvement paysan de Córdoba et des actions collectives rurales déployées par les paysans qui s'y rattachent. Par la suite, nous avons décomposé l'initiative locale afin de présenter les différentes stratégies déployées par les acteurs ruraux afin de voir de quelle façon l'identité renouvelée et la re-territorialisation favorisent l'inclusion et le développement rural. Cela avec l'intention de vérifier notre hypothèse de recherche voulant que le tissu social se consolide par l'émergence de réseaux locaux initiés par le mouvement paysan, ce qui favorise une nouvelle perception du territoire et donc, renforce l'autodétermination des acteurs locaux en transformant les ancrages territoriaux traditionnels.

À travers ce travail, nous avons présenté plusieurs concepts permettant d'évaluer et de cerner les initiatives locales que l'on retrouve dans le MCC. De plus, l'utilisation du modèle de l'initiative locale élaboré par Klein (2011a) a été l'outil permettant la compréhension et l'analyse du mouvement.

Nous avons utilisé le concept de paysan afin de bien cerner l'objet de notre étude. Il nous a permis d'analyser les initiatives des acteurs ruraux de la province de

Córdoba et de mettre en lumière les particularités de ces derniers. Nos résultats montrent que l'identité paysanne s'est transformée. De là émerge une vision territoriale renouvelée qui permet la mise sur pied d'initiatives locales innovantes et propices au développement. Le fait que les paysans soient de plus en plus nombreux à joindre le mouvement témoigne de leur volonté à assurer un leadership communautaire. Ainsi, ces néo-paysans plus combattifs, engagés et conscients des enjeux territoriaux renouvellent leur structure sociale, ce qui ouvre la voie au développement des communautés.

Afin de vérifier notre hypothèse voulant que la réaction à l'agro-industrie altère la structuration sociale des paysans, nous avons tenté de comprendre comment une solidarité paysanne émerge par l'entremise du MCC et renforce ainsi le sentiment d'appartenance paysan. Ce sentiment d'appartenance lié au rôle même de l'acteur comme paysan nous a permis d'opérationnaliser le concept d'identité. Notre interprétation de l'identité s'est centrée sur l'espace et les projets communs locaux nécessitant des échanges entre les acteurs ruraux. Ainsi, on a pu voir que l'identification des paysans du mouvement à un espace commun renforce leur sentiment d'appartenance. Nous avons utilisé le concept d'espace vécu, sous l'angle des perceptions, pratiques et représentations spatiales, pour montrer que l'organisation paysanne et les nombreuses interactions qu'elle génère stimulent une identité projective. Nous avons pu dégager la place de l'identité comme une condition d'émergence de lieux forts correspondant ici à l'espace rural en restructuration. Cela dit, on a vu que cette mutation identitaire favorise l'attachement au sol et le sentiment d'appartenance paysan qui sont implicitement liés à la solidarité paysanne nouvelle que l'on retrouve dans les communautés du mouvement.

Après quoi, nous avons démontré que cette transformation sociale, ce raffermissement du tissu social par les pratiques socioterritoriales innovantes, construit et nourrit le capital social et ultimement favorise une re-territorialisation. Nous avons présenté le capital social comme étant associé aux structures

organisationnelles et aux relations érigées entre les individus d'une communauté. De là, nous avons démontré l'émergence d'une conscience territoriale renouvelée englobant les sphères sociales et environnementales, et ce, à différentes échelles. C'est l'appartenance à des réseaux globaux qui favorise cet éveil multiscalaire. Cela s'exprime par un élargissement de l'espace d'action du MCC. Ce mouvement cherche maintenant des appuis ne se limitant plus seulement aux communautés locales. Des appuis régionaux, nationaux, voire même, internationaux, sont revendiqués.

Ainsi, nous avons pu démontrer que ce capital social et cette territorialité renouvelée renforcent l'empowerment et la concertation des acteurs ruraux. De là émergent des acquis mobilisables comme la gestion collective et le leadership communautaire stimulant le développement et l'intégration des communautés paysannes. Nous avons utilisé les concepts de gouvernance territoriale et d'aménagement rural afin de renforcer la validation de nos hypothèses. Nous avons insisté sur l'importance des acteurs locaux et leur capacité à se mobiliser et à assurer leur autodétermination. Corollairement, la perception renouvelée du territoire et de la solidarité paysanne viennent directement de la diversification du rôle et des objectifs des centrales de chaque communauté. La lutte pour le droit à la terre demeure une priorité, mais de nombreuses autres actions ou projets à vocation sociale ou économique émergent. Ainsi, ce dynamisme issu du travail incessant visant à répondre aux enjeux territoriaux favorise cette appropriation des mécanismes de gouvernance et interpelle l'aménagement rural. Ce dernier concept a été utilisé en lien avec l'ensemble du modèle de l'initiative locale en ce sens qu'il englobe l'identification d'une situation problématique, la mobilisation des ressources et les actions collectives qui en découlent afin d'améliorer les conditions de vie et de maintenir un environnement durable et sain.

En ce sens, notre travail de recherche démontre que les initiatives mises de l'avant par le Mouvement paysan de Córdoba sont une source de solidarité locale et qu'elles sont directement issues de la réaction à l'agro-industrie. Elles apportent une

contribution en matière de droits, d'éducation, de santé et d'environnement. De plus, comme nous l'avons souligné maintes fois auparavant, les acteurs du changement émergent de communautés locales de mieux en mieux outillés. Or, l'aspect inéluctable de l'agro-industrie dans le contexte global de l'accroissement de la population mondiale et de la valeur des terres demeure une limite du mouvement dans leur capacité de convaincre l'État de la nécessité de leur subsistance. L'aspect précaire des paysans, leur statut informel et le manque d'expérience politique et entrepreneuriale des leaders s'avèrent être des défis importants pour l'organisation dans leur stratégie de pérennité territoriale, défis auxquels ils font face en mettant en place des moyens qui favorisent l'apprentissage et le développement des capacités.

Finalement, nous croyons que, malgré les problèmes environnementaux, sociaux et politiques, les actions collectives rurales venant de l'organisation paysanne fortifient la prise de parole d'une minorité qui ainsi sort de l'exclusion, stimulent l'imaginaire collectif et mettent en place les premiers jalons du développement durable des communautés paysannes. En ce sens, cette mobilisation s'inscrit dans la mouvance actuelle des mouvements sociaux ruraux qui émergent partout en Amérique latine relativement à l'agro-industrie tout en renouvelant l'espace d'action des acteurs du développement. Or, tous s'entendent pour dire que rien n'est joué. La frontière agraire continue son expansion, les expropriations et l'intimidation se poursuivent. La résilience semble être une valeur chère aux membres du MCC et cela devra continuer ainsi. Le changement social revendiqué et provenant d'une réforme agraire intégrale (sociale, économique, environnementale, politique) doit s'accompagner d'une mobilisation sans cesse croissante de l'État et du privé de même que d'une concertation mieux outillée afin d'identifier des stratégies communes en matière de développement local.

Certes, notre démarche présente certaines limites de par le nombre d'acteurs et de communautés rencontrés. Le MCC comporte plusieurs centrales composées de dizaines de communautés. Il a été impossible pour nous de toutes les couvrir. De

plus, il aurait été intéressant de rencontrer davantage d'acteurs du domaine privé et étatique. Or, il a été difficile pour nous d'obtenir les contacts nécessaires dans les délais de notre étude. Cependant, nous croyons que les communautés et acteurs rencontrés représentent bien les différentes positions dans la situation conflictuelle étudiée. Nous avons pu y observer le jeu des échelles, du pouvoir et le développement communautaire initié par les acteurs locaux.

Bien que notre objectif vise à témoigner de la lutte sociale en cours dans la province de Córdoba en relation avec l'agro-industrie, nous avons limité l'analyse à la dimension sociale des enjeux de l'initiative locale et du développement. Une analyse plus vaste permettrait d'englober les aspects environnementaux et les dimensions politiques et économiques de la lutte paysanne et des grandes entreprises. Notre choix a, comme on l'a vu, été de mettre l'accent sur les actions collectives rurales initiées par un mouvement social au détriment des autres acteurs. Cette décision est appuyée par la nécessité de restreindre l'ampleur de la tâche de la collecte des données sur le terrain. L'analyse des perspectives socioéconomiques d'une réforme agraire intégrale aurait pu démontrer la viabilité du modèle de développement local initié par la société civile. Le croisement des données issues de cette recherche arrimé à une recherche de plus grande envergure serait intéressant afin de mieux documenter la situation de la province de Córdoba et de fournir un outil utile tant pour les acteurs locaux que privés et étatiques.

Pour terminer, nous aimerions souligner que ce mémoire constitue une des premières contributions géographiques concernant le Mouvement paysan de Córdoba. En ce sens, nous espérons qu'il puisse représenter une source intéressante à titre de documentation d'un mouvement social paysan et de ses actions collectives orientées vers le développement local, et que notre étude puisse inspirer d'autres études sur les nouveaux rapports au territoire des mouvements sociaux en lien avec les processus issus de la globalisation économique.

APPENDICE A

QUESTIONNAIRE D'ENTREVUE

Esquema de entrevista

Nuevos actores sociales en un contexto de sojización. El caso Argentino del Movimiento Campesino de Córdoba.

0-IDENTIDAD

0.1 Valores

- A preservar, a adoptar (cuales, porque)
- Que habían cambiado (cuales, porque) (Quien , que esta operando este cambio?)
- Necesidad de cambiar?
- Importancia de los valores/tradiciones (para la creación del movimiento, alcanzar los objetivos, etc., y porque?)

1-GÉNESIS

1.1 Los actores: origen social y rol

- líder(s) (perfil, ...)
- oponentes (quien)
- personas-recursos (de donde)

1.2 Los acontecimiento « desencadenante»

Circunstancias, causas, razones...

1.3 Los objetivos al principio

- Globales
- Particulares (según las diferentes organizaciones zonales, los diferentes sectores de actividades, ...)

1.4 Los medios utilizados

Al nivel:

- humano
- técnico/material

1.5 Las problemas encontrados

- Descripción de las problemas o dificultades

1.6 Los resultados

- Qué? Cuando? Cómo? ...

2. DESAROLLO

2.1 Base geográfica (en la provincia)

2.2 Objetivos particulares

Cual objetivos (a corto plazo y a largo plazo) tiene el Movimiento?

- Salud
- Organización
- Formación
- Comercialización
- Tierra
- Agua
- Educación

2.4 Problemas encontrados

- Descripción de las problemas encontradas en la realización de las diferentes intentas a dentro de cada tema de trabajo (carácter, causas, intensidad, actores, ...)

3. MECANICA DEL MOVIMIENTO

3.1 Estructura

3.1.1 Las diferentes « instancias»

- organigrama detallado
- rol y poder
- funcionamiento en la toma de decisiones

3.1.2 Les miembros

- Composición de las diferentes instancias
 - Rol, poder y responsabilidad de los participantes y miembros
 - Grado de participación
 - Etc.

3.2 Organización

3.2.1 Roles

- Espacio por los jóvenes
- Roles fijadas?
- Atribución rígida? Democrática?
- División del trabajo? (por zona, comunidad, etc.)

3.2.2 Membresía

- Requisito previo por hacer parte del Movimiento, y salir? (valores y principios buscados?)
- Organización cerrada?

4. VINCULO CON LAS OTRAS SECTORES SOCIALES

4.1 Descripción de los vínculos: carácter (consensual o conflictual), causas, intensidad, consecuencias de los vínculos con los otros sectores

5. PERCEPCION DEL ESTADO Y DE LAS AUTORIDADES

5.1 Relación con el Estado y las autoridades

- Con cual(es) ministerios o representante(s)
- Por cual finalidad?
- Problemas encontradas
- Revindicas y luchas llevadas (carácter, finalidad, cuando, actores)

- en presencia...)
- Grado de satisfacción

5.2 Percepción del rol del Estado y las autoridades (contexto actual)

6. REALISACIONES

6.1 Acciones realizadas

- Medios utilizados
- Eficacidad de estos medios
- Finalidad proseguida a este nivel

6.2 Acciones colectivas

- Tipo de acciones
- Objetivos
- Opositores
- Marco geográfica
- Recursos movilizados
- Interrelaciones con otras sectores
- Reacción del poder (poder político, poder económico)
- Contexto territorial (multi-escalar et inter-escalar)

APPENDICE B

GRILLE D'ACCOMPAGNEMENT DES ENTREVUES

1. No. de l'entrevue
2. Durée de l'entrevue
3. Date et heure de l'entrevue
4. Lieu de l'entrevue
5. Nom et adresse de l'organisme

Renseignements sur l'interviewé

6. Nom
7. Lieu de résidence
8. Fonction dans l'organisme
9. Assume cette fonction depuis
10. Autre(s) fonction(s) dans le passé au sein de l'organisme
11. Fonction(s) assumée(s) dans d'autres organismes
12. Autres

Renseignements sur l'entrevue

13. Climat général de l'entrevue (participation, dérangement, ...)
14. Attitude de l'interviewé (collaboration, fermeture)
15. Impression première sur le contenu de l'entrevue
16. Autres remarques (forme et contenu)
17. Modalité de contact

Renseignements divers

18. Déroulement de la visite
19. Autre(s) personne(s) rencontrée(s) lors de la visite
20. Autre(s) type(s) d'information(s) recueillie(s) lors de la visite
21. Autres

APPENDICE C

FORMULAIRE ÉTHIQUE ET DE CONSENTEMENT

1. Version castillane

Nuevos actores sociales en un contexto de sojización. El caso Argentino del Movimiento Campesino de Córdoba.

Mathieu Lacombe

Université du Québec à Montréal

Esta investigación corresponde a una tesis de maestría en Geografía. Su autora es alumno de la Universidad de Quebec en Montreal (Université du Québec à Montréal/UQAM) de Canadá. La tesis estudia el choque entre la agricultura industrial (latifundio, avance del capital, sojización) y la agricultura familiar (tradicional, minifundio) a través de los movimientos sociales. El Movimiento Campesino de Córdoba ha sido seleccionado como caso de estudio para efectuar esta investigación y para ello se necesitará realizar entrevistas grabadas con varios miembros internos y externos a la organización. Por ello es que se le solicita a usted que participe en una entrevista. Su participación es voluntaria y no implica ninguna remuneración. Siéntase usted libre de aceptar o de negarse a participar, y, si lo estima necesario, de suspender su participación, sin ningún perjuicio para usted o para su organización. La entrevista se hará con la ayuda de un cuestionario y tendrá una duración de aproximadamente una hora. El cuestionario planteará preguntas acerca de los siguientes temas:

- Movilización de los recursos locales y externos
- Identidad
- Estructuras de gobernanza formales e informales
- Modalidad de participación, de planificación y de decisión
- Soporte del Movimiento
- Gestión interna
- Leadership en el Movimiento
- Funcionamiento general
- Acciones colectivas

Para facilitar la compilación y la clasificación de las informaciones obtenidas, se le

solicitará algunas informaciones personales, particularmente su ocupación. Toda la información obtenida será confidencial. Solo el alumno responsable de la tesis y sus directores tendrán acceso a ella. La información servirá únicamente a la realización de la tesis del alumno y a la presentación de informes científicos a través coloquios, asambleas de ciudadanos o asambleas municipales en los cuales se respetará el anonimato de los participantes.

El trabajo del alumno Mathieu Lacombe se efectúa bajo la dirección del Doctor Juan-Luis Klein (klein.juan-luis@uqam.ca) de la Universidad de Quebec en Montreal, lo cual puede ser contactado por correo postal en la siguiente dirección:

Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succursale Centre-ville
Montréal (Québec)
Canada H3C 3P8

La realización de esta investigación de maestría ha sido sometida a la aprobación del Comité de ética de la investigación del departamento de Geografía de la UQAM. Para cualquier información adicional acerca de este comité o para formular una queja, se puede contactar el Director de este comité, el Dr. Mario Bédard, dirigiéndose a su teléfono 514-987-3000, extensión #3025 o por correo electrónico a la dirección electrónica siguiente: bedard.mario@uqam.ca. También se le puede escribir a la dirección postal siguiente:

Université du Québec à Montréal
Département d'études urbaines et touristiques
Case postale 8888, succursale Centre-ville
Montréal (Québec)
Canada H3C 3P8

Lugar y fecha: _____

Mathieu Lacombe
Alumno de la maestría en Geografía

Acepto participar, reunirme con el alumno y responder a sus preguntas:

Nombre y firma del o de la participante

2. Version française

Nouveaux acteurs sociaux dans un contexte de *sojisation*. Le cas argentin du Mouvement paysan de Córdoba.

Mathieu Lacombe

Université du Québec à Montréal

Cette recherche s'effectue dans le cadre d'une maîtrise en géographie. Son auteur est étudiant à l'Université du Québec à Montréal (UQÀM) au Canada. Le mémoire porte sur le choc entre l'agriculture industrielle (latifundios, avancée du capital, *sojisation*) et l'agriculture familiale (traditionnelle, minifundios) à travers les mouvements sociaux et les actions collectives rurales. Le Mouvement paysan de Córdoba a été sélectionné comme cas d'étude afin de réaliser cette recherche. À cette fin, nous devons réaliser des entrevues enregistrées avec différents membres internes et externes de l'organisation. Ainsi, nous vous sollicitons pour un entretien. Votre participation est volontaire et n'implique aucune rémunération. Sentez-vous libre de participer ou non et, si vous l'estimez nécessaire, de suspendre votre participation sans aucun préjudice pour vous ou l'organisation. L'entrevue se fera avec l'aide d'un questionnaire et aura une durée approximative d'une heure. Le questionnaire abordera des questions relatives aux thèmes suivants :

- Mobilisation des ressources
- Identité
- Structures de gouvernance formelles et informelles
- Modalités de participation, de planification et de décision
- Appuis du Mouvement
- Gestion interne
- Leadership
- Fonctionnement général
- Actions collectives

Afin de faciliter la compilation et la classification des informations obtenues, nous aurons besoin de quelques informations personnelles, dont votre occupation. Toutes les informations obtenues demeurent confidentielles. Seulement l'étudiant responsable du mémoire et son directeur y auront accès. L'information servira uniquement à la réalisation du mémoire et à la présentation scientifique dans le cadre de colloques, séminaires ou autres au sein desquels l'anonymat des participants demeurera.

Le travail de Mathieu Lacombe est effectué sous la direction du Docteur Juan-Luis Klein (klein.juan-luis@uqam.ca) de l'Université du Québec à Montréal. On peut

rejoindre l'université à cette adresse postale :

Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succursale Centre-ville
Montréal (Québec)
Canada H3C 3P8

La réalisation de cette recherche de maîtrise est soumise, à l'approbation du Comité éthique de recherche du département de géographie de l'UQÀM. Pour toutes informations additionnelles relativement à ce comité ou afin de formuler une question, vous pouvez contacter le Directeur du comité, le Dr. Mario Bédard au 514-987-3000, extension #3025 ou par courrier électronique à l'adresse suivante : bedard.mario@uqam.ca. De plus, vous pouvez lui écrire à l'adresse suivante :

Université du Québec à Montréal
Département de Géographie
Case postale 8888, succursale Centre-ville
Montréal (Québec)
Canada H3C 3P8

Lieu et date: _____

Mathieu Lacombe
Étudiant à la maîtrise en géographie

J'accepte de participer, de rencontrer l'étudiant et de répondre à ses questions :

Nom et signature de la ou du participant(e).

BIBLIOGRAPHIE

- Auteur non identifié. 2011. «The 9 billion-people question». *The Economist*, 26 février 2011, p. 1-16.
- Alfaro, María Inés. 2000. *Modalidades de intervención estatal y actores sociales en el mundo rural : el caso de Santiago del Estero*. Mémoire de maîtrise, Buenos Aires, Université de Buenos Aires, 194 p.
- Amin, Samir. 2003. «World Poverty, Pauperization & Capital Accumulation». *Monthly review*, vol. 55, no 5 (octobre).
- Argentine, Instituto Nacional de estadística y censos de la Republica Argentina. 2002. [En ligne]. http://www.indec.gov.ar/principal.asp?id_tema=11. Page consultée le 13 octobre 2011.
- , Instituto Nacional de estadística y censos de la Republica Argentina. 2010. [En ligne]. <http://www.censo2010.indec.gov.ar/>. Page consultée le 2 septembre, 2011.
- Aristote. 1991. *Métaphysique*. T. 1. Paris : Paris J. Vrin.
- Banque mondiale (BM). (2010). *Rising Global Interest in Farmland: can it yield equitable and sustainable benefits?* [En ligne]. http://econ.worldbank.org/external/default/main?pagePK=64165259&theSitePK=469382&piPK=64165421&menuPK=64166322&entityID=000334955_20110208033706. Page consultée le 2 décembre 2011.
- Bassand, Michel, Blaise Galland et Dominique Joye. 1992. *Transformations techniques et société*. New York, 263 p.

- Basualdo, Eduardo, et Michel Teubal. (1998), *Economías a escala y régimen de propiedad en la región pampeana argentina: Actes du 21e Congrès international de l'association des études sur l'Amérique latine* (Chicago, 24-26 septembre 1998). Illinois (É.-U.): CONICET, 20 p.
- Beaud, Stéphane et Florence Weber. 2003. *Guide de l'enquête de terrain*. Paris : Éditions la Découverte (Guides Repères), 360 p.
- Bédard, Mario. 2009. *Méthodologie et méthodes de recherche en géographie : Notes et documents du cours, 7^e édition revue et augmentée*, GEO 8011. Montréal, Coop Uqam Éditeur.
- Béliveau, Marie-Josée. 2007. «Sans-terre, mais ancré : un nouveau mouvement social en Bolivie». Mémoire de maîtrise, Montréal, Université du Québec à Montréal, 169 p.
- Boucher, Jacques. 1990. Les mouvements sociaux: réflexion à partir des théories de l'action collective et de la régulation: *Cahiers du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES)*, Coll. «Études théoriques», no ET9003, 84 p.
- Brenner, Neil. 1999. "Globalization as Reterritorialization : the re-scaling of urban governance in the European Union". *Urban Studies*, vol. 36, no 3, p. 431-451.
- Canel, Eduardo. 1992. "New social movement theory and resource mobilisation : the need for integration". In *Organizing dissent*, sous la dir. de William K. Carroll, p. 22-51. Toronto : Garamond.
- Canovas, Julie. 2008. *Nouveaux mouvements sociaux et néolibéralisme en Amérique latine : des alternatives à un système globalisé?*. Paris: L'Harmattan, 188 p.
- Cardoso, Fernando Henrique, et Enzo Faletto. 2001. *Dépendance et développement en Amérique latine*. Paris : Puf, 222 p.

- Cerviño, Pedro, Maria Capurro Robles et Laura Itchart. (2002). «Los campesinos y el derecho a la tierra». Chap. in *Rapport annuel du Centre d'études légales et sociales (CELS)*, Buenos Aires : Centro de Políticas Públicas para el Socialismo (CEPPAS), p. 25-45.
- Chia, Eduardo, Torre, André, et Rey-Valette, Hélène. « Conclusion : vers une «technologie» de la gouvernance territoriale! Plaidoyer pour un programme de recherche sur les instruments et dispositifs de la gouvernance des territoires », *Noréis*, Rennes, n° 209 (2008/4), Presses universitaires de Rennes, p. 167-177.
- Cloke, Paul. 2000. "Rural planning". In *The Dictionary of Human Geography*, sous la dir. de Ronald John Johnston, p. 720. London: Blackwell Publishing.
- Cloke, Paul. 2000. "Rurality". In *The Dictionary of Human Geography*, sous la dir. de Ronald John Johnston, p. 720. London: Blackwell Publishing.
- Cóccaro José María. & Maldonado Gabriela Inés (2009). «Réflexions critiques pour penser le territoire argentin aujourd'hui. Le prétexte du soja». *Noréis*, vol. 1, no 210, p. 43-68.
- Courlet, Claude, et Ferguène, Améziane. 2004. « Gouvernance et dynamiques territoriales : points de repères analytiques », *Gouvernance locale et développement territorial*, Paris, L'Harmattan, p. 11-22.
- De Koninck, Rodolphe. 1984. «Pourquoi les paysans? Interrogations sur la territorialité de l'agriculture familiale et notes sur le cas québécois». *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 28, no 73-74, p. 261-274.
- De Souza, Marcelo José L. 1995. «O territorio : sobre espaço e poder, autonomia e desenvolvimento». In *Les sans-terre du Brésil*, Jean-Yves Martin. Paris : L'Harmattan.

- Di Méo, Guy. 1999. « Géographies tranquilles du quotidien : Une analyse de la contribution des sciences sociales et de la géographie à l'étude des pratiques spatiales ». In *Cahiers de Géographie du Québec*, vol. 43, no 118, p. 75-93.
- Dubar, Claude. 1991. *La socialisation. Construction des identités sociales et professionnelles*. Paris : Armand Colin, 278 p.
- Duperré, Martine. 2010. «Facteurs et processus de constitution en acteur collectif : une étude de cas d'une association de groupes de femmes». *Cahiers du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) : Collection Mouvements sociaux*, no MS1001.
- Fontan, Jean-Marc. 2011. «Développement territorial et innovation sociale». In *Innovation sociale et territoire – Convergence théoriques et pratiques*, sous la dir. de Guy Bellemare et Juan-Luis Klein, p. 17-42. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Gigena-Ivanna, Andrea. 2005. «La construcción de un mundo posible y diferente; desarrollo y economías campesinas : sentidos y prácticas a propósito del Desarrollo en la región de trabajo de APENOC». Mémoire de maîtrise, Córdoba, Université Nationale de Córdoba, 166 p.
- Flichman, Guillermo. 1977. *La renta del suelo y el desarrollo argentino*, Buenos Aires, Siglo XXI, 241 p.
- Gaignard, Romain. «Argentine». In *Encyclopædia Universalis*, éd. 2011.
- Gaignard, Romain. «Córdoba, Argentine». In *Encyclopædia Universalis*, éd. 2005.
- Gauthier, Benoît. 1984. *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données*. Sillery, Presses de l'Université du Québec.

Giarracca, Norma. 2005. «La protesta agrorural en la Argentina». In *Movimientos sociales y conflictos en América Latina*, sous la dir. de José Seoane, p. 146-153. Buenos Aires: Consejo latinoamericano de Ciencias Sociales (CLACSO).

Instituto Nacional de Tecnología Agropecuaria. 2011. Pool de siembra. [En ligne]. <http://anterior.inta.gov.ar/extension/finan/tool/pool.htm>. Page consultée le 20 avril 2012.

Jean, Bruno. 1997. *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données*. Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec, 318 p.

Kay, Cristóbal. 1998. «Latin America's Agrarian Reform: Lights and Shadows». [En ligne]. ftp://ftp.fao.org/sd/sda/sdaa/LR98_2/art-1.pdf. Page consultée le 6 juillet 2011.

Klein, Juan-Luis. 2008. « Territoire et développement : du local à la solidarité interterritoriale ». In Guy Massicotte (dir.) *Sciences du territoire : perspectives québécoises*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 315-334.

-----, 2011a. «Économie sociale et territoire en contexte de mondialisation : le développement par l'initiative locale». In *Innovation sociale et territoire – Convergence théoriques et pratiques*, sous la dir. de Guy Bellemare et Juan-Luis Klein, p. 175-194. Québec : Presses de l'Université du Québec.

-----, 2011b La mondialisation. De l'État nation à l'espace-monde. In Klein, J.-L et F. Lasserre, Dirs. *Le monde dans tous ses États*. Sainte-Foy (Qué.) : Presses de l'Université du Québec, 49-72

Klein, Juan-Luis, Fontan, Jean-Marc et Diane-Gabrielle Tremblay (2009) Social Entrepreneurs, Local Initiatives and Social Economy: Foundations for a Socially Innovative Strategy to Fight against Poverty and Exclusion. *Canadian*

Journal of Regional Research/ Revue canadienne de science régionale. Vol. 32, Num. 1, pp: 23-42

Klein, Juan-Luis et Frédéric Lasserre, Dirs. 2011. *Le monde dans tous ses États*. Deuxième édition. Sainte-Foy (Qué.): Presses de l'Université du Québec, 666 p.

Lacoste, Yves. 2007. *De la géopolitique aux paysages*. Paris : Armand Colin, 413 p.

Le Galès, Patrick. 1998. « Régulation, gouvernance et territoire », Jacques Commaille et Bruno Jobert (dir.) *Les métamorphoses de la régulation politique*. Paris, Droit et société, vol. 24, Maison des sciences de l'Homme. P. 203-236.

Leloup, Fabienne, Laurence Moyart et Bernard Pecqueur. 2005. «La gouvernance territoriale comme nouveau mode de coordination territoriale?». *Géographie, économie, société*, vol. 7, no 4, p. 321-332.

Lénine, Marx, Karl, et Karl Kautsky. In «Comment capturer le potentiel productif des petits paysans : notes sur la modernisation de la riziculture en Malaysia et en Indonésie». Rodolphe De Koninck. 1979. *Anthropologie et société*, vol. 3, no 3, p. 87-108.

Lévy, Jacques. 2003. «Territoire». In *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, sous la dir. de Jacques Lévy et Michel Lussault, p. 907-910. Paris : Belin.

Lévy, Jacques, et Michel Lussault. 2003. *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*. Paris : Belin, 1034 p.

Lipiansky, Edmond Marc. 1998. «L'identité personnelle». In *L'identité : l'individu, le groupe, la société*, p. 21. Auxerre : Sciences Humaines.

Martin, Jean-Yves. 2001. *Les sans-terre du Brésil*, Paris, L'Harmattan, 172 p.

- Martinoni, Marcello. 1999. «L'appropriation territoriale dans les communautés guaranis de l'Itika Guasu. Utilisation des ressources et représentation du territoire communautaire». In *Sans-terre, mais ancré : un nouveau mouvement social en Bolivie*, Marie-Josée Béliveau, p. 23-24. Montréal : Université du Québec à Montréal.
- Melucci, Alberto. 1995. «The new social movements revisited : Reflexions on a sociological misunderstanding». In *Social movements and social classes : The future of collective action*, sous la dir. de Louis Maheu. Thousand Oaks, CA : Sage.
- Mendras, Henri. 1985. *La fin des paysans*. Paris : Leméac, 235 p.
- Mollard, Amédée. 1977. *Paysans exploités*. Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble, 244 p.
- Neveu, Erik. 2005. *Sociologie des mouvements sociaux*, 4^e éd., Paris: La Découverte, 128 p.
- Ouviña, Hernan. 2005. «Les nouvelles radicalités politiques en Amérique latine : zapatistes, piqueteros et sans-terre...». In *Mouvements et pouvoirs de gauche en Amérique latine*, sous la direction du Centre tricontinental (CETRI), Paris: Syllepse.
- Paz Raúl. 2002. *Sistemas de produccion campesinos caprinos en Santiago Del Estero*. Tucuman, Presses de l'Université Nationale de Tucuman, 316 p.
- Petras, James et Henry Veltmeyer. 2000. *The Dynamics of Social Change in Latin America*. New York: Palgrave Macmillan, 224 p.
- Perrault, Thomas. 2003. «Making Space : Community Organization, Agrarian Change, and the Politics of Scale in the Ecuadorian Amazon», In *Sans-terre*

mais ancré : un nouveau mouvement social en Bolivie, Marie-Josée Béliveau, p. 23, Montréal, mémoire de maîtrise.

Quintal, Magalie. 2010. «Gouvernance territoriale et développement durable des communautés rurales dans la vallée du Ziz au Maroc». Mémoire de maîtrise, Montréal, Université du Québec à Montréal, 125 p.

Raffestin, Claude. 1980. *Pour une géographie du pouvoir*. Paris : Librairies techniques, 249 p.

Rapoport, Mario. 2007. «Historia de la economia argentina del siglo XX». In *Réflexions critiques pour penser le territoire argentin aujourd'hui. Le prétexte du soja*. Coccoaro José María et Gabriela Inés Maldonado, p. 43, Norois, no 210.

Robin, Marie-Monique. 2008. *Le monde selon Monsanto*. Montréal : Stanké, 377 p.

Rubin, Herbert J. et Irene Rubin. 2001. "Mobilizing for collective action". In *Community and Organization and Development*, sous la dir. de Herbert J. Rubin et Irene Rubin, p. 140-163. Needham Heights : Allyn and Bacon.

Sack, Robert David. 1986. *Human territoriality. Its Theory and History*, Cambridge : Presses de l'Université de Cambridge, 123 p.

Selman, Paul. 2001. "Social capital, sustainability and environmental planning" In *Planning theory and practice*, sous la dir. de Judith Eleanor Innes, p.1. Berkeley : Institute of Urban and Regional Development.

Sousa Santos, Boaventura de. 2000. «A crítica de razão indolente» In *Democracia y Neoliberalismo en el campo argentino : una convivencia difícil*, Norma Giarraca et Miguel Teubal, p. 70, Buenos Aires : Consejo latinoamericano de Ciencias Sociales (CLACSO).

- Sabin, Guillaume. 2007. «Mouvements paysans dans le Nord-Ouest Argentin : Au-delà de l'économie, des organisations sociales coopératives». *Revue du MAUSS*, vol. 1, no 29, p. 281-300.
- Starck, Émilie. 2007. «La précarité paysanne argentine en milieu semi-aride : exemple de Santiago del Estero», *Les Cahiers d'Outre-Mer*, vol LX, no 239, p. 365-396.
- Staszak, Jean-François. 2003. «Espace vécu». In *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, sous la dir. de Jacques Lévy et Michel Lussault, p. 340. Paris : Belin.
- Svampa, Maristella. Conférence. Sur le thème Modèles de développement, extractivisme et tournant éco-territorial en Amérique latine. Chaufferie du Cœur des sciences de l'Université du Québec à Montréal, 27 septembre 2011.
- Tremblay, Marc-Adélar. 1968. *Initiation à la recherche dans les sciences humaines*. Montréal, McGraw-Hill.
- Touraine, Alain. 1973. *Production de la société*. Paris : Éditions du seuil, 542 p.
- United Nations. 1999. *El mercado de tierras en dos provincias de Argentina : La Rioja y Salta*, Santiago de Chile, UN [En ligne] <http://www.eclac.cl/publicaciones/xml/6/4636/LCL1300P.pdf>. Page consultée le 23 septembre 2011.
- Via Campesina. 2011. Organisation. [En ligne] www.viacampesina.org/fr/index.php?option=com_content&view=category&layout=blog&id=27&Itemid=44. Page consultée le 23 juillet 2011.